

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris n° 65057E
Tél. • 246-72-23

Une telle indexation aurait, à coup sûr, le mérite d'éviter les hausses brutales qui désorganisent les économies des pays industrialisés. Mais, pour en être programmée, le prélèvement ainsi opéré par l'OPEP n'en serait pas moins, sur une longue période, tout aussi important.

Reste à savoir si l'OPEP, dont les ministres du pétrole examineront ce projet d'indexation dans quinze jours à Vienne, se décidera à sauter le pas.

par les nécessités thérapeutiques ? Sinon, est-ce acceptable, humainement, socialement, économiquement ? La question, que beaucoup pensaient périmée, étonne, tant on avait cru l'évacuer, incite, ou bien déclenche des flots imprévus de parole non contenue.

(Lire la suite page 11.)

Quelle avalanche, dira-t-on, quel *soutoir* pour user d'un vocable enfin admis !

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 13.)

**XI. - MON VIEUX
CHRISTIAN**
(Like page 17.)

Les combattants de 1990 ont compris la leçon. Peu leur importe qu'un autre chef communiste remplace M. Giersek. Le premier secrétaire actuel n'est d'ailleurs pas, loin de là, le plus mauvais des dirigeants qui puissent prétendre à cette fonction. Ils n'ont pas d'ambitions personnelles, ils sont constants au pour des communistes de leur choix. Ils ont tout simplement exécuté une parcelle du pouvoir, et en quelques semaines ils ont changé le paysage polonais.

Bien sûr, on peut se demander si le bureau politique ne va pas chercher insidieusement à représenter ce qu'il n'a ni fallu ni obtenu. Et surtout si Moscovici laissera une chance à l'opposition de gauche.

La mise en accusation par la Cour suprême de ce hundi d'éclaireurs « communistes-révolutionnaires » est fort inquisitante à cet égard. La meilleure réponse appartient aux dirigeants polonais: ils doivent rester unis, tenir parole, avoir le courage politique de commencer à appliquer réellement la seule vision raisonnable — hormis le chaos, le sang et les larmes.

A Moscou, enfin, la « Pravda », ce lundi matin, ne fait pas état des accords de Gdansk, mais dénonce les « éléments antisocialistes » et « contre-révolutionnaires » en Pologne.

Faut-il raser

Apprendre qu'en juillet l'augmentation du coût de la vie était en France de 1,5 % alors qu'elle n'a été que de 0,2 % en Allemagne fédérale donne un coup. Et amène à se poser cette question : est-ce que par hasard l'Allemagne fédérale n'importerait plus de pétrole ?

MICHEL CASTEL

paul loup sulitzer

... Toute personne parcourant les dix premières pages se condamne à le lire d'une traite... Mieux vaut raffermir les coussins et éteindre sa télé avant de s'abandonner à ce piège implacable et délicieux."

Pierre Billard / Le Point

roman / denoël

Les événements de Pologne constituent, à bien des égards, de mauvaises nouvelles pour ceux qui, en Occident et en France notamment, font mine de s'en féliciter : des directions du P.C.F. et de la C.G.T., qui opposent les discussions de Gdansk à la répression de nos pêcheurs, à la droite, qui se découvre soudain une sensibilité ouvrière dans les limites toutefois des frontières du pacte de Varsovie.

Mauvaises nouvelles, en effet, celles qui brisent les schémas des momies bureaucratiques, celles, aussi, qui

par PHILIPPE BOUCHER

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a demandé à l'ensemble des services de son administration, au début de l'été, une enquête sur l'état de la psychiatrie française en particulier dans le secteur public. Les résultats de ce travail, auquel ont participé pour la première fois toutes les directions du ministère, devraient être remis à M. Jacques Barrot à la fin de septembre.

Dans l'encadré dont nous commençons la

prof CLAUDE BRISSET

Esquiroi au ministre de l'Intérieur
du placide Louis XVIII.

ministères, d'ailleurs, médecins qui, comme, inlassablement, depuis plus de deux cents ans, ont dénoncé l'enfermement des malades mentaux sans jamais en venir à bout ; c'est ainsi entrer dans un monde de peur et de souffrance. Peur de la violence, inhérente à l'asile ; peur du monde extérieur : il nous a fallu, à plusieurs reprises, recourir à des subterfuges pour entrer dans ce milieu clos. Souffrance du milieu asilaire, que la société nous a dans son entrée en un mouvement archaïque mais permanent ; souffrance, enfin, qu'impose le discredit où, bien souvent, sont tombées ces institutions.

Cent cinq mille malades vivent dans les hôpitaux psychiatriques. Qui, hors le milieu spécialisé, a présent à l'esprit ce chiffre effrayant ? Près du tiers des lits des hôpitaux publics sont occupés par des malades mentaux. Trois fois la population des prisons.

Aussi, la vieille, la classique, la traditionnelle question : faut-il supprimer les hôpitaux psychiatriques ?, n'a-t-elle jamais été aussi actuelle. Est-il nécessaire de maintenir à l'intérieur de murs parfois infranchissables une telle population ? Est-ce justifié

par les nécessités thérapeutiques ? Sinon, est-ce acceptable, humainement, socialement, économiquement ? La question, que beaucoup pensaient périmée, étonne, tant on avait cru l'évacuer, incite, ou bien déclenche des flots imprévus de parole non contenue.

(Lire la suite page 11.)

Le Monde

étranger

L'ACCORD ENTRE LE POUVOIR ET LES GRÉVISTES EN POLOGNE

Outre la réaction extrêmement dure de la « Pravda » de ce lundi matin, les événements de Pologne ont entraîné de nombreuses réactions plus nuancées dans les pays de l'Est.

● **EN ALLEMAGNE DE L'EST**, l'annonce de l'accord de Gdansk a été donnée dès samedi par l'agence A.D.N., mais sans aucun détail sur le problème central des syndicats. Cela dit, la fin des grèves en Pologne est accueillie avec soulagement par les dirigeants, qui craignaient un effet de « contagion », la plus grande partie de la population étant parfaitement au courant de la crise polonaise grâce à la télévision ouest-allemande. Bien que le niveau de vie en Allemagne de l'Est soit nettement plus élevé qu'en Pologne, les observateurs relèvent avec intérêt que la responsabilité du parti du syndicat n'a pas été délaissée par les dirigeants, ces derniers jours, que leurs propositions et leurs critiques « seront soigneusement étudiées et si possible immédiatement appliquées » dans la préparation du prochain plan.

● **EN HONGRIE ET EN TCHÉCOSLOVAQUIE**, la presse et la radio ont briève-

ment annoncé la fin des grèves, sans autre commentaire. Là encore, aucun détail n'a été donné sur les problèmes syndicaux.

● **EN YOUGOSLAVIE**, la presse se félicite du réalisme de la direction polonaise et des dirigeants ouvriers. Les détails de l'accord sont publiés. Le quotidien « Politika » écrit : « Il s'est passé quelque chose dont il est difficile d'évaluer la portée, mais chacun sait que cela revêt une importance historique pour l'évolution du monde socialiste (...). »

● **EN ROUMANIE**, « Scinteia », l'organe du P.C., commentant le trentième anniversaire de l'unification du mouvement syndical roumain, a écrit dimanche que le parti « accorde une attention particulière à l'amélioration continue de l'activité des syndicats, au renforcement de leurs liens avec les masses laborieuses, à leur connaissance de la vie, des aspirations et des préoccupations des travailleurs ». Le journal ne mentionne pas, brièvement la fin des grèves en Pologne. Dans les pays occidentaux, les réactions officielles sont peu nombreuses encore.

● **EN ITALIE**, M. Colombo, ministre des affaires étrangères, a rendu hommage dimanche « au courage et à la prudence des ouvriers polonais, ainsi qu'au réalisme des dirigeants du pays (...). La victoire des ouvriers polonais, a-t-il ajouté, peut être considérée comme un événement d'importance historique (...). Les pays occidentaux ont contribué à cette victoire en gardant une attitude de prudente réserve ». De son côté, l'« Unità », le quotidien du P.C.I. écrit, après s'être félicité de la victoire « de la confiance et du réalisme » : « Le soulèvement d'aujourd'hui renforce les espoirs mais on ne doit pas oublier que la confrontation demeure et que la crise est encore profonde. »

● **EN R.F.A.**, M. Brandt s'est déclaré dimanche « satisfait et soulagé » par la signature des accords après avoir été « angoissé et profondément ému par le soulèvement, plein de courage et d'une maturité admirable, des travailleurs polonais ». L'« Express » ajoute que la solution trouvée ne constitue pas seulement un ajournement du conflit, mais qu'elle conduira à de véritables réformes. M. Gen-

cher, ministre des affaires étrangères, a déclaré dimanche, après avoir évoqué le quarante et unième anniversaire de l'invasion de la Pologne par les Nazis : « Nous sommes liés aux Polonais dans leur lutte pour davantage de liberté, mais nous sommes aussi liés en raison de l'histoire qui a été marquée par de nombreuses situations horribles. »

● **AUX ETATS-UNIS**, le secrétaire au travail, M. Marshall, a déclaré dimanche : « Il est bon pour nous tous que les Polonais aient pu trouver une solution en dehors de toute intervention. »

● **A PARIS**, plusieurs dissidents soviétiques exilés en Occident ont demandé aux chefs de gouvernement d'aider non pas Giersek, mais le peuple polonais, dans un communiqué remis dimanche à la presse. « Nous nous adressons aux chefs de gouvernement qui s'emparent d'aider Giersek avec des crédits et des prêts. Aidez non pas Giersek, mais le peuple polonais », indique ce communiqué, signé notamment par Vladimir Boukovski, le général Piotr Grigorenko, Edouard Kouznetsov et Vladimir Maximov.

Le texte du protocole signé à Gdansk

Nous commençons la publication du protocole d'accord signé à Gdansk, le 31 août 1980, aux chantiers navals Lénine par le président du comité de grève inter-entreprises (M.K.S.) et la commission gouvernementale. La deuxième partie du protocole sera publiée demain.

Pour les grévistes, ce protocole a été signé par M.M. Lech Wałęsa, président, Andrzej Golodziej et Bogdan Lit, vice-présidents, et par M.M. W. Budzinski, W. Gruszczyński, A. Gucinski, S. Jaskolski, J. Kwiecień, Z. Kobyliński, Z. Krępański, S. Lesiński, A. Pienkowski, J. Przybylski, J. Sikorski, L. Sobieski, T. Stanny, A. Walentyński et P. Winiarski.

Pour la commission gouvernementale, ont signé : le président Mieczysław Jajlowski, vice-président, et M.M. Zichinski, membre du secrétariat du comité central du P.O.P., T. Fiszbach, président du conseil de volonte du parti pour Gdansk, et J. Kolodziej, volonte (présent) de Gdansk.

La commission gouvernementale et le comité de grève inter-entreprises, après avoir analysé les vingt et une revendications des ouvriers grévistes du littoral, sont arrivés aux conclusions suivantes :

— En ce qui concerne le point n° 1, dont le texte est : « Accepter les revendications des travailleurs de la Pologne », la commission gouvernementale a répondu que :

1) L'activité des syndicats en Pologne populaire n'a pas répondu aux espoirs et aux aspirations des travailleurs. On estime qu'il serait utile de créer des syndicats nouveaux, autonomes, qui seraient une représentation authentique de la classe laborieuse. On ne met pas en cause le droit des travailleurs de continuer à adhérer à l'ancien syndicat, et, pour l'avenir, la possibilité de coopération entre les deux syndicats sera étudiée.

2) En créant des syndicats nouveaux, indépendants et autonomes, le M.K.S. déclare que ces derniers respecteraient les principes définis dans la Constitution de la Pologne populaire. Les nouveaux syndicats défendraient les intérêts sociaux et matériels des ouvriers et n'ont pas l'intention de jouer un rôle de parti politique. Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, base du système socialiste existant en Pologne. Ils reconnaissent que le P.O.P. (parti ouvrier unifié) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ne s'opposent pas au système existant des alliances internationales. Ils veulent assurer aux travailleurs les moyens convenables de contrôle, d'expression et de défense de leurs intérêts. La commission gouvernementale déclare que le gouvernement respectera et assurera le plein respect de l'indépendance et de l'autogestion des nouveaux syndicats, tant en ce qui concerne leurs méthodes d'organisation que leur fonctionnement à tous les niveaux. Le gouvernement assurera aux nouveaux syndicats la pleine possibilité de remplir leurs fonctions fondamentales en ce qui concerne la défense des intérêts des travailleurs, afin de satisfaire les besoins matériels, sociaux et culturels des ouvriers. En même temps, il garantit que les nouveaux syndicats ne feront l'objet d'aucune discrimination.

3) La création et le fonctionnement des syndicats indépendants et autonomes sont conformes à la convention 87 du B.I.T. concernant la liberté syndicale et la protection des droits des syndicats et à la convention 91 concernant le droit à l'association et aux négociations collectives, ces deux conventions ayant été ratifiées par la Pologne. La plénitude de la représentation syndicale professionnelle exige des changements d'ordre législatif. C'est pourquoi le gouvernement s'engage à prendre des initiatives au niveau législatif concernant particulièrement ce qui concerne les lois sur les syndicats, sur les conseils ouvriers et sur le code du travail.

4) Les comités de grève ont la possibilité de se transformer au niveau de l'entreprise en institutions représentatives des travailleurs, soit comme conseil ouvrier, conseil des travailleurs, comité ouvrier ou comité fondateur des nouveaux syndicats autonomes. Le

M.K.S., en tant que comité fondateur de ces syndicats, a la liberté de choisir la forme d'un syndicat ou d'une association à l'échelle du littoral. Les comités fondateurs fonctionneront jusqu'aux élections statutaires des nouvelles autorités syndicales. Le gouvernement s'engage à créer les conditions permettant l'entrepreneuriat des nouveaux syndicats en dehors du Conseil central des syndicats :

5) Les nouveaux syndicats devront avoir la possibilité réelle d'intervenir dans les décisions qui déterminent les conditions de vie des ouvriers en ce qui concerne les principes de la répartition du revenu national entre consommation et accumulation, la répartition du Fonds de consommation sociale dans des objectifs variés (santé, éducation, culture), les principes de base des rémunérations et l'orientation de la politique des salaires, particulièrement en ce qui concerne le principe de l'augmentation automatique des salaires selon l'inflation, le plan économique, la politique des investissements et les modifications des prix. Le gouvernement s'engage à assurer les conditions nécessaires à la réalisation de ces fonctions :

6) Le comité inter-entreprises crée un centre de recherches socio-professionnelles dont le but serait une analyse objective de la situation des travailleurs, des conditions d'existence des ouvriers et des moyens de représenter correctement les intérêts des travailleurs. Ce centre fera appel aux experts en ce qui concerne l'indexation des salaires et des prix et proposera des formes de compensation. Ce centre publiera les résultats de ses recherches. De plus, les nouveaux syndicats posséderont leurs propres publications :

7) Le gouvernement assurera le respect de l'article n° 1, point 1, de la loi sur les syndicats datant de 1949, qui garantit aux ouvriers et aux travailleurs le droit de s'associer librement en syndicats. Le nouveau syndicat ouvrier n'adhérera pas à l'association représentée par le Conseil central des syndicats (C.R.Z.). Nous convenons que le nouveau syndicat respectera ces principes. En même temps, on garantira la participation des représentants du M.K.S. ou des comités fondateurs du syndicat autonome et d'autres représentants des ouvriers à l'élaboration de cette loi.

— En ce qui concerne le point n° 2, dont le texte est : « Garantir le droit de grève et la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident », il a été entendu que :

— Le droit à la grève sera garanti dans la nouvelle loi sur les syndicats. La loi devra définir les conditions permettant de déclarer et d'organiser des grèves, les méthodes par lesquelles on devrait résoudre les conflits et les pénalités en cas de violation de la loi. Les articles n° 53, 54 et 55 du code du travail (interdisant la grève) ne seraient pas appliqués contre les grévistes jusqu'au moment de l'adoption de la nouvelle loi ; le gouvernement garantissant aux grévistes et aux personnes qui les aident la sécurité personnelle et le maintien de leurs conditions de travail.

— En ce qui concerne le point n° 3, dont le texte est : « Respecter la liberté d'expression et de publication garantie par la Constitution de la Pologne populaire et dans ne pas être contre les publications indépendantes et donner accès aux mass média aux représentants de toutes les régions », il a été entendu que :

1) Le gouvernement introduira la loi dite « dans un délai de trois mois » un projet de loi sur la presse et la presse, des publications et des spectacles qui se fondera sur les principes suivants : la censure doit protéger les intérêts de l'Etat. Cela signifie la protection des secrets de l'Etat et des secrets économiques tels qu'ils seront définis plus précisément par la loi, la protection de la sécurité de l'Etat et de ses intérêts, internationaux importants, la protection des convictions religieuses et, en même temps, la protection des personnes, des croyances, ainsi que l'interdiction de la distribution du contenu de publications qui contiennent une atteinte aux bonnes mœurs.

Le projet de loi inclura le droit de porter plainte devant le tribunal suprême administratif contre les décisions des institutions de contrôle de la presse, des publications et des spectacles. Cette loi sera incluse dans le code d'activités administratives par un amendement.

2) L'utilisation de mass média par les associations religieuses dans le domaine de leurs activités religieuses sera réalisée par la loi des associations et les institutions de l'Etat et les associations religieuses, tant en ce qui concerne les problèmes de contenu que l'organisation. Le gouvernement assurera la transmission par la radio de la messe dominicale dans le cadre d'un accord particulier avec l'épiscopat.

3) L'activité de la radio et de la télévision et des maisons d'édition doit servir à l'expression de diverses pensées, points de vue et opinions. Elle devrait être soumise au contrôle social.

4) La presse ainsi que les citoyens et les organisations doivent avoir accès aux documents publics, surtout aux actes administratifs et aux plans socio-économiques, etc., qui sont publiés par les institutions administratives qui lui sont soumises. Les exceptions à ce principe de la transparence de l'activité administrative seront définies dans la loi en accord avec le point n° 3, chapitre 1.

Libération des prisonniers politiques

— En ce qui concerne le point n° 4, dont le texte est :

a) rétablir les droits : des gens libérés — après les grèves de 1970 et 1976 — des étudiants et des hauts cadres pour leurs opinions ; b) libérer tous les prisonniers politiques (y compris Edmund Zdrojewski, Jan Kozłowski et Marek Kosowski) ; c) arrêter la répression pour opinions ; d) il a été convenu :

a) l'analyse immédiate de la justification des licenciements d'après les grèves de 1970 et 1976. Dans tous les cas présentés, il existe une injustice, rétroactive immédiate, en tenant compte de leur nouvelle qualification, et les personnes intéressées le demandent. On appliquera le même principe dans le cas des étudiants.

b) Présentation du cas des personnes mentionnées dans le point b) au ministre de la justice qui, dans un délai de deux semaines, demandera à ses services de se pencher sur les dossiers ; dans le cas où les personnes mentionnées ont été emprisonnées, il faut suspendre l'exécution de leur peine jusqu'à nouveau jugement.

c) l'analyse des motifs des arrestations temporaires et la libération de personnes mentionnées dans l'annexe.

d) Plein respect des libertés d'expression des opinions dans la vie publique et professionnelle.

— En ce qui concerne le point n° 5, dont le texte est : « Informer par l'intermédiaire des mass média, de la création du M.K.S. et publier ses revendications », il a été convenu que :

— Cette demande sera satisfaite par la publication dans les médias, à l'échelle nationale, de ce protocole.

(à suivre).

L'avertissement de la « Pravda » permet d'envisager toutes les hypothèses

Moscou. — Il est rare que l'agence Tass et la télévision soviétique aient été à l'avance d'un article de la Pravda. C'est pourtant ce qui s'est produit dimanche soir 31 août. Il est vrai que cet article (sur six colonnes, en bas de la cinquième page) est signé A. Petrov, pseudonyme désignant le comité central du P.C.U.S.

An début, comme ce fut le cas depuis l'origine de la grève à Gdansk, la Pravda cite son homologue polonais Trybuna Ludu : « Les éléments antisocialistes cherchent dans certains droits à poursuivre les grèves, en formulant à cette fin de nouvelles revendications, notamment politi-

De notre correspondant

ques, en accentuant la tension. Ils méconnaissent le fait que cela déstabilise l'atmosphère politique dans le pays, risque de faire naître l'anarchie dans la vie sociale. Ils méconnaissent les conséquences étonnantes qui peuvent en résulter pour l'Etat et le peuple. »

Mais, ensuite, l'organe central du P.C. soviétique, qui se garde bien d'indiquer que l'article en question, signé Ryssard Volna, est paru il y a quatre jours, abandonne les citations et affirme : « Il ressort des informations de la presse que les élé-

ments antisocialistes sont parvenus à pénétrer dans plusieurs entreprises du littoral de la Pologne, en premier lieu à Gdansk, à abuser de la confiance d'une partie de la classe ouvrière, à exploiter les difficultés économiques dans leurs buts contre-révolutionnaires. »

Après avoir évoqué le plénum du comité central du parti ouvrier unifié polonais du 30 août (de samedi), A. Petrov, qui semble dans ce son article le même jour, poursuit : « Les éléments antisocialistes continuent à pousser au premier plan des revendications politiques qui démontrent leurs véritables projets, étrangers aux intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière de la Pologne. La tactique de ces gens d'émigration, opérant dans plusieurs entreprises de la côte, vise pratiquement à prolonger les arrêts de travail et à désorganiser la vie du pays. »

La Pravda poursuit : « Ils (les grévistes, les éléments antisocialistes et contre-révolutionnaires) portent des préjudices très graves au socialisme réel en Pologne (...). Ils veulent entamer les liens du parti avec la classe ouvrière, source principale de force du parti et de l'Etat polonais. »

« Au centre de l'Europe »

Tout devient clair. Il suffit à Petrov de mettre dans un même sac antisocialistes les « ennemis de la Pologne agissant de l'extérieur », les « organes d'information occidentaux », les « syndicats révolutionnaires des Etats-Unis », la « presse de droite », le « révisionnisme » en R.F.A., l'« émigration polonaise réactionnaire » et, finalement, les « centres subversifs opérant en Occident ». Tous ces milieux, poursuit l'auteur, « s'efforcent pour but de porter atteinte aux acquis sociaux de la Pologne, de déstabiliser la Pologne de la voie dans laquelle elle s'est engagée par la volonté du peuple après la libération des enchâsses de fascisme allemand », avant de conclure, se référant à nouveau à Trybuna Ludu : « La Pologne occupe une place importante en Europe et dans la politique européenne, elle est membre de l'Alliance défensive des Etats du traité de Varsovie, elle fait partie du Comecon et elle joue un rôle important au centre de l'Europe. Un tel élément de la paix et de la stabilité sur le continent européen. »

Dimanche soir, dès qu'il a été rendu public, cet article a laissé perplexe la plupart des observateurs à Moscou et littéralement stupéfaits et consternés certains Polonais de la capitale soviétique. Sur le mécanisme même, rien de nouveau. Depuis le début, la presse soviétique a choqué (elle est coutumière du fait), de citer les autres : Trybuna Ludu, la presse polonaise en général, la presse de certains pays socialistes, notamment de R.D.A. et de Tchécoslovaquie, le président du parti communiste autrichien Gust Hain, ou encore, c'est le cas lundi matin, le parti socialiste australien.

Ce qui a surpris, c'est le moment ou plutôt l'heure choisie. Même si, au moment où cet article colossal était rédigé, l'issue de la crise paraissait incertaine, les responsables de l'information avaient largement en le temps d'apprendre la signature des accords de Szczecin et de Gdansk et l'annonce de la fin de grève. A la limite, même si la diffusion de cet article dimanche soir par Tass et surtout dans le journal télévisé « Vremia » (enregistré au moins une heure avant sa programmation) ne pouvait être annulée, rien n'obligeait les Soviétiques à le rediffuser lundi matin dans la réédition de « Vremia ». Et surtout, note-t-on à Moscou, rien ne les empêchait d'annoncer la reprise du travail ou plutôt, selon la terminologie en vigueur, le retour à la situation normale. Des lors, toutes les hypothèses sont possibles. — (Interfax.)



(Dessin de KONEK.)

« Mauvaises nouvelles »

(Suite de la première page.)

L'hégémonie sociale du groupe dirigeant et de ses milles et un relais d'encadrement, si elle n'est pas brisée, est bel et bien assurée par une poussée démocratique d'une rare maturité. Et le problème est posé de la future traduction d'un embryon de démocratie économique en une réelle démocratie politique. Les réponses des communistes occidentaux ne peuvent plus, dans ces conditions, sauf à se démentir plus encore, éluder les débats sur les rapports sociaux à l'Est. Or, ouvrir de telles vannes idéologiques, c'est, à terme, déboucher sur la remise en question des prétentions du P.C. à parler au nom des masses. Les réponses au nom de tous les travailleurs, de ses relations actuelles avec le mouvement ouvrier et de sa prétendue hantise de l'unité. C'est, en fait, réfléchir sur le mécanisme de fonctionnement du parti et, au-delà, sur la justification historique de son existence.

Les nouvelles sont tout aussi mauvaises pour la droite. Passons sur la contradiction entre les salutations à la classe ouvrière de Gdansk et la pratique quotidienne en France même. Tous les arguments sont bons en période électorale et plus encore en situation de crise longue et profonde pour perpétuer la statu quo politique et nier l'existence de divisions au sein de notre propre société. Au fur et à mesure que s'aggravent les difficultés, les tentatives de justification idéologique du système deviennent de plus en plus pressantes : ne voit-on pas le ministre de l'éducation rejoindre les affirmations de la nouvelle (7) droits pour dénoncer « l'illusion marxiste » selon laquelle l'origine socio-culturelle des enfants aurait quelque influence sur la vie sociale et la vie tout court ?

En se réjouissant un peu trop vite des événements de Pologne et des

crasquement à l'Est, les héritiers du libéralisme avancé et du darwinisme social réussissent peut-être une opération payante à court terme. Ils font à nouveau l'amalgame qui ne peut que retomber sur la gauche — la P.S. plus que le P.C. — entre la recherche d'un socialisme démocratique et le communisme réel. Mais sont-ils conscients que dans des conditions certes difficiles nait à Gdansk une expérience (qui peut à l'évidence échouer) aussi dangereuse pour eux que pour les adeptes du libéralisme ? Jusqu'à la preuve du contraire, les revendications polonaises n'ont pas pour but la restauration du capitalisme mais l'instauration d'une pratique sociale. M. Bouillon s'il tenait ses inquiétudes propos sur le chantier Lénine serait sans nul doute prêt de prendre la porte aussi rapidement que lui furent les dirigeants des syndicats officiels.

Il est certain que la reconnaissance du droit de grève et de la libre association, un acquis essentiel, est loin de répondre à toutes les immenses questions posées par l'exercice de la démocratie dans les sociétés de la fin du vingtième siècle. Questions concernant notamment le mode de développement en soi et dans ses relations avec le tiers-monde, l'autogestion à l'ère de l'hypermachinisme et de la dispersion géographique d'entreprises complémentaires, etc.

Il est non moins certain qu'à Gdansk les hommes et les femmes qui ont décidé de vivre debout ne hérautent pas seulement de plein fouet les grands mandataires et les petits chefs du parti : ils remettent en cause tout mode d'organisation basé sur l'existence de citoyens de seconde main. Une bien mauvaise nouvelle pour les gardiens de l'ordre.

JACQUES DECORNOT.

EUROPE

Libres opinions

Ne pas croupir dans la routine

par PIERRE LI (*)

LE raz-de-marée qui déferle encore sur la Pologne est de plus grande ampleur que la lame qui avait soulevé la France en 1968. Une énergie considérable a été emportée sur la Baïlique des digues qui retenaient depuis trente-cinq ans les libertés syndicales. La vague des grèves a remonté les plaines de la Vistule et de l'Oder, atteint Białsko-Biala dans les Carpates. Le paysage politique a été modifié jusqu'aux sommets.

De surcroît, aucun pays en Europe n'a connu ce dernier quart de siècle une telle succession de tempêtes ouvrières. Cet été polonais, les saisons qui l'ont préparé méritent d'être étudiées avec soin. Une expérience inédite dans le monde enrichit la classe ouvrière. Ses dirigeants politiques doivent être capables de prendre leurs responsabilités sans ambiguïté ni retard.

Les grévistes du littoral baïlique ont remarquablement maîtrisé leur puissance, ouvrant sans violence des portes que l'on croyait bloquées par le système. Le pouvoir, malgré ses hésitations, a évité l'effacement. Personne n'a gratifié l'allumette qui pouvait faire exploser un baril de colère plus boursé que jamais. Ni en 1956, ni en 1970, autant d'entreprises, de villes n'avaient été touchées par les grèves.

Mais une déflagration reste à craindre. L'influence de l'Eglise n'a pas désamorcé les luttes. Les victoires de Gdansk et Szczecin ne peuvent qu'encourager Wrocław, Bydgoszcz ou Cracovie à assurer des mêmes droits syndicaux. Varsovie ne pourra longtemps contenir une exigence qui deviendra générale.

Il serait dangereux que l'attente fût prolongée par des pressions extérieures. Le « mais » de Brejnev à Alina-Ala vendredi a été reçu cinq sur cinq dans toutes les capitales. (Nous ne nous ingérons pas... mais nous aurons défendu.) La Prusse le même jour s'est irritée contre des « éléments antisocialistes » en Pologne. Le lendemain à Varsovie étaient arrêtés pour trois mois les principaux animateurs du KOR, qui depuis les grèves de 1976 n'ont jamais cessé leur solidarité active envers les ouvriers polonais.

Marquant une frontière à la liberté, cette répression, si elle était confirmée, pourrait provoquer des réactions plus vives que la pétition de deux cents intellectuels, dont les plus renommés, en faveur de ces mêmes dissidents des « quatre » furent gardés à vue le 18 août.

Ce n'est donc pas depuis cette date, comme le suggère l'Humanité de samedi dernier, qu'il est en mesure d'influencer dans sa faculté le M.K.S. (comité de grève inter-entreprises) de Gdansk.

Reste à savoir pourquoi des idées exprimées depuis quatre ans par le KOR se seraient emparées des masses polonaises. Reste à comprendre comment les ouvriers qui, à Gdansk en 1970, à Radom en 1976, incendiaient dans l'émeute les maisons du parti, en sont venus partout à occuper avec discipline leurs usines, ainsi que la tradition s'en était établie en France. Par qui leur est venu le dessein de rechercher des structures qui s'apparentent aux commissions ouvrières espagnoles, sans remettre en cause le système ?

Avant tout jugement de valeur, faut-il avoir le courage de le faire. Mais l'Humanité et les dirigeants du P.C.F. sont restés à la remorque de l'événement. Le quotidien communiste a tardé à reconnaître les grèves, à remarquer leur persistance, à déceler leur originalité, à mesurer leur étendue. Les vingt et une revendications de quatre cent mille ouvriers du littoral n'ont pas été imprimées dans le journal de la classe ouvrière. Il ignore que des journalières des organes du parti polonais ont signé une pétition protestant contre l'entrave à l'information.

La présence de Wajda (réalisateur de l'Homme de marbre) aux chantiers Lénine, la menace politique du premier secrétaire du parti à Gdansk s'étonnant de voir que le pouvoir a facilité la venue sur place d'experts de l'opposition et tant d'autres faits si caractéristiques de l'événement, c'est le Monde qui nous les a appris. L'Humanité persiste-t-elle à chausser à ses envoyés spéciaux les bottes d'une propagande polonaise dont les deux principaux responsables ont été limogés ? Fallait-il, donnant le beau rôle au pouvoir, emboliser le pas de ceux qui conseillaient aux grévistes de reprendre le travail ?

Qui s'en souvient ? Le 18 août dernier sur TF 1, Francette Lazard, membre du bureau politique du P.C.F., s'obstinait à dire à propos de la Pologne que le chômage, la dégradation du niveau de vie de 50 %, volent de dialogue. Interrogée sur les revendications de Gdansk, elle n'a pas désemparé les lèvres.

Ensuite, pendant une semaine, les dirigeants du P.C.F. ont retenu leur souffle. Et quel soulagement à l'annonce d'élections libres dans les syndicats ! On s'est enorgieilli dans la porte enfoncée par les grévistes polonais, tout en félicitant ceux qui l'avaient bloqué et longtemps.

On a opposé le calme de Gdansk aux brutalités d'Antifer, oubliant que la puissance nationale d'un mouvement revendicatif rend très risqué le recours à la violence. Comme en France, aux plus beaux jours de 1968.

Même si Moscou a gardé le silence pendant le week-end, les orléans d'une aventure militante restent à l'attention. Souvenons-nous avant l'entrée à Prague des chars soviétiques. Certes, le prix à payer par l'U.R.S.S. en Pologne serait considérable, au moins politiquement. Mais c'est aussi inquiétant que rassurant.

Un tel séisme secouerait toute l'Europe. Le prévenir n'incombe pas aux seuls Polonais. Il faut être net et agir pour qu'aucune pression ou menace n'entrave le processus démocratique qui s'est mis en marche sur les rives de la Baïlique. Il pourrait dénouer une contradiction entre les travailleurs et le pouvoir qui, jusqu'ici, n'a pas été surmontée en pays socialistes (même si elle apparaît ailleurs moins gravement qu'en Pologne). L'enjeu est sans précédent. L'information, les responsabilités ne sauraient croupir dans la routine.

(*) Ancien correspondant de l'Humanité, à Varsovie.

P.S. : un tournant dans un système jusqu'alors bloqué.
Le secrétaire national du P.S. a publié, lundi 1^{er} septembre, la déclaration suivante : « L'accord réalisé en Pologne constitue un acte important et très positif, qui traduit la maturité des aspirations démocratiques dans ce pays, et le sens aigu des responsabilités dont ont su faire preuve les travailleurs et le gouvernement polonais. La reconnaissance du droit de grève et la création de syndicats indépendants annoncent un tournant dans un système politique jusqu'alors bloqué. Cette avancée démontre que la transformation socialiste dans les pays de l'Est

TRIBUNE INTERNATIONALE

Que peut faire l'opposition ?

par ALEKSANDER SMOLAR (*)

NOTRE action — celle de l'opposition polonaise — n'est-elle que la partie émergée d'un iceberg ? Il y a encore quelques mois, certains en doutaient. Certes, nous connaissons des succès : le KOR rassemblait des milliers de militants ; il existait un vaste circuit d'éditions clandestines — des dizaines de publications, revues et livres édités hors du contrôle de la censure ; il y avait des comités ouvriers à Gdansk, à Szczecin et à Katowice ; un milieu ouvrier s'était formé autour de la revue Robotnik (l'Ouvrier), édité par les militants du KOR et bon nombre d'ouvriers ; il existait des comités d'autodéfense paysanne et d'autodéfense des croyants, des comités de solidarité étudiante, l'université volante et d'autres.

Mais, plus le pouvoir semblait s'accommoder de ces flots de liberté, plus la sortie de l'état de décomposition dans lequel avait sombré, avec l'économie, toute la vie sociale, paraissait hypothétique. L'ère de la « petite Apocalypse » avait sonné, celle d'un totalitarisme barbare, ennuyé, inefficace, libéral même puisqu'il tolère l'opposition (1).

Et voilà qu'éclate l'été polonais, qu'on voit se manifester l'expérience acquise par la classe ouvrière dans les tragiques événements de juin 1956, de décembre 1970 et dans les manifestations de juin 1976. On voit également l'importance du combat ouvrier de l'intelligentsia et des ouvriers — c'est là que se sont formés, d'un côté comme de l'autre, bon nombre de militants d'aujourd'hui. Le pouvoir ne s'y est pas trompé lorsqu'il a fait arrêter, dans la crise actuelle, les militants du KOR.

Le découragement dont j'ai parlé, ce sentiment d'être à jamais installé dans une « petite Apocalypse » venait principalement de la conviction, fondée sur les événements de Hongrie en 1956 et de Tchécoslovaquie en 1968, que les limites du possible étaient atteintes : sans l'accord de l'Union soviétique, impossible d'aller plus loin. A la « petite Apocalypse », il n'y avait qu'une seule alternative : la « grande Apocalypse », l'intervention soviétique ou la guerre.

De nombreux Occidentaux partageaient, et partagent d'ailleurs toujours, cette conviction. Leur analyse, volontairement simplifiée, se ramène à ceci : lorsque les ouvriers réclament des syndicats autonomes, le droit de grève, la libération des prisonniers politiques et l'abolition de la censure, le demandant, en fait, la renouveau du système. Or, en admettant même qu'il y ait, au sein du pouvoir, des hommes chez qui le patriotisme l'emporterait sur leur adhésion au communisme, l'U.R.S.S. est là pour veiller à ce que rien ne change, à ce que le système reste en place.

Mais qu'est-ce que ce système ? Est-il immuable ? Dans les années 50, toute une littérature, fort intéressante d'ailleurs, fut consacrée aux caractéristiques des systèmes totalitaires. Selon ces analyses, le système totalitaire se caractériserait par la mainmise de l'idéologie, créatrice d'un modèle de la société future auquel

devraient se conformer les organismes sociaux réels. La prise en main des individus dans un même moule se ferait par la terreur physique (la police) et la terreur psychique (la propagande, le langage totalitaire annihilant la faculté de penser, la censure) ; dans ce système, l'État-pardi remplacera tous les véritables liens sociaux.

La Pologne actuelle répond-elle à ces critères ? La réponse à cette question nous enseigne quelque humilité. La terreur n'est, heureusement, qu'un odieux souvenir du passé. Passagèrement restaurée en 1970, lorsqu'elle fit des centaines de victimes parmi les ouvriers, elle se mue progressivement en un régime de l'arbitraire, où les hommes de l'opposition pouvaient s'attendre à être limogés, critiqués, mais pas à être emprisonnés pour longtemps. Les rares prisonniers politiques que compte la Pologne, tel le militant ouvrier Zdzisław, ont été condamnés pour délits de droit commun : accusations fallacieuses certes, mais qui montrent les limites étroites du pouvoir, hors d'état d'avouer les véritables motifs des condamnations. La garde à vue des militants du KOR était certes scandaleuse, mais le pouvoir ne s'est-il pas engagé à les libérer ?

L'idéologie, autre facteur immuable du système, cette idéologie qui confère un sens aux agissements du pouvoir et justifie à ses propres yeux son caractère terroriste, n'est, elle aussi, qu'un pâle souvenir du passé. Finites les slogans du genre : « Communisme, avant tout ! » ou « Humanité ». De nos jours, on fait miroiter aux gens « une seconde Pologne », seconde non pas au sens de nouvelle, différente ou meilleure, mais parce qu'elle produirait plus d'acier et d'appareils, de saucisson et de voitures. Dans l'Homme de marbre, de Wajda, on voit, l'espace d'une séquence, une grande fonderie. Au loin, le mot d'ordre des années 70 : « La Pologne sait faire ». On ignore ce qu'il est fait, quand, comment et pourquoi ; on ne sait même pas si c'est bien ou mal. Cette incertitude montre mieux que tout autre exemple l'absence d'idée d'après des déclarations du pouvoir et le ridicule que ce soit à leurs propres yeux tout appel de nature idéologique.

Nut n'ignore l'état déplorable de l'économie polonaise. Il est à l'origine des grèves d'aujourd'hui. Mais regardons cette économie dans le cadre du modèle totalitaire. La planification de type soviétique, forme économique de la violence, est la cause principale de la dégradation de l'économie. Les usines attendent interminablement les matières premières, l'énergie électrique manque, faute de centrales, le chômage dissimulé, phénomène constant de l'économie de type soviétique, prend des dimensions effrayantes. Peut-on, parmi les économies capitalistes les plus anarchiques, en trouver une seule qui serait aussi

(*) Economiste, chargé de recherches au C.N.R.S., représentant du KOR auprès de l'Internationale socialiste.

désorganisée que l'économie « planifiée » de la Pologne d'aujourd'hui ? C'est qu'aspirer au pouvoir total ne mène qu'à l'impasse totale.

Selon les théoriciens du totalitarisme, la prophétie marxienne a été réalisée d'une manière perverse : dans les pays de type soviétique, l'État, loin d'avoir disparu au profit de la société civile, l'englobait, la détruit et l'incorpore en son sein. Tel était, indubitablement, l'idéal du socialisme stalinien. Mais le « système » polonais n'y correspond pas tout à fait : les paysans, soumis à la collectivisation dans les années 50, ont reconquis la liberté dès 1956. De cette même année date l'essor extraordinaire de l'Eglise, qui, après avoir survécu à la nuit stalinienne, a su se gagner une autorité et une force que l'Occident découvrit à l'occasion de l'élection de Karol Wojtyła sur le siège apostolique. C'est toujours 1956 qui a vu la naissance de l'opposition : elle culmine, dans les quatre dernières années, dans une floraison d'institutions indépendantes, de nature politique ou pas. Tout cela peut-il être considéré comme partie intégrante du « système » ? Cette effervescence sociale, ces révoltes ouvrières qui, à chaque fois, entraînent des concessions au pouvoir et amènent des changements d'équipes, les grèves incessantes des années 70, tout cela fait-il encore partie du « système » ?

La détermination, l'organisation et le réalisme des ouvriers, outre qu'ils sont proprement stupéfiants pour une classe ouvrière privée depuis trente-cinq ans de toute structure institutionnelle, montrent quelles sont les possibilités de changement du système, possibilités qui, hier encore, semblaient insupportables pour Moscou aussi bien que pour le pouvoir à Varsovie.

Il y a quelques jours à peine, lorsque j'affirmais que rien ne s'oppose à ce que le pouvoir communiste accepte le droit de grève, on me traitait d'utopiste (2). Voilà qui est fait, dans le principe. Dans la réalité, les ouvriers polonais exercent ce droit depuis plusieurs années.

Il en va de même pour les syndicats autonomes. Il y a quelques jours encore, on les croyait incommensurables en système communiste. Ils constituaient, pensait-on, une atteinte à son essence même. Voilà qui est fait officiellement, même si, bien sûr, on peut être sceptique quant à la durabilité des acquis des ouvriers ; le pouvoir fera tout son possible pour les annuler. Leur maintien dépendra de la tenue future des ouvriers, de leur vigilance et de leur détermination.

Les militants de l'opposition, J. Kuron et A. Michnik entre autres, ont sans cesse affirmé que, en dépit des divergences fondamentales entre les objectifs des Polonais et ceux du pouvoir communiste à Varsovie et à Moscou, il existait un terrain d'entente — le désir d'éviter une intervention soviétique. L'intervention, elle, signifierait non seulement la fin de l'autonomie procédée de la Pologne et de son pouvoir communiste, mais aussi, pour des raisons inhérentes à l'histoire et de la culture nationale et universelle.

Dans cette nouvelle situation que peut faire l'opposition ? Elle ne manque pas de raisons de satisfaction. Ses analyses et ses stratégies se sont révélées justes. Nulle raison donc de les changer. Il lui faudra compter dans des circonstances plus favorables. Elle restera une école de dignité et de pensée civique ; elle inspirera et contribuera à la création de nouveaux mouvements sociaux, visant à élargir la marge de liberté ; elle constituera le système nerveux d'une société polonaise qui a hâte de se rétablir.

(1) La Petite Apocalypse, de Tadeusz Konwicki, publiée récemment par les Editions clandestines.

(2) Dans des déclarations à la radio française.

Deux mois de grève

dirales de l'administration pour leur bureaucratie.

31. — M. Gierak, en vacances en U.R.S.S., s'entretient en Crimée avec M. Brejnev, alors qu'en Pologne une centaine d'entreprises sont maintenant en grève.

AOUT

1. — Début d'une grève d'une semaine des éboueurs de Varsovie, alors que des arrêtés de travail sporadiques ont lieu en différents endroits. La presse officielle reconnaît enfin que des « frustrations réelles » les motivent.

22-23. — Les chauffeurs d'autobus et de taxis de Varsovie cessent le travail.

Dans l'ensemble, les autorités résistent au mouvement d'insubordination en augmentant, par exemple, les salaires des grévistes davantage que ceux des non-grévistes.

Un groupe d'ouvriers officiels se plaint de l'« humilité » censurée exercée par le gouvernement et de la petite part de la culture dans le budget.

12. — M. Lukaszewicz, membre du bureau politique et secrétaire à la propagande, convoque les correspondants étrangers pour dire que les « grèves massives » ont pris fin et qu'il n'y a plus que des « éboueurs partiellement à caractère économique ».

14. — Grève des dix-sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk pour protester contre le licenciement de Mme Anna Walentynowicz, la militante des « syndicats libres », dont un transfert avait

déjà provoqué un arrêt de travail en février. Le lendemain, le premier ministre, M. Babuch, en poste depuis février, adresse à la population et se promet rien de particulier, sauf de ne pas augmenter le prix de la viande avant la récolte 1981.

M. Gierak rentre d'Union soviétique.

15. — Les entreprises de Gdansk créent un comité de grève inter-entreprises qui siège aux chantiers navals Lénine et qui élabore un cahier de revendications de vingt et un points, dont certaines sont nettement politiques. Les communications téléphoniques avec Gdansk sont coupées.

Le gouvernement nomme une commission gouvernementale pour examiner les revendications des ouvriers de la Baïlique, présidée par M. Tadeusz Pita, membre suppléant du bureau politique et vice-premier ministre. La grève s'étend aux transports publics de Gdansk. La population réveille les grévistes.

16. — M. Gierak, qui a annoncé son voyage à Hambourg, annonce qu'il assistera certaines demandes matérielles des grévistes. Il évoque la situation géopolitique et fait une distinction entre travailleurs « honnêtes » et « éléments antisocialistes ». Il veut bien « débarrasser » les syndicats, mais il s'est pas question de créer des syndicats libres.

Pendant que les grèves s'étendent, les négociations présidentielles de Pita, le négociateur, refuse d'avoir affaire au comité inter-entreprises et convoque à la préfecture les représentants

du Kremlin se souvenant que la révolution de 1905 commença à Lodz. Ils gardent en mémoire les insurrections polonaises des dix-neuvième et vingtième siècles et les révoltes ouvrières d'après 1956. Les Polonais peuvent en profiter pour arracher au pouvoir des changements, certes lents, mais non dépourvus de signification. Ne comptons pas sur des élections libres, l'abolition de la censure et de la police politique ; la Pologne libre reste encore du domaine du rêve, mais la marge des réformes possibles et qui progressivement transformeront le rapport des forces entre la société et le pouvoir n'est pas négligeable.

Les réformes économiques que Gierak avait promises, personne ne les prend au sérieux. C'est qu'une réforme économique est une entreprise politique, non pas technique. Pour y parvenir, il faut libérer l'économie de la planification de type soviétique et de l'interventionnisme permanent de la bureaucratie du parti, de la police et de l'administration. Il faudrait peut-être aussi revenir à l'idée des conseils ouvriers, née en 1905 et qui leur attribuaient la gestion des entreprises, y compris le droit d'être leur direction sur la seule base des compétences et des qualités humaines. Le système de la « nomenklatura », faisant dépendre toute position de responsabilité du conformisme, est catastrophique et péniblement ressenti par l'ensemble de la société. Comment admettre que la majorité catholique soit pratiquement coupée de quelques centaines de milliers de postes-clés du pays ?

Toutes les revendications ouvrières reviennent sur le problème des privilèges de la classe dirigeante. Ces privilèges, les magasins spéciaux, le service hospitalier fermé, les retraites et allocations particulières, les logements accordés sans délai, alors qu'un Polonais moyen attend plus de dix ans, tout cela a pris une extension outrancière à l'époque de Gierak et doit disparaître.

De même, il est grand temps d'abandonner la politique de destruction pure et simple de la culture nationale. Les ouvriers demandent que le pouvoir de la censure soit limité. Il est trop tard pour passer sous silence des écrivains tels que C. Miłosz, W. Gombrowicz, J. Andrzejewski, T. Konwicki, K. Brandy, L. Kolakowski et d'autres. Il n'est que temps, aussi, de réformer l'enseignement, voué de plus en plus au désapprentissage de la pensée, de l'histoire et de la culture nationale et universelle.

Dans cette nouvelle situation que peut faire l'opposition ? Elle ne manque pas de raisons de satisfaction. Ses analyses et ses stratégies se sont révélées justes. Nulle raison donc de les changer. Il lui faudra compter dans des circonstances plus favorables. Elle restera une école de dignité et de pensée civique ; elle inspirera et contribuera à la création de nouveaux mouvements sociaux, visant à élargir la marge de liberté ; elle constituera le système nerveux d'une société polonaise qui a hâte de se rétablir.

(1) La Petite Apocalypse, de Tadeusz Konwicki, publiée récemment par les Editions clandestines.

(2) Dans des déclarations à la radio française.

de certaines entreprises. Certaines s'y rendent, d'autres pas.

28. — MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, une quinzaine d'animateurs du KOR, sont arrêtés, de même que des représentants d'autres groupes de dissidents. Soixante-deux intellectuels, dont des membres du parti, innoent un appel au gouvernement en faveur de la liberté syndicale.

L'U.R.S.S. commence à bricoler les émissions de la B.B.C. de Radio-Free Europe et des émissions allemandes.

21. — M. Pyka est limogé et remplacé par un autre vice-premier ministre, M. Jagielski.

22. — M. Jagielski rencontre en terrain neutre trois émissaires du comité inter-entreprises et promet de se rendre le lendemain aux chantiers Lénine. Les négociations s'aboutissent par un rendez-vous est prévu pour lundi 23.

Le chancelier Schmidt, en raison de la situation en Pologne, ajourne la rencontre qu'il devait avoir avec M. Brejnev en R.D.A. les 28 et 29 août.

Limogeages au sommet

DIMANCHE. — Session plénière du comité central du parti : M. Babuch, premier ministre, donne sa démission ; il est remplacé par M. Jacek Pionkowski. Les organisations dirigeantes du parti sont réunies : retour au bureau politique, notamment, de M. Stefan Olszowski, qui en avait été exclu en février 1980, lors du VIII^e congrès.

مكتبة الأممي

PROCHE-ORIENT

Israël

Plusieurs ministres s'opposent au transfert des bureaux de M. Begin à Jérusalem-Est

De notre correspondant.

Jérusalem. — Trois familles arabes de Jérusalem-Est viennent de recevoir une lettre d'avertissement confirmant l'expropriation de leurs maisons qui se trouvent à proximité immédiate des nouveaux bâtiments administratifs de M. Begin, veut installer prochainement ses bureaux. Cette mesure, à laquelle les propriétaires ont résisté, prouve que le projet du gouvernement s'inscrit à l'ordre du jour. Mais il semble à ce sujet que plusieurs ministres manifestent maintenant des hésitations, estimant que ce transfert pourrait provoquer une vague de protestation internationale bien plus grave encore que celle qui a marqué l'adoption de la loi sur l'annexion de la partie orientale de Jérusalem et entraîné le départ de la plupart des ambassades installées dans la ville.

La Bolivie a annoncé à son tour le désengagement de son ambassade vers Tel-Aviv. C'est le onzième pays sur treize à avoir pris une telle décision. Seuls la Colombie, la République Dominicaine n'ont pas encore suivi le mouvement.

La presse a souligné que le ministre de l'Éducation, M. Zevulun Hammer, venait de se prononcer publiquement contre le transfert des bureaux de M. Begin et des locaux du conseil des ministres. Car le moment ne lui paraît pas opportun. M. Hammer a précisé qu'il était, en principe, en faveur du projet, mais il a ajouté : « Le monde est contre nous (...). Mais nous ne devons pas nous laisser dicter une situation impossible et nous devons clairement savoir ce qui est important et ce qui ne l'est pas. »

Pour les mêmes raisons, M. Hamner s'est déclaré opposé pour le moment à l'annexion du plateau du Golan, envahie par de nombreux réfugiés de la Knesset.

C'est dans ces circonstances, pour le moins délicates, et alors que les points de vue égyptien et israélien sur l'autonomie ne se sont pas rapprochés après les nombreux échanges de lettres entre M. Sadate et Begin, que l'ambassadeur israélien des États-Unis au Proche-Orient, M. Limor, est arrivé le 21 août à Jérusalem pour examiner les possibilités d'un rapprochement des négociations. Dans les milieux politiques israéliens, personne ne pense qu'il puisse parvenir à un résultat rapide, et la plupart des commentateurs soulignent que sa venue n'a actuellement d'intérêt que pour le gouvernement américain, dans le cadre de la campagne présidentielle : il s'agit, pour la Maison Blanche, de montrer que le processus de Camp David, dont M. Carter est l'initiateur, n'est pas définitivement arrêté.

FRANCIS CORNU.

● M. Thörn souhaite se rendre dans les territoires arabes occupés. — À l'issue de sa visite en Égypte, qu'il a qualifiée de « très satisfaisante », M. Gaston Thörn a déclaré dimanche 21 août qu'il allait entreprendre, en tant que président en exercice de la C.E.R.E., des démarches nécessaires « pour compléter sa tournée (le Monde a écrit qu'il s'agit d'une tournée) » dans les territoires arabes occupés et en s'entretenant avec leurs représentants. — (Corresp.)

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● DEUX PRÊTRES CATHOLIQUES AMÉRICAINS ont été arrêtés le 22 août par les autorités militaires boliviennes. Ils sont toujours détenus depuis cette date sans qu'aucune charge ait été retenue contre eux. A annoncé dimanche un porte-parole du commandement d'État. Il s'agit des révérends Gerald Ledner, quarante-cinq ans, et Ronald Buck, trente-huit ans. — (A.F.P.)

● CAMPS DE CONCENTRATION POUR OUVRIERS. — M. Jaime Paz, ancien candidat à la vice-présidence de Bolivie, a déclaré samedi 30 août à Caracas que le gouvernement militaire installait des camps pour les opposants détenus depuis le coup d'État du 17 juillet. Ces camps seraient situés dans la région nord du pays. — (A.F.P.)

Espagne

● DEUX MOUVEMENTS D'EX-TRÊME DROITE, l'Albanie apostolique autrichienne et le Battalion basque espagnol, ont revendiqué dimanche 31 août la responsabilité de l'assassinat, la veille à Oñate, au pays basque espagnol, d'un propriétaire de cabaret, M. Angel Echazur. — (Reuters)

● LES ÉVÊQUES D'ANDALOUSIE ont émis samedi 30 août, une lettre pastorale dans laquelle ils expriment leur préoccupation pour « la situation de milliers de familles qui souffrent du chômage ». Les évêques de Jaén, Almería, Cadix, Málaga et Murcie demandent aux pouvoirs publics « de faire tout leur possible pour trouver des solutions raisonnables et durables ». L'agitation se poursuit dans plusieurs secteurs d'Andalousie où un mouvement de grève de la faim s'est développé depuis deux semaines. — (A.F.P.)

Namibie

● M. WALDBERG, secrétaire général des Nations unies, a rejeté samedi 30 août les accusations de « partialité » formulées à son égard par Pretoria à propos du conflit namibien. Dans une lettre adressée vendredi à M. Waldburg, le ministre sud-africain des affaires étrangères avait écrit qu'il « origina de la men-

te impasse dans laquelle se trouvent les négociations sur la Namibie, il y a le fait que les Nations unies devaient jouer un rôle neutre pendant la période de mise en place de la nouvelle administration. Mais les plus ardens partisans de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), les forces armées, ont refusé de reconnaître la légitimité de la SWAPO. Ils ont refusé de reconnaître la légitimité de la SWAPO. Ils ont refusé de reconnaître la légitimité de la SWAPO. — (A.F.P., Reuters)

Tchad

● M. MUKINE, vice-président du conseil de commandement des Forces armées du Nord, a déclaré samedi 30 août, à Paris, que la semaine dernière à Ndjamena, la France de livrer des armes et des munitions aux forces armées du Nord. M. Mukine a déclaré que la France de livrer des armes et des munitions aux forces armées du Nord. M. Mukine a déclaré que la France de livrer des armes et des munitions aux forces armées du Nord. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

● DEUX PORTES-PAROLE DE LA CHARTRE 77, Mme Marie Hromádová et M. Miloš Rejzler, ont été relâchés le 31 août, à Prague, après quatre heures de garde à vue. Il leur était notamment reproché d'avoir adressé un message de soutien en Pologne à la suite du refus des autorités tchécoslovaques de prolonger le permis de séjour de sa femme, de nationalité polonaise. Il devait arriver ce lundi en R.F.A. M. Rejzler avait été condamné une première fois en 1972 à deux ans de prison pour des articles publiés en 1968, puis avait purgé une deuxième peine, de janvier 1977 à janvier 1980, pour ses activités « nuisibles au régime de la République ». — (A.F.P.)

Union soviétique

● M. ANDREÏ SAKHAROV ET DIX-SEPT AUTRES DÉSIDENTS SOVIÉTIQUES ont protesté le 30 août contre les condamnations, infligées au prêtre orthodoxe Gheb Yakovine et à Mme Tatiana Velikunova (le Monde du 30 août). Le communiqué indique que les charges retenues contre les deux accusés sont fausses et que leur procès viole la loi soviétique et les conventions internationales signées par l'U.R.S.S. — (U.P.L., Reuters)

Chine

AUX PRISES AVEC L'INFLATION

Le gouvernement de Pékin révisé en baisse pour 1981 les objectifs de sa politique économique

De notre correspondant

Pékin. — L'économie chinoise entre, tous feux allumés, dans la décennie des années 1980. Le président de la Commission de planification d'État, M. Yao Yilin, a non seulement confirmé, samedi 30 août, devant l'Assemblée nationale, la prolongation de la période de « réajustement », mais a fixé, pour l'année 1981, des objectifs d'une extrême rigueur. Un taux d'accroissement de 5 % est ainsi projeté pour l'ensemble de la production agricole et industrielle, alors que les taux de 12,3 % et 8,5 % avaient été assignés respectivement en 1978 et 1979. Non seulement la chaîne fabriquera, en 1981, près d'un quart de tracteurs en moins qu'en 1979, mais, pendant cette période, les dépenses de construction d'usines chimiques ne devront pas dépasser celles d'un pourcentage inférieur à celui réalisé lors de chacune des trois années antérieures. S'agissant des dépenses, M. Yao Yilin a confirmé que, en raison de conditions climatiques défavorables, la récolte de 1980 serait sans doute inférieure à celle de 1979 ; mais un retour à une progression normale, avec plus de 340 millions de tonnes, est projeté pour 1981.

Un budget en déficit

Les raisons de cette politique sont assez claires. Le « réajustement » est en cours depuis près de deux ans, mais on savait déjà que les objectifs fixés pour l'exercice 1979 avaient été, en réalité, dépassés. M. Yao Yilin a déclaré qu'il n'y avait pas la matière à seulement se réjouir, dans la mesure où, trop souvent, ces dépassements correspondaient à des investissements plus ou moins « hors plan ». On a, en samedi, la confirmation de ce motif d'inquiétude avec la révélation par le ministre des finances, M. Wang Bingquan, que l'exercice budgétaire 1979 s'était soldé par un déficit de plus de 17 milliards de yuans, soit quelque 15 % des dépenses initialement prévues par l'État. Il s'agit là d'un phénomène nouveau dans l'histoire du régime qui, l'an passé, encore, pouvait faire état, au moins sur le papier, d'un excédent budgétaire de l'ordre d'un milliard de yuans.

Que s'est-il passé ? M. Wang Bingquan a énuméré une série de mesures — créations d'emplois pour les jeunes, aide à l'agriculture, augmentations de salaires, — qui ont entraîné, selon le ministre des finances, s'établira à la fin de l'année en cours à 2,4 milliards de dollars, soit un peu plus de 5 milliards de yuans.

Indemnités aux cadres réhabilités, jointes à 3 milliards de dépenses excédentaires pour la défense nationale (milice, armement, de la guerre avec le Vietnam), justifient environ les deux tiers de ce déficit. Et le reste ? Le ministre des finances a déploré des erreurs d'évaluation pour démontrer que cette situation n'avait pas entraîné un usage immodéré de la planche à billets.

Il n'en a pas moins admis que le déficit budgétaire avait eu un effet inflationniste certain, puisqu'il « se reflétait » dans l'augmentation de certains prix de nouvelles augmentations étaient d'ailleurs annoncées cette année pour les prix de divers produits industriels. Le ministre a, de surcroît, annoncé que des « impôts » budgétaires de 8 milliards de yuans et cinq milliards de yuans étaient prévues pour les exercices 1980 et 1981.

Tout indique, en fait, que la République populaire, soit pour corriger de récentes erreurs de gestion, soit à titre d'expédient politique, soit encore de manière délibérée, pour financer à court terme une étape de son développement, a rompu avec une tradition de trente années pour recourir à des procédés inflationnistes qu'elle espère certains ne pas contrôler. Mais dont l'ampleur, l'an passé, a déjà dépassé ses prévisions. En pensant à l'expérience d'autres pays socialistes, on ne peut que rapprocher, de façon quelque peu paradoxale, l'apparition, à l'extérieur, d'une dette extérieure dont le montant, selon le ministre des finances, s'établira à la fin de l'année en cours à 2,4 milliards de dollars, soit un peu plus de 5 milliards de yuans.

Vers une révision de la Constitution

Lors de la séance inaugurale de l'Assemblée, le maréchal Ye Jiangying, en sa qualité de président du comité permanent de cet organisme, a d'une part, confirmé que la première fois officielle, ment qu'un nouveau premier ministre serait nommé au cours de cette session parlementaire, et, d'autre part, annoncé qu'une commission allait être formée « pour la révision de la Constitution ». Cette révision est indépendante de celle de l'article 45 de la Loi fondamentale — qui, d'ailleurs, prévoit la possibilité de modifier la Constitution — et pourrait porter à la fois sur certaines références personnelles, à Mao Zedong comme à la révolution culturelle conservées dans le texte de 1978 et sur l'éventuel rétablissement d'une fonction de chef de l'État. Ce dernier point, probablement en suspens pendant la présente session pour des raisons de personnes et d'équilibre politique interne, constitue un problème dont la solution ne peut être indéfiniment ajournée. Le maréchal Ye Jiangying a confirmé les intentions réform-

trices du gouvernement en soulignant qu'un terme soit mis à l'état de choses caractérisé par le cumul de trop de fonctions dirigeantes et la concentration excessive des pouvoirs. Il a en outre exprimé le vœu que puissent être choisis « des cadres d'état qui, jeunes, compétents et éprouvés dans la pratique, bénéficient du soutien des masses, pour les porter à des postes de direction ».

Un second rang de la tribune, parmi les principaux membres du bureau politique du parti, le futur premier ministre, M. Zhao Ziyang, en chemise blanche et d'allure très sportive, suivait en élève studieux chaque discours.

Les observateurs étrangers étaient alors pour la première fois depuis vingt ans à assister à cette séance inaugurale.

On a remarqué notamment la présence, parmi ses pairs, en uniforme, du général Xu Shiyu, membre du bureau politique, ancien commandant de la région militaire de Nanjing, sans affectation précise à l'heure actuelle, et sur lequel ont couru récemment des rumeurs de disgrâce. On a pu également apercevoir, tirant sur sa cigarette, M. Chen Yonggui, le « paysan de Dazhai », aujourd'hui sévèrement critiqué (sans être nommé) et qui, de l'avis général, a eu peu de chances de conserver au-delà de cette session parlementaire le titre de vice-premier ministre qui lui fut donné en janvier 1978, un an et demi avant la mort de Mao.

ALAIN JACOB.

LE COUT FINANCIER DES RÉHABILITATIONS

Pékin (A.F.P.). — Les réhabilitations massives de victimes de la révolution culturelle ont coûté 2 milliards de yuans (666 millions de dollars) à l'État en 1979.

M. Wang Bingquan, ministre chinois des finances, a précisé, samedi 30 août, devant l'Assemblée, que ces dépenses avaient servi à couvrir les arriérés de salaires dus aux personnes réhabilitées ainsi qu'à accorder des aides à celles éprouvées par des difficultés passagères.

Ces dépenses, qui ont dépassé celles prévues dans le budget, ont permis, a expliqué le ministre, de modifier la population chinoise « afin que celle-ci travaille d'un seul cœur et d'une même voix » pour la modernisation du pays.

La vague de réhabilitations avait commencé après la chute de la bande des quatre, en octobre 1978. Selon des statistiques officielles, plus de 30 % des intellectuels, hérités des diverses campagnes politiques lancées en Chine depuis la fin des années 50, avaient été réhabilités à la fin de l'année dernière.

OCÉANIE

Vanuatu

L'arrestation de M. Jimmy Stevens met fin à la tentative de sécession de l'île de Santo

La « sécession » de l'île d'Espiritu-Santo au Vanuatu (Nouvelles-Hébrides), a pris fin le dimanche 31 août à l'aube, après l'assaut donné par le contingent de Papouasie-Nouvelle-Guinée contre le village de Vanuatu, où s'était retranché le chef rebelle Jimmy Stevens. Celui-ci a été arrêté avec soixante-dix de ses partisans et incarcéré à la prison de Luganville. M. Walter Lini, premier ministre, avait déclaré, le samedi soir 30 août, que M. Stevens serait exécuté ou condamné à une lourde peine de prison.

L'assaut avait été retardé de vingt-quatre heures en raison de la mort d'Eddie Stevens, fils du chef rebelle, tué par une grenade, le vendredi 29 août, alors qu'il tentait de forcer un barrage de l'armée (le Monde du 31 août - 1^{er} septembre). Les forces qui ont investi le village de Vanuatu n'ont pas rencontré de résistance, hormis celle d'un tireur isolé, a déclaré le commandant des troupes de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

De son côté, M. Fred Tikamava, ministre de l'Intérieur du Vanuatu, a précisé qu'il restait une ou deux « poches de résistance » sur l'île de Santo, qui seraient « nettoyées » dans les prochains jours. Il a indiqué que trois responsables de la rébellion, dont deux Français, avaient réussi à s'enfuir peu avant l'attaque et

qu'ils étaient probablement réfugiés dans le village de Fort-Ory.

La rébellion de Santo avait débuté le 28 mai avec l'arrestation à Luganville, par des militaires du mouvement autonomiste francophone Vemavana, des fonctionnaires du gouvernement central de ce qui était encore le condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides. Inquiet pour son avenir, la minorité francophone réclamait, avant l'indépendance prévue pour le 30 juillet, un statut d'autonomie au sein d'une fédération.

M. Lini avait alors ordonné le blocus de l'île de Santo et demandé l'aide des puissances tutrices pour réduire la rébellion. Le 24 juillet, une force conjointe composée de deux cents para-militaires français et militaires marins britanniques avait débarqué sur l'île.

A la demande du gouvernement du Vanuatu, cette force s'était retirée le 19 août. Un contingent militaire de Papouasie-Nouvelle-Guinée avait pris la relève à la demande de Port-Vila. Il devait finalement réussir à réduire la rébellion. Plusieurs ressortissants français, accusés d'avoir aidé les « sécessionnistes », avaient été arrêtés puis libérés avant de gagner la Nouvelle-Calédonie. — (A.F.P., Reuters)

ANVERS Centre Mondial du
DIAMANT
Tous renseignements
vous seront communiqués
par téléphone au numéro
TEL. 19-32-31 31-27-54
GENERAL DIAMONDS
FELIXAANSTRAAT 28 ANVERS

Le Monde

politique

M. BARRE ET LES « NANTIS »

L'ombre inversée de Napoléon III

par PHILIPPE BOUCHER

Un réactionnaire avéré ne dit pas nécessairement que des salaires, M. Raymond Barre vient de le prouver. N'en déplaise aux organisations syndicales et aux partis de gauche qui n'ont pas péché par excès d'analyse ou de subtilité en tirant à boulets rouges sur ses propos concernant les « revendications des nantis ». Car si parits de gauche et syndicats avaient raison, en principe, sur un point, ils étaient loin d'être bien inspirés de ne pas tenir compte du reste de la déclaration du premier ministre.

Assurément, M. Barre avait tort de paraître égarer de tout droit à la revendication des « nantis », au demeurant plus prétendus que réels. D'une manière générale, les salariés ne font pas fortune et leurs traitements sont dans l'immense majorité des cas loin d'approcher certains revenus tirés des professions libérales et commerciales, pour ne rien dire des agriculteurs dont la participation à la solidarité nationale, par la voie fiscale, a été naguère officiellement mise en cause.

Il reste que si les prétendus nantis doivent admettre s'en tenir à ce qu'ils reçoivent, ils ne peuvent en termes de dégringolade du piédestal financier sur lequel ils sont parvenus, perchés. Ne serait-ce que par l'instabilité monétaire, que seul M. Barre empêche d'être plus perverse, bien entendu.

Mais il n'est pas moins vrai que, dans la mesure où l'on ne peut pas contenir tout le monde à son péron, on ne peut pas davantage augmenter les hauts salaires et, simultanément, faire en sorte de mettre fin au scandale des bas salaires qui sont le lot de millions de travailleurs en France.

Surtout, dans la situation de capitalisme russe où, chaque mois qui passe le montre, ce pays retourne, même si le discours officiel soutient le contraire.

De même lorsqu'on réclame le resserrement de l'éventail des salaires, cela implique évidemment d'augmenter les plus faibles, mais aussi de modérer l'accroissement des plus importants. Mis à part la mention du revenu par l'existence partielle d'une indexation de fait sur l'érosion monétaire, toute application systématique d'une amélioration en pourcentage aggrave les disparités de revenus. Par suite, les bas salaires ne sont que nominale relèves et demeurent en fait ce qu'ils étaient. Chacun sait cela.

Mais comment méconnaître que le premier ministre dit vrai lorsqu'il distingue les salariés de la fonction publique et ceux du secteur privé ? Bien sûr le cynisme n'est pas absent de cette remarque, puisqu'elle émane d'un homme sous la direction duquel cette distinction connaît les applications les plus cruelles. Cependant, abstraction faite du cynisme, qui n'est pas la moindre des qualités de M. Barre (avec la confiance en soi, cette déclaration ne fait que reprendre une analyse régulièrement entendue à l'extrême gauche sur les travailleurs à statut et les travailleurs qui en sont dépourvus.

La ligne de partage entre les deux catégories passe alors entre les

por PHILIPPE BOUCHER

salariés, privés ou publics, titulaires d'un contrat de travail de droit commun, c'est-à-dire à durée indéterminée, et ceux qui n'en bénéficient pas, parmi lesquels on compte notamment les intérimaires, les travailleurs au noir, ou les employés clandestins d'ateliers qui ne le sont pas moins. Le clivage est encore plus flagrant lorsqu'on s'en rapporte à ce qu'a dit le premier ministre.

Certes, une trop grande proportion de salariés du secteur public ont un revenu qu'on dirait presque de famine tant il est éloigné de satisfaire les exigences légitimes et mesurées qui peuvent être formulées au sein de la société française. Ils n'ont pas dans ce cas une situation financière plus enviable qu'une large partie des salariés du secteur privé. A ceci près que les premiers ne courent pas de risques que leur traitement, soit-il à bon droit jugé maigre, se tarisse du jour au lendemain pour des raisons qui, de plus, ne sont pas toujours évidentes ou honnêtes, ni même dictées par la logique de la seule entreprise qui licencie ou ferme ses portes.

Un ballon d'essai ?

Car il n'est pas prévu, à moins que M. Barre ne vienne de lancer un ballon d'essai dans cette direction, que l'Etat réduise le nombre de ses agents. Tant il est vrai que l'Etat seul est affranchi des contraintes économiques dont on ne se fait jamais faute, au gouvernement, de rappeler les nécessités. Lui seul peut, comme on le voit, ordonner durablement des productions suivies de vente à perte, ou bien ne pas payer dans des délais convenables les entreprises auxquelles il fait appel, les contraignant parfois à une injuste faillite ; quand ce ne sont pas ses propres agents qui sont rémunérés des mois après le « service fait ».

Mme Françoise Giroud n'avait pas tort, lorsqu'elle eut une connaissance directe des mécanismes étatiques en 1974, de dire que l'Etat n'est que l'Etat tombé en déconfiture à brève échéance.

Ce mépris de l'Etat pour des règles qu'il impose si durement en dehors de sa propre zone d'activité n'en rend que plus fondée la « sortie » de M. Barre devant les jeunes du C.D.S. Mais il n'a pas lieu de s'en flatter. Si tant de gens, et pas seulement chez les plus démunis, envoient régulièrement, et sans plaisir, de se retrouver sans emploi, il ne paraît pas injuste de signaler la responsabilité directe sur ce point d'un homme chargé de conduire l'économie depuis quatre années révolues. Alors qu'au même moment le gouvernement, au nom de la sécu-

rité, obtient qu'on lui accorde tous les moyens, même les plus contestables, et bientôt les pires, tandis qu'il démontre, par sa politique générale, que la préservation de l'emploi pour chacun n'est pas un élément de la sécurité.

En sorte que M. Barre invoque un argument, ou plutôt agite une menace, qui est la conséquence directe de sa gestion. Il en vient à se flatter d'une situation de péril qu'il n'a pas été en mesure d'empêcher alors que c'était son rôle premier. De son échec, il fait une arme possible pour d'éventuels conflits sociaux avec le secteur public, qui serait présenté aux autres salariés comme un club de profiteurs que rien ne peut empêcher. Il avait d'ailleurs déjà parlé de la sorte, mais jamais aussi nettement.

Le premier ministre rappelle que désormais (ou de nouveau) la qualité d'un emploi se marque moins par l'importance du revenu qu'il implique que par la certitude de son titulaire de ne pas en être privé. En quoi la situation du salarié se trouverait ramenée pour ainsi dire à ce qu'elle était au Second Empire, quand la redistribution de l'économie se faisait à coup de destruction de quartiers urbains, d'hommes ou de secteurs d'activité. Il n'est pas jusqu'à la difficile construction de cette voie à grande vitesse entre Paris et Lyon qui n'incite à voir des analogies entre la France de 1980 et celle de Napoléon III, quand s'épanouissent le P.L.M. et le P.O.

A cette réserve que, sous ce régime, pour ce qui concerne l'action ouverte et les libertés en général, l'empire libéral a suivi l'empire autoritaire et qu'en paraît aujourd'hui assister à une évolution exactement inverse, où l'on répèterait le règne de Napoléon III, mais en ombre inversée. Cela est une autre histoire, qui ne concerne plus le seul M. Barre.

● M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, a répondu samedi 30 août aux propos tenus par M. Christian Beullac à Sélestat (Bas-Rhin), au cours du campus d'été du Mouvement des jeunes giscardiens (le Monde daté 31 août-1^{er} septembre).

« Il est amusant mais un peu nauséabond, a-t-il déclaré, de voir le ministre de l'éducation s'exprimer dans des déclarations politiques quelque peu démagogiques et de se déprendre en grand inquisiteur chargé d'entreprendre l'éradication de l'école tout en utilisant les méthodes du P.C.F. » S'adressant à M. Raymond Barre, après ses déclarations sur les « nantis » de la fonction publique, M. Henry a réaffirmé l'attachement de la FEN au « droit de grève intégral ». — (Corresp.)

SOUS L'EGIDE DU P.S.

Des responsables politiques et des intellectuels socialistes vont ouvrir des « dialogues méditerranéens »

Le P.S. organise du 12 au 14 septembre « une grande manifestation méditerranéenne », destinée, selon l'expression de M. Jack Lang, délégué national du P.S. à la culture, à jeter les bases des « Etats unis de la Méditerranée ».

Cette manifestation, à la fois politique et culturelle, doit se dérouler en deux temps : un colloque international à l'abbaye de Saint-Maximin (Var), présidé par M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, et auquel doivent participer les représentants de dix-huit pays riverains de la Méditerranée, suivi le dimanche soir 14 septembre, à Marseille, au théâtre du Parc, d'un grand meeting public présidé par M. François Mitterrand.

Le premier objectif de ces « dialogues méditerranéens » est culturel : montrer que la Méditerranée peut devenir « un foyer de résistances au nivellement des cultures ». Le chef de l'Etat sénégalais (qui dirigera les travaux du colloque international) sera d'ailleurs présent en sa qualité d'homme de culture et non en tant que responsable politique. Le rapport introductif, centré sur ce thème, sera présenté par M. Jacques Berque, professeur au Collège de France, qui sera entouré d'intellectuels de renom (1). Le second rapport, préparé par M. Jacques Delors, président de la commission économique de l'Assemblée européenne, traitera des questions économiques et analysera le rôle que la Méditerranée pourrait jouer dans le dialogue Nord-Sud.

L'ambition des organisateurs est grande, puisqu'il s'agit, ni plus ni moins, d'affirmer la nécessité de « rendre la Méditerranée à ses riverains ». Selon M. Jack Lang, il faut, « à l'instar de la conscience européenne qui a précédé les révolutions en Europe, affirmer la conscience méditerranéenne, un pont-terre méditerranéen » qui permette de se dégager de la tutelle du « condominium améri-

cano-socialiste ». Ces trois journées internationales doivent d'ailleurs s'achever par la présentation, le dimanche soir à Marseille, d'un projet de charte de l'organisation des peuples unis de la Méditerranée.

A cette occasion, M. François Mitterrand doit prononcer « un grand discours de politique étrangère », entouré des leaders socialistes de la Méditerranée (2). Le fait que le premier secrétaire du P.S. ait prévu d'intervenir de façon quelque peu solennelle met en lumière des objectifs de politique intérieure dans la perspective de l'élection présidentielle. Il s'agit d'abord, pour les socialistes français, d'affirmer qu'une grande politique extérieure doit avoir un axe méditerranéen.

Il s'agit ensuite, et surtout, de montrer que face à un pouvoir qui, par son attitude récente, notamment à l'égard de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le marché commun, paraît privilégier l'Europe du Nord, le P.S. choisit délibérément l'Europe du Sud. Enfin, il s'agit de faire la preuve que le P.S. est encore un foyer de rayonnement intellectuel et qu'il dispose, dans des domaines variés de nombreux soutiens à l'étranger.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Parmi les personnalités qui devraient être présentes à Saint-Maximin, on relève notamment les noms de plusieurs écrivains tels qu'Alberto Moravia, Leonardo Sciascia (Italie), Raymond Tawil (Palestine), Amos Kenan, Amos Elon (Israël), Juan Goytiso (Espagne), Tazari Kemal (Turquie), Rachid Boujdier (Algérie) ; parmi les metteurs en scène, Giorgio Strehler, Dino Ris, Luigi Comencini, Carlos Baura ; parmi les personnalités françaises, on relève les noms d'André Michel, Jacques Lecaillon, Jean Lacroix, Jean Daniel, Alain Bonnet, Régis Debray, Jean-Paul Aron, René Allio, etc.

(2) Devraient être présents M. Mario Soares (P.S.G.), Felipe Gonzalez (P.S.O.E.), Bettino Craxi (P.S.I.), Dom Mintoff, premier ministre de Malte, ainsi que M. Liardès, secrétaire général du P.S. chypriote, et Kuriotis, président de l'Alliance socialiste yougoslave.

CONCOURS INTERNATIONAL

La solidarité sans discrimination affirme que chaque individu fait partie de la communauté humaine universelle. Qu'on le veuille ou non, le monde repose sur un équilibre où chacun a sa part. La solidarité peut permettre la restauration d'un équilibre mondial déjà bien menacé. Chaque corps individuel a son propre équilibre où chaque fonction, chaque organe a sa place, même si l'importance de chacun n'est pas la même. Par conséquent, le « corps » de la communauté humaine est un équilibre qu'il faut préserver ou restaurer. La solidarité est la manifestation concrète et rationnelle de la coopération générale du corps humain. La solidarité est une nécessité à laquelle il est impossible d'échapper. Il faut en actes restaurer la solidarité humaine.

Envoyez vos suggestions à S.A. le Prince Alexis Romanovitch (ambassadeur de la Communauté Musulmane Universelle, Membre d'Honneur des Amis Arabes et Chrétiens du Conseil Académique International de l'Institut de Documentation et d'Etudes Européennes Belge), rue Férolle, 16 et 18, Paris-14 - 75200 France.

Vos photos couleurent à l'heure... ou à l'œil!

Vos photos, avec le SYSTEME VERT, vous êtes sûr de les avoir en temps et en heure : sinon, nous payons le développement et le tirage à votre place.

On est comme ça chez CAMARA : l'heure c'est l'heure, et après l'heure... c'est gratuit.

camara

150 MAGASINS EN FRANCE

30 MAGASINS DANS LA REGION PARISIENNE:

PARIS
PARIS-4e 35, rue de Rivoli
PARIS-4e 9, rue Saint-Antoine
PARIS-5e 41, rue Censier
PARIS-9e 51/53, bd Rochecrouard
PARIS-13e 7, avenue d'Italie
PARIS-16e 26, rue de la Pompe

REGION PARISIENNE
AULNAY-S-BOIS 7 bis, bd de Strasbourg
BAGNEUX 50, rue de Paris
CHELLES 65, avenue de la Résistance
CLICHY-S-BOIS Cte Clal CHENE POINTU

COLOMBES 20, rue Saint-Denis
CONFLANS-SAINT-HONORINE
10, rue M-Berteaux
ETAMPES 26, rue Louis-Moreau
FONTENAY-S-BOIS 81 bis, rue R-Dalayrac
L'ISLE ADAM 37, Grande-Rue
MASSY 34, place de France
MEAUX 12, rue Saint-Rémy
MEAUX 60, rue du Général-Leclerc
MELUN 47, avenue Thiers
NANTERRE 56, rue Maurice-Thorez
ORLY 6 bis, rue L-Sonin
POISSY 111, rue du Général-de-Gaulle

ROSNY-SOUS-BOIS 17 bis, rue Gallieni
SAINT-MAUR 2, avenue des Arts
SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS
29, avenue Gabriel-Péri
SARCELLES 24, place de France
VELIZY 40, rue M-Semba
VERSAILLES 27/29, rue Carnot
VILLENEUVE-LA-GARENNE
229, boulevard Gallieni
VITRY-SUR-SEINE 96, av. P.-V.-Couturier



« LA LETTRE DE LA NATION » : les croque-mitaines.

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R., qui paraît lundi 1^{er} septembre après un mois de suspension, Pierre Charpy écrit :

« Coucou ! les croque-mitaines sont arrivés. Quels croque-mitaines ? Nos ministres. On nous les a bien changés pendant les vacances. Eux qui ne pensaient qu'à ne pas décevoir se mettaient à tonner. (...) Comme il est naturel, le premier d'entre eux s'est spécialement fait remarquer par une réflexion sur les « nantis », peut-être inspirée par ses vacances sur la Côte d'Azur, mais qui, appliquée aux travailleurs de la fonction publique, ne laissera pas moins de traces que sa phrase immortelle sur les chômeurs qui n'ont qu'à créer des entreprises. (...) »

Nous voilà bien loin du programme de travail que le président de la République avait assigné au gouvernement pour le mois d'août dans sa lettre du 5 juin dernier au premier ministre.

« En félicitant Raymond Barre pour le quatrième anniversaire de son accession à la tête du gouvernement, le président de la République apparaissait bien conscient de faire plus ou moins jeune l'ensemble des Français. Expert comme il l'est à traduire les mots en chiffres, il savait mieux que personne que chiffrer son propos, c'était le dénigrer. Comment, par exemple, célébrer la transformation en profondeur de l'économie française alors que l'indice des prix du mois de juillet montre clairement que cette fameuse « purge » des causes internes de l'inflation, annoncée depuis quatre ans, n'a pas vaincu la constipation de nos prix ? »

« Quand on est impuissant contre les faits, que reste-t-il à faire d'autre que d'imputer à d'autres la responsabilité de cette impuissance ? »

Un sondage IFOP-« le Point »

M. GISCARD D'ESTAING L'EMPORTERAIT DANS TOUTES LES HYPOTHESES

L'hebdomadaire « le Point » publie lundi 1^{er} septembre un sondage réalisé par l'IFOP entre le 18 et le 22 août auprès de mille huit cent vingt-quatre personnes âgées de dix-huit ans et plus. Selon les résultats de cette enquête, M. Giscard d'Estaing est considéré comme le meilleur candidat de la majorité par 66 % des personnes interrogées. M. Chirac recueille 14 % des suffrages ; M. Debré, 6 % ; dans l'opposition, M. Rocard surclasse nettement M. Mitterrand puisqu'il est considéré par 43 % des personnes interrogées comme le candidat qui peut le mieux le conduire à la victoire. M. Mitterrand recueille 30 % des suffrages.

Les hypothèses retenues pour un premier tour simulé font apparaître que M. Michel Debré, candidat au même temps que M. Chirac, obtiendrait 5 % des voix, le président du R.P.R. en recueillant 11 % ou 10 %, selon que le P.S. est représenté par M. Mitterrand (18 % ou 10 %) ou M. Rocard (19 %). Si M. Debré était seul représentant des gaullistes, il obtiendrait 7 % ou 5 % des voix selon que le candidat socialiste serait M. Rocard (20 %) ou M. Mitterrand (19 %). M. Giscard d'Estaing recueillerait 40 % dans la première hypothèse et 42 % dans la seconde.

M. Chirac, s'il était seul candidat gaulliste, obtiendrait 12 % des voix, quel que soit le représentant du P.S., et le score de M. Giscard d'Estaing ne serait plus que de 38 %. Dans cette hypothèse, M. Mitterrand recueillerait avec 18 % des voix une meilleure performance que M. Rocard (18 %).

Au second tour, l'actuel chef de l'Etat l'emporterait sur M. Mitterrand par 61 % des voix (59 % ou 60 % en juin dernier, 57 % ou 58 % en novembre 1979) et sur M. Rocard par 57 % contre 43 % (56 % ou 44 % en juin 1980 et 53 % ou 47 % en novembre 1979).

M. BARIANI : le parti radical renouvellera sa confiance au chef de l'Etat.

(De notre correspondant.)

Toulon. — L'université d'été du parti radical s'est ouverte samedi 30 août à La Garde, dans la banlieue est de Toulon. M. Didier Bariani, président du parti, a ouvert les travaux en évoquant l'élection présidentielle de 1981. Il a rappelé que, lors du congrès national, qui s'était tenu en octobre à Aix-en-Provence, le parti radical définira « un certain nombre de priorités vitales pour le pays » et fixera son attitude en conservant « son entière identité ». Toutefois, M. Bariani a précisé par la suite : « Il ne faut pas maintenir de secret de polichinelle. Il m'étonnerait beaucoup que le parti radical ne renouvelle pas sa confiance au chef de l'Etat en tant que candidat. »

M. STASI REGRETTE QU'IL N'Y AIT PAS DE « VRAI DIALOGUE » ENTRE LA MAJORITÉ ET L'OPPOSITION.

(De notre correspondant.)

Sévrier. — M. Bernard Stasi, président délégué du Centre des démocrates sociaux, a lancé, dimanche 31 août, un appel au R.P.R. Devant l'université politique d'été des jeunes démocrates sociaux, réunie à Sévrier (Haute-Savoie) il a déclaré : « Nous espérons que nos partenaires de la majorité montreront leur attachement aux institutions en ne se laissant pas aller, à l'occasion de la campagne présidentielle, à des surenchères démagogiques qui affaibliraient le pays. » M. Stasi a poursuivi : « En ce qui nous concerne, nous considérons que cette campagne présidentielle, temps fort de la vie politique française, est ouverte dans les faits comme dans les déclarations des leaders politiques nationaux. Nous y participerons activement. Elle sera pour nous l'occasion privilégiée de nous interroger avec les Français sur le contenu de notre pays (...). Les deux thèmes que le C.D.S. développera seront : le dialogue entre les Français et le partage plus équitable des richesses. »

« Le dialogue entre les Français doit s'établir entre les partenaires sociaux et nous sommes très attachés à la concertation. Mais c'est aussi le dialogue entre l'opposition et la majorité. Malgré les efforts du président de la République, il n'y a pas de vrai dialogue dans ce domaine et ce n'est pas sans pour la démocratie. Après l'élection présidentielle, les conditions seront peut-être favorables. »

مكتبة الأصيل

Le Monde

Société

JUSTICE

Alors que la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence va examiner la demande d'extradition formulée par Rome

M. Affatigato insiste sur le caractère politique des faits qui lui sont reprochés

De notre correspondant régional

Marseille. — La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence examine, mardi 2 septembre, la demande d'extradition formulée par le gouvernement italien contre M. Marco Affatigato, le militant d'extrême droite arrêté à Nice le 6 août, quatre jours après l'attentat commis à la gare de Bologna.

M. Affatigato, qui a été transféré à la prison des Baumettes de Marseille le 22 août, est recherché par les autorités italiennes pour les délits et crimes de vol et falsification de pièces d'identité, reconstitution de parti fasciste et recel de malfracteur.

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence doit émettre un avis motivé en se fondant, d'une part, sur la légalité de la procédure et, d'autre part, sur l'existence matérielle et la vraisemblance des accusations portées contre M. Affatigato.

Le premier motif d'extradition retenu contre le jeune extrême-droite italien se rapporte au vol d'un permis de conduire, d'une carte d'identité et de chèques bancaires appartenant à un certain Michele Lagana, ancien militant du Front de la jeunesse. Ce délit, selon les autorités italiennes, aurait été commis le 12 janvier 1977.

M. Affatigato aurait ensuite détaché le permis de conduire de Lagana entre le 13 janvier 1977 et une date à déterminer, non postérieure au 17 avril 1980. C'est le 17 avril 1980 que l'immatriculation avait été effectuée en possession dudit permis, lors d'un contrôle effectué par la police monégasque.

Pour la reconstitution de parti fasciste, il s'agit d'une nouvelle organisation dénommée "Front national révolutionnaire", qui s'est substituée au mouvement "Ordre nouveau" dans la nuit du 22 novembre 1979.

M. Affatigato a été d'autre part condamné par la cour d'assises de Florence, le 30 novembre 1977, à une peine de quatre ans de détention, confirmée par la Cour de cassation italienne le 1^{er} décembre 1978. Quant au délit de recel de malfracteur, il a valu au jeune extrême-droite, reconnu coupable d'avoir prêté aide, assistance et recours au terroriste Mario Tuti, après l'arrestation de celui-ci, le 24 janvier 1979, une peine de trois ans et six mois d'emprisonnement prononcée le 8 juillet 1980 par le tribunal correctionnel de Pise.

Prescription ?

Aux termes de la loi française du 10 mars 1977, l'extradition n'est pas accordée « lorsque le crime ou délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte de circonstances telles que l'extradition est demandée dans un but politique ». Le défendeur de M. Affatigato, M. Gabriel Dufaux de Cîteaux, de Nice, se propose de démontrer, en invoquant, que les deux derniers motifs invoqués par les autorités italiennes sont en contradiction manifeste avec les dispositions de la loi. Il a également l'intention de faire valoir que le recel de malfracteur n'est pas visé dans la convention franco-italienne d'extradition du 12 mai 1970 et que le crime de reconstitution du

POUR ABUS DE BIENS SOCIAUX

Trois inculpations dans l'affaire du Crédit agricole de Toulouse

De notre correspondant régional

Toulouse. — L'enquête ouverte à Toulouse depuis le mois d'avril dernier consécutive à la faillite de deux sociétés de publicité agricole en dépit d'un prêt que leur avait consenti la caisse régionale du Crédit agricole (« Le Monde » daté 9-10 mars), vient d'aboutir à l'inculpation de trois anciens dirigeants de ces sociétés.

MM. Jean de Loppinot, ancien président de la caisse du Crédit agricole de Toulouse, Jacques Decressat, directeur de la chambre d'agriculture, et Jean-Robert Petit, ex-président-directeur général de l'une des sociétés en cause. Ces inculpations visent les délits d'abus de biens sociaux, banqueroute frauduleuse et infractions à la législation sur les coopératives.

L'affaire était dévolue en deux temps. Président-directeur général de l'Office de publicité du Sud-Ouest (OPSO), régie chargée de rechercher des annonceurs pour un certain nombre de journaux agricoles du Sud-Ouest, M. Jean-Robert Petit avait d'abord consenti une aide à une autre régie de publicité en difficulté, l'Inter-Sud publicités (I.S.P.), ce qui n'avait pas empêché le dépôt de bilan de cette dernière.

Par la suite, l'Office de publicité du Sud-Ouest devait à son tour connaître ses propres difficultés de trésorerie. Et Petit, contraint de se retirer, fut remplacé par M. Jean de Loppinot qui devait, en 1977, être élu président de la caisse régionale du Crédit agricole de Toulouse sans pour autant abandonner ses fonctions à l'OPSO. Or, cette caisse régionale allait consentir, avec l'accord de son conseil d'administration, un prêt à court terme de 850 000 F à l'OPSO.

En dépit de cette aide, la société devait déposer son bilan avec un découvert de 400 000 F auquel

s'ajoutait le montant du prêt de 850 000 F.

Du coup, M. de Loppinot démissionnait en février dernier de la présidence du Crédit agricole de Toulouse, où il était remplacé par M. Henri Orlans. Cependant, l'enquête judiciaire suivait son cours.

De son côté, M. Jean-Baptiste Doumenge, en sa qualité de secrétaire de la caisse régionale du Crédit agricole de Toulouse, devait constituer le 3 juin dernier un Comité de défense des usagers du Crédit agricole dans le grand Sud-Ouest, qui compte déjà plus de sept cents adhérents.

« Nous voulons », a déclaré l'homme d'affaires surnommé « le milliardaire rouge », en raison de son appartenance au parti communiste, nous opposer à tout détournement de l'utilisation des biens sociaux. Le fonctionnement de plus en plus étatique conduit au risque d'un détournement des biens des sociétés, soit au bénéfice de la Caisse nationale, soit pour des opérations aventureuses ou douteuses. » — L. P.

A Nice

L'ancien P.-D.G. du Palais de la Méditerranée est inculpée d'abus de biens sociaux

De notre correspondant régional

Nice. — Mme Renée Le Roux, ancien président-directeur général du Casino du Palais de la Méditerranée à Nice — fermé depuis le 15 avril 1978 — a été inculpée vendredi 29 août par M. Michel Mallard, juge d'instruction au tribunal de grande instance de cette ville d'abus de biens sociaux et délits connexes parmi lesquels celui de banqueroute. Il est reproché à Mme Le Roux, déjà condamnée par la cour d'appel d'Aix-en-Provence le 22 mai 1980 à trois mois d'emprisonnement avec sursis pour émission de chèques sans provision, d'avoir commis de graves irrégularités de gestion dans la cadre d'une « opération charters » destinée à attirer des joueurs italiens.

Mme Le Roux dont le groupe détenait 50 % des actions du Palais de la Méditerranée, avait pris la direction effective de l'établissement le 17 juillet 1975. Elle en avait été évincée le 30 juin 1977 à la suite du vote de sa fille Agnès en faveur des deux autres groupes d'actionnaires liés à M. Jean-Dominique Fratoni, P.-D.G. du casino Ruhl.

Celui-ci devait être inculpé par la suite d'infraction à la loi sur les sociétés pour s'être assuré, pour une somme de 3 millions de francs, du vote d'Agnès Le Roux, afin de prendre le contrôle de son concurrent. Celle-ci devait disparaître le 30 octobre 1977 sans que sa trace n'ait été retrouvée depuis cette date (une double information est en cours dans cette affaire).

Les faits dont est accusée Mme Le Roux avaient été mis en évidence dans un premier rapport établi en août 1977 par un mandataire de justice M. Georges Foa, puis relevés en avril 1978 par les commissaires aux comptes du casino, avant que le magistrat instructeur ne désigne deux experts, MM. Alcega et Labrousse qui lui ont remis un volumineux dossier de 250 pages. Entre novembre 1978 et juin 1977, Mme Le Roux avait mis en place

un réseau de prospection de joueurs concernant plus particulièrement l'Italie. Cette opération devait se révéler très lourde financièrement pour le casino, auquel elle coûtait près de 10 millions de francs. Sur cette somme, les experts auraient notamment constaté la disparition de 930 000 francs, laissés en dépôt par trois intermédiaires italiens le 29 juin 1977. Le 1^{er} juillet, la caisse de l'établissement n'était pas en mesure d'opérer le remboursement, ce qui laisse supposer qu'il en avait été disposé au même titre que les fonds appartenant en propre à la société.

Mme Le Roux affirme que cet argent avait été remis au casino en paiement de dettes de jeu et qu'il n'y avait pas lieu de le rembourser aux intéressés, comme le tribunal de commerce de Nice devait l'ordonner, le 27 janvier 1978. Elle met en doute, d'autre part, l'impartialité des experts et souligne que l'opération charters « décidée par son conseil d'administration n'aurait produit son plein effet qu'au cours de la saison d'été. Le magistrat instructeur lui a donné un délai de trois mois pour qu'elle puisse faire valoir ses arguments. — G.P.

UNE CAMPAGNE DE PUBLICITÉ BÉNÉVOLE

« Il y a toujours une porte ouverte »

La femme comme l'homme, encore jeunes, portant sur leur visage toute la détresse du monde. En haut de ces deux affiches un même slogan, comme un appel mystérieux : « Quand tout est noir, il y a toujours une porte ouverte. » Sans doute a-t-on remarqué dans certaines stations de métro et gares de la banlieue parisienne cette campagne publicitaire pas comme les autres.

On a choisi le noir et blanc et un lancement en été, à une époque où la passion publicitaire se réveille. Surtout elle constitue une de ces « grandes causes » qui effacent sur leur chemin toute aspiration mercantile.

Il ne s'agit pas de vanter les mérites d'un produit de consommation. Si l'on a contrario, la Porte ouverte est une association qui a pour vocation d'offrir des endroits « où quiconque peut venir peut être accueilli et écouté, quels que soient son comportement, ses convictions, son origine, son passé ». Fondée en 1971 à l'initiative de ce qui existait déjà dans plusieurs pays d'Europe, la Porte ouverte s'est implantée dans plusieurs villes de province (Lyon, Clermont — Ferrand, Bordeaux, Rennes, Dijon, Lille, Nice, Toulouse), et de Paris (2).

Dans ses « boutiques », décorées sobrement, une solennité d'accueil, des bénévoles, mais d'abord formés, se relaient chaque jour de quatre à vingt-quatre heures. Ils ne proposent aucune aide matérielle ni même des conseils. Simplement, ils sont là pour écouter, avec intérêt et sympathie, le temps qu'il faut et dans le plus strict anonymat, ceux qui n'ont même plus quelqu'un à qui parler. « Nous ne voulons sur-

tout pas être des techniciens de la psychologie », affirme Mme Denise Rosen, une des animatrices de la Porte ouverte.

Bien que cette formule ait fait ses preuves, le bouche à oreille ne suffisait pas. Suivant l'exemple de S.O.E.-Amitié, d'Amnesty International, de Médecins sans frontières, les responsables de la Porte ouverte se sont donc tournés vers une agence réputée, Lintas, qui a accepté de prendre en charge gratuitement une campagne d'envergure. Les différents supports contactés, radios périphériques, magazines et surtout affiches, ont réagi de même.

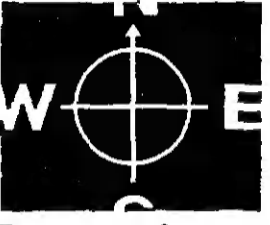
« Tout s'est fait grâce à des contacts personnels », explique Mme Christine d'Alens, qui a dirigé l'opération chez Lintas. C'est, par exemple, notre directeur des médias et son assistant qui ont posé. Mais les gens ont surgi tout seuls parce qu'ils y croyaient. Un tel mécanisme est-il totalement désintéressé ? « Il est probable que tout cela rejoindra sur la manière dont nos clients et futurs clients percevront l'agence », reconnaît Mme d'Alens.

Il reste que la Porte ouverte, grâce à cinq cents panneaux bien placés, a pu se faire connaître du grand public. Elle n'a eu à s'acquiescer que des invisibles taxes. « Cette campagne est destinée pour nous un tournant et un précieux encouragement », confie Mme Rosen. Nos permanences n'ont jamais été aussi frégolantes. D'ailleurs, pour Noël, nous préparons une seconde vague. —

STÉPHANE BUGAT.

(1) 31, rue Duperré, 75009 Paris. (2) 4, rue des Frères-Saint-Séverin, 75005 Paris, métro Saint-Michel.

TOUT SAVOIR SUR LA GEOGRAPHIE DE TOUS LES PAYS



La terre et ses secousses inattendues ■ L'influence des climats ■ Les mers et les océans face à la pollution ■ L'histoire des grandes migrations humaines ■ Les courbes fluctuantes de la natalité ■ Les équilibres et les crises de l'économie mondiale ■ Un atlas complet de 300 cartes et 500 illustrations en couleur ■ Des reportages sur tous les pays de monde ■ Un guide pratique et touristique pour vos voyages

LE GEO-ATLAS DES NATIONS

Offrez-vous un fabuleux tour du monde de culture et de plaisir

Beaucoup plus qu'un simple atlas, le Geo-Atlas des Nations ne se contente pas de décrire. Il vous fait pénétrer dans l'actualité vivante de tous les pays. A travers des cartes bien sûr, mais surtout des analyses de la situation politique et économique de chacun d'eux, de leurs atouts, de leurs défaillances et de leurs relations; à travers des reportages sur les hommes et leur mode de vie; à travers l'histoire contemporaine de toutes les nations du globe.

Vous posséderez une extraordinaire « somme » de connaissances géographiques générales remises à jour en permanence. Et Le Geo-Atlas des Nations est actuellement le seul ouvrage capable de vous

offrir des études synthétiques actualisées sur tous les pays qui évoluent vite (le Brésil par exemple).

Un ouvrage de référence et de lecture

Un cours à mettre au point, une conférence à préparer, un sujet de bac à « bûcher », ou tout simplement un moment de détente, Le Geo-Atlas des Nations est agréable à lire et à consulter pour deux raisons. Parce qu'il est thématique et vous permet de faire rapidement le tour d'un sujet. Parce qu'il est rédigé par des universitaires, des chercheurs mais aussi des journalistes et des grands voyageurs.

Quand les choses évoluent les fascicules changent

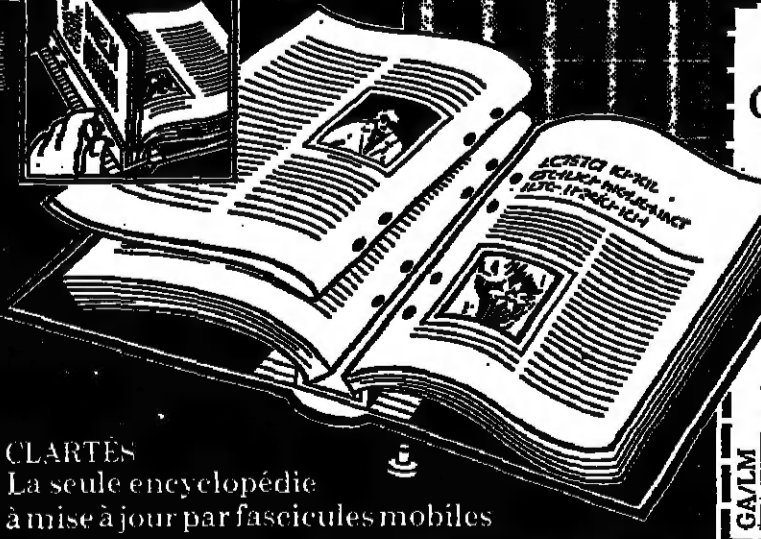
Actuel, votre Geo-Atlas des Nations

Nations le restera grâce à la formule unique de mise à jour par fascicules mobiles adoptée par Clartés. Dès qu'une nouvelle information apparaît, Clartés édite un nouveau fascicule que vous substituez très facilement à celui devenu périmé.

Avec Le Geo-Atlas des Nations, vous possédez une véritable banque de données qui enregistre en permanence les changements qui se produisent dans tous les pays et vous en donne une synthèse immédiate.

Découvrez gratuitement le premier volume du Geo-Atlas des Nations. En cadeau réservé aux souscripteurs: un abonnement gratuit d'un an à la mise à jour Clartés.

Non vendu en librairie



CLARTÉS La seule encyclopédie à mise à jour par fascicules mobiles

BON POUR UN ESSAI GRATUIT

A découper ou à recopier

OUI, envoyez-moi pour un examen gratuit de 10 jours et sans obligation de ma part le 1^{er} volume du Geo-Atlas des Nations. Si cet examen m'a convaincu, je garderai le 1^{er} volume. Je réglerai alors le volume en 2 mensualités de 50 F seulement. Je recevrai ensuite les 7 autres volumes de cette collection à raison d'un tous les deux mois que je réglerai en 14 mensualités de 50 F. Vous me ferez parvenir gratuitement les mises à jour pendant 1 an. Bien entendu, si ce premier volume ne vous convient pas, je vous le renverrai dans les 10 jours, sans rien payer, ni vous devoir.

NOM _____ Prénom _____
Adresse complète _____
Code Postal _____ Ville _____
Signature _____
A retourner dès aujourd'hui à Clartés Collections BP148 21004 Dijon Cedex

Prix total de la collection 140 F

Le ministère des universités supprime l'enseignement de Mme Macciocchi

RELIGION

Une législation complexe

SCIENCES

EDWY PLENEL

DÉFENSE

Le porte-avions soviétique « Minsk » réapparaît après treize mois d'immobilisation

Cette évolution est probablement liée au fait que l'U.R.S.S. a prêté déjà son sa flotte de la Méditerranée pour accentuer sa présence navale en mer de Chine et en océan Indien. Ne pouvant tenir plusieurs fronts à la fois, la marine soviétique agit, comme les marines occidentales, en déplaçant ses bateaux au gré de l'importance attribuée momentanément aux différents théâtres d'opérations.

SUITE DES ÉVÉNEMENTS DE BASTELICA ?

Un colonel de gendarmerie s'étonne de sa mutation de Corse en Picardie

Pour les personnes présentes à cette cérémonie d'adieu, le commandant de la légion de gendarmerie de Corse a laissé entendre qu'on voulait le rendre responsable des événements de janvier. Gennier, à Bastelica, puis à l'hôtel Fesch d'Ajaccio, où, à la suite d'une prise d'otages, deux civils et un C.R.S. ont été tués. Les auteurs de ces incidents n'ont pas été appréhendés.

Avant son cas personnel, le colonel Brossard avait évoqué celui du lieutenant-colonel François

[En poste en Corse depuis septembre 1978, le colonel Renard, ancien officier de la Légion étrangère qui a longtemps servi dans le Pacifique commandant la légion de gendarmerie de la Corse, soit deux groupements et un escadron de mobiles totalisant 334 hommes, aînés le cas échéant de renforts venus du continent. A la tête de la légion de Pécadie, il commandera trois groupements départementaux et un groupement mobile, soit 273 hommes au total.]

"Le Lieutenant-colonel Fiecki, en poste en Corse depuis avril 1977, doit partir à la retraite en novembre prochain. Il a demandé à bénéficier d'un article 5 (loi de désengagement volontaire des cadres dans les armées dont relève la gendarmerie) et dispose d'un congé de six mois. Je m'occupe aux affaires", qui le place dans une position administrative d'attente avant la retraite.]

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANCAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94.
Documentation M sur demande

Bacheliers!

Un groupe d'Enseignement
renommé
LE GROUPE E.S.S.E.C.

- Des carrières vivantes et variées.
- Un secteur aux débouchés nombreux.

École des Praticiens du Commerce International

Enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat
3 ANNÉES D'ÉTUDES

Vous êtes bachelier ou vous avez obtenu des études supérieures. Vous souhaitez poursuivre vos études dans les langues étrangères. L'ESP.C.I. créée par le Groupe S.E.S.C.I. peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

2^e SESSION D'ADMISSION : 15, 16 SEPTEMBRE 1980
Possibilité d'admission en 2^e année pour les titulaires de : B.T.S., D.U.T., D.E.U.G. en 1^{er} cycle d'enseignements supérieurs en Économie, Gestion ou Commerce

EXAMEN : 22, 23 SEPTEMBRE 1980.

M.
 Adresse

 désire recevoir la documentation de l'E.P.S.C.I.
 E.P.S.C.I., B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise Cedex.
 Tél. 030-40-57, postes 411, 412.

FAITS DIVERS

DIX PERSONNES INCULPÉES EN FRANCE
APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN TRAFIC DE DROGUE EN SICILE

Après les interpellations à Marseille et à Paris de personnes soupçonnées d'appartenir à un réseau international, dont neuf membres ont été arrêtés en Sicile la semaine dernière, le Monde des Etats et des territoires qu'elles ont été incriminés samedi 30 août par M. Pierre Michel, juge instructeur de la cour d'appel de Marseille, d'association de malfaiteurs pour produire et exporter des machines supérieures illicites. Les personnes incriminées avaient été arrêtées à Marseille. Il s'agit de Stéphane Guiragossian, trente ans, patron de bar, qui a été arrêté à Paris, et de sa femme, de Gérard Garbino, trentesix ans, de Laurence Mackay, trente ans, de Dominique Quilichini, vingt-huit ans.

Tous sont impliqués à des titres divers dans l'acheminement de la morphine issue aux deux laboratoires de production de la Trin-d'Irabria, situés à une trentaine de kilomètres de Palermo (Sicile) alors qu'un convoiage de l'Etat italien a été saisi en France et en Italie, en Europe et les Etats-Unis. De source policière, on indique que le couple Michel, qui doit être complet avec quatre autres personnes, Saoudi et d'autres développements.

tant notamment dans l'approvisionnement en morphine-basse, de Pietro Duto, quarante ans, de nationalité italienne, qui a été condamné à dix ans de prison par le juge Marc Paché, trente-huit ans, carrossier, de Jean-Marie Genovesi, trente-cinq ans, de Martin Barakat, trente-huit ans, de Jean-Jean Jehanneau, et d'Émile Dias, trente-sept ans, arrêté jeudi 26 août à l'île du Quatre et frère de ce dernier, qui a été condamné à dix ans, condamné le 15 mai 1974 à dix-huit ans de réclusion criminelle par le tribunal de grande instance de Marseille pour trafic de drogue.

Trois autres personnes arrêtées à Paris sont actuellement incarcérées à la prison de Fresco et font l'objet d'un mandat d'arrêt.

■ **Quarante et un kilos de résine de cannabis, d'une valeur de 600 000 francs** ont été saisis vendredi 26 août à l'aéroport d'Orly. Le voyageur de nationalité kenyane qui les transportait, un homme de 35 ans, originaire du Kenya, qui arrivait de Nairobi (Kenya) sur un vol d'Air France, a été interpellé par deux inspecteurs de la police de l'air et des frontières. Il était accompagné d'un propriétaire d'une société spécialisée dans la location des hélicoptères au Kenya, et a affirmé que les valises saisis ne lui appartaient pas. Il devrait cependant être placé en garde à vue avant d'être dirigé au parquet de Créteil (Val-de-

Vous aurez bien plus de succès... devenez

GRAPHOLOGUE

apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par

WILSON 15, rue de Valenciennes - 59000 LILLE

Dans le golfe du Mexique

DEUX ACCIDENTS SUR DES PLATES-FORMES DE FORAGE

[illegible]

Ce double accident fait suite à une véritable série noire puis-
que depuis le début de l'année
trois autres sinistres, qui ont fai-
tôt morts, sont survenus sur
des plates-formes off shore dans
le golfe du Mexique. Deux ont
explosé et la troisième a été
heurtée par un pétrolier qui
lui-même, a pris feu. Rappelons
que c'est également dans cette
mer à demi fermée que le pui-
sant pétrolier Exxon One avait
été touché au mois de mai.

culture

Les métamorphoses de Penderecki

[illegible]

péremptoris sans se donner la
 peine de réfléchir. Cependant, il
 n'est pas si sûr que tout soit
 qu'une bonne prise de position
 supporte un travail de ce genre
 et ces précis se est en de ce
 s'interroger sur l'importance
 d'un compositeur qui, il y a
 quelques années, grossissait par
 aucune bristles d'orchestration.
 accroît les accords par touches et
l'absence de préférence
 instruments que pour leur faire ren-
 dre l'absence de l'absence de l'absence
 pleins de vous de l'absence de l'absence
 du post-romantisme le plus
 académique. A-t-il fait comme
 Stravinsky, tournant le dos, avec
 ses travaux de l'absence de l'absence
 du primitisme, comme Richard
 Strauss, ajoutant du sucre à
 Klezmer pour donner le Choral
 la rose ? C'est tout à fait
 possible de l'absence de l'absence
 et ça comme dans l'air une telle
 évolution semble, avec le recul,
 insérée dans les caudex du début.
 On peut admettre que les
 post-romantisme supporte Arabella
 ne pas se laisser de redécouvrir
 Pétouchka alors que le Baïre
 de la fête vous fait dormir, et il y
 a l'absence de l'absence de l'absence
 Attisé en sera-t-il peut-être de
 Fendrecki. Encore que cette com-
 plaisance dans le laidier, qui s'
 fait cris certain un peu de de
 à l'endroit de l'absence de l'absence
 trouvent leur pas assez de de
 pour se battre, est assez suscep-
 tible. Si on ne s'en est pas rendu
 compte immédiatement, c'est
 qu'on a l'absence de l'absence de l'absence
 son sol-mi ré ré ré ré
 en prévision des nouvelles conquêtes

Je t'ai vu dans un autre rapport
 plus radicale encore que celle de
 Drouot, et qui, par un effet de
 hausse, est en exalté trop
 l'absence en fait de
 j'ai vu dans un autre rapport
 certains ont repris les
 peut-être parce que la composi-
 tion est plus simple et plus
 moins fort, et la composition
 de dénoncer le général. On les a
 alors accusés de... foi, de
 socialisme voire de masochisme
 et d'absence de blâme au
 a été ce qui a permis de
 trop agréable à entendre après
 avoir applaudi à ses cacophonies
 les plus incompréhensibles, n'est-
 ce pas ?
 Certainement qu'a. Tant qu'on
 a pu croire qu'il avait en-delà
 de cet extrême une expression
 associée personnelle, l'effort
 d'adaptation avait un sens, au
 delà du qu'il est clair que pour
 Penderesi le langage a été
 d'une façon soignée
 d'adaptation avait un sens, au
 des modes, l'auditeur devrait
 avoir en s'air avec de telles pro-
 ductions comme avec des gadgets
 de l'air qu'on jette et oublie après
 quelques secondes. C'est un
 hélas ! et c'est bien parce que
 cette Symphonie de Noël tu
 faire carrière qu'il y a lieu de s'en
 formaliser. Ce n'est pas seulement
 l'absence de sens qui est le
 audible puisqu'elle vient nécessai-
 rement prendre la place d'une
 autre, le critère de choix n'étant
 plus dans l'intérêt artistique,
 mais dans l'opportunité et le
 mode.

GERARD CONDE

JAZZ

LUBAT, PORTAL...

En famille à Uzeste

Tous les ans, vers le fin de l'été, l'un des petits villages à la base du lac George, dans le State de New York se voit envahi par une foule de touristes qui, pendant quelques années écoulées, dans une cour de ferme pour écouter un quatuor de saxophones bordelais ou un groupe de chœurs occasion; on s'est rassemblée devant l'église gothique pour assister à des spectacles de danse musical ou d'opéra en costumes et les moines du pape Clément V, nouvellement élu, ont cru voir revêtir chaque soir les linguistes sautillants qui ont proféré son nom.

Où bien encore, on a dansé au Sporting Occident Swing Orchestra.

son père (qui les a vus de ses yeux, les cœsmen), dit que, cette année au moins, il y a de la musique classique, et que ça va venir ça se faire beau. Mais les gens du village sont de bonnae humeur — tout cela c'est un peu la famille.

La famille. C'est d'abord celle de Bernard Lubet. C'est son père qui joue de l'harmonica dans le groupe Los Piguados et qui est connu à une lieue à la ronde de sa ferme, où les poules vont faire de drôles de conacs quand tout sera fini. Bernard Lubet, c'est l'enfant du pays et le maître des cérémonies.

C'est vrai, pour en revenir aux

A Uzès, pendant ces trois jours, le café-restaurent l'Erminier, au bout de la rue, fait des affaires, et, sur le balcon, Le vicomte de Saint-Pierre, Le vicomte du village sortent leur chaise devant leur porte et accourent. La musique fait assez de bruit pour qu'ils l'entendent sans se payer, sans aller s'asseoir avec tous ces jeunes vens d'été et d'ailleurs. Ils disent, les deux, que ça ressemble de l'ambrosie, que ça sonnerait si l'ancien mentulier, qui fait visiter l'église et dont le père fabrique le cercueil où reposent, après maintes tribulations, les restes de Clément V.

Si, certes, il y a eu des musiciens de jazz qui font les clowns, se déguisent en bébé ou se scindent en sauvage. A-t-on idée de brutaliser le piano, de luer des sons inavouables, de cesser toute mélodie qui viendrait à l'esprit, comme le font des complices de Paul Robeson ?

C'est cela aussi la famille de Loban, des Furtal, Chauveau, Gœtlin, Amier, Dumas, de la même souche, qui se sont à tort ou à raison des sentiers battus, qui interprètent du jazz et du classique (pour faire plaisir à l'ancien menuisier), qui jouent avec les soies comme avec des images entre théâtre et musique, qui donnent à l'improvisation sa vraie dimension d'invention et de liberté.

DANS « LE MONDE DE LA MUSIQUE »

Brahms, Balanchine, Szymanovsky...

« Brahms n'est pas misanthrope, mais il s'est renfermé et nous avons l'orgueil de parler ensemble ».

« Ses premiers succès de Marcel Weiss et son retour de la guerre ont dû lui faire être les défunts, car on le croyait fou, si, après la célèbre composition attendant les défunts, il avait écrit une œuvre authentique. Par quel procédé peut-on envoyer un journaliste faire une interview dans le passé, et un mystère dont on parle de la musique d'aujourd'hui ».

« Berlioz, Scarlatti et tant d'autres, mais il parle le cœur ouvert du temps où il gagnait sa vie en milieu des marins et des pro-

tituées, et sa passion pour la
musique, du premier concert pour piano
— nous sommes en 1883, — de
sa mort.

La passion de la musique
était, également, un grand
drame, un grand
— du compositeur
polonais — Szyman-
owski, — pour l'opéra (les Troyens de
Berlioz, un entretien — Jean-
— Ponnelle) — les ten-
dus — l'orient : Waj-
en — depuis — y
a aussi le rock
l'accordéon qui.

Le monde de la musique.

20, 9 F.

CINÉMA

« LE BAR DU TÉLÉPHONE »
de Claude Barrois

Les deux jeunes cruent la vieille garde, tal tal un peu le sujet du Bar... Téléphone... y a des trands respectables... à l'amende, battus en... un leur diabolique... adhésant, et... qui viennent apporter leur grain de... furieuse,... indigne... une habileté qui... film :... désespérades... bleus... bien d'aujourd'hui, ... à grande... de la meilleure... « polars », que Tony Véro... appartient à... ligne du film policier... la psychologie l'emporte... l'action elle-même.

Le... à M... déposée... le film... 28 août — un... du Téléphone, à Marseille, et le... du film porte le nom d'une personne... le scénario, on fait, a peu à voir avec le fait divers... s'inspirer.

Ce
constructs. ■■■■ répliques ■■■■
longueurs. ■■■■
Tony ■■■■ compte ■■■■ un
bat de ■■■■ truqués ■■■■ l'assu
lui ■■■■ plu: ■■■■ mobile n'est
■■■■ convaincant, ni ■■■■ logique
la façon ■■■■ s'envoient. Elle
pula Véronèse ■■■■ trop sym-
pathique pour avoir ■■■■
■■■■ la deuxième partie ■■■■
film ■■■■ rattrazer
l'intrigue. Les ■■■■
■■■■ à ■■■■ (Julien
Guimard, Georges W ■■■■ François
Périer ■■■■ commissaire de police), com-
émouvants, lorsque Véronèse ■■■■ soli-
■■■■ le ■■■■ avec ■■■■ repré-
sentant ■■■■ la troisième génération
(Christophe Lambert, à l'origine payé
pour le rôle, fit le spectacle au
■■■■ au ■■■■ téléphone ■■■■ diver-
tisement facile, pour une fois il y
aura peut-être un ■■■■ au numéro
■■■■ demandé.

CLAIRE DEVARRIEUX

LETTRES

Le « Petit Larousse illustré » 1981

[illegible]

supplément _____ notice _____
 _____ su _____ avec Peter Brook,
 _____ Roger Planchon.
 Jacques Polari, le *Living*
 _____ Vilar _____ pourrait
 distorsionnel ne prend plus
 distances. Il faut signaler _____ une
 _____ détaillées, un « écorché », du
 théâtre de la Comédie-Française à
 Paris, qui _____ un miracle en pré-
 cision.
 _____ pourtant la _____ qui semble
 _____ la privilégiée, pour la tech-
 nique comme pour _____
 Tous _____ par _____
 _____ à leur
 _____ l'ordre alphabétique. Deux
 photos et _____ notice plus, foules
 _____ la gloire _____
 Bogart, _____ leur
 Cunningham, Nouriss, Bingling
 Culberg.
 Quant _____ cinéma, qu'évoquent
 plusieurs _____ (Casanova,
 Fellini, *Providences*,
 etc.) il _____ plus
 Humphrey Bogart, _____ Dean,

...bégueulerie. Il

la belle, reconnaît
bitte, zizi, couille, fellation,
mitte, chlozes, (mâ-
cheux) et un dre-
ur, sur en d'une
toir, ne partie s'âche-vitri-
Il ne se prive d'y
gloriole. La langue
rougir.
ou d'après,
négué avoir pratiqué l'arnaque
ou pour clopinettes
nd cloche. Il au
âche de ou chider.
Il ne méprenne pourtant pas
sens de : n'est
ou'une fourée :

Maurice Elieva, Casper David Fried-
rich, réhabilité près d'un
demi siècle sa
Mati Moholynay, Claude
Parent, Paul Reberlyros, Rosenquist,
Schaffer, Klimt, Lichtenstein,
Bram van Velde-
groupe Abstraction Ordon-
oublier, sol, les
d'art culture George
Pompidou, photo l'appui
l'impulsion Duoham
également un assez long
critères en perlas-
avoir guidé les collabo-
du d'œuvre, M.
Dubois : celui notoriété, ar-

Les envahisseurs

...fera
 ... innovations, qui touchent
 ... les domaines et rattrapent
 ... développements foudroyants
 ... et des techniques : bio-
 ... et biologie, chimie et
 ... mathématique, informa-
 ... et psychanalyse.
 ... non seulement
 ... prend une notice plus
 ... forcé le lexique :
 ... multitude de
 ... riale, le
 ... à l'enseignement, la philo-
 ... et la linguistique. Le poli-
 ... l'économie et le social
 ... trop, cédaliste, contre-pouvoir,
 ... : le temps, la
 ... (pharmen, syphilis...)
 ... (podage, ...)
 ... (currier d'entreprise / distribution
 ... (sonnellée). Et le sport donc :
 ... (aplans, descendeur, driver,
 ... (Windeur, marque

d'Avignon,
 à Ornaas Des cités
 vraco, comme Jean Bernard,
 Debré, Hambourger
 Ramond, Georges Dumézil
 Daniel Lagarde, Maud Mannoll
 Jakob Kaplan, Pierre Weil
 Rochet, Teng Siao-Ping,
 Mère Térésa, Sanyu, Les
 géographes présentent évé-
 nements en plus
 d'importance El Gward
 qui l'ont fait rétrospectivement
 pour Che Guevara? Ils n'ont
 prélevé le fin de l'ex-chah Muham-
 mad Pahlavi : il mort trop
 tard.

Exit Pierre Benoit

On dit que le difficile, ce n'était
 pas d'entrer au Larousse,
 c'était d'y rester. en
 ont fait la expérience! Pour
 introduire d'un seul coup

Exit Pierre Benoit


On m'a dit que le difficile, ce n'était
d'entrer au Larousse,
on s'ôlait d'y roster. Ça n'a pas
ont fait la même expérience ! Pour
s'habituer à écrire un cours de
totaux, on ne pouvait dépasser un
total de 75 700 mots – 71 000
l'an – il fallait faire
des années sévères. On s'est
supprimé 2 000 mots, on s'est
partie à langue, Leur emploi
s'expliquait par la régression
cependant coquebail, si son
auranda, fraise la – histo-
rique – proportionnelle
fement plus La guilfoine (au
tail, le perdu se les images
de la nouvelle édition) a tou-
ber 150 fois. Ce qu'il
tallité n'a qu'un l'immo-
notamment Pierre Henry Bro-
deux, Jules Boylesve, Far-
dres, Jules Lomatrix, Jenn-
stain, Jules Lomatrix, Jenn-
stain, Jules Lomatrix, Jenn-

.MERCREDI 3 SEPTEMBRE

ISABELLE HUPPERT / GÉRARD DEPARDIEU

LOULOU

Un film de MAURICE PIALAT



avec GUY MARCHAND

Scénario: ARLETTE LANGMANN

Story, tient bon.
Les peintres sont épar-
gnés : Yves Brayer, Jean
Eduoard, Car-
rejoignent dans le
sculpteur Poisson, il a
seule. à Giorgio
Chirico, il
qu'il son influence
Saufement, il l'objet d'une
capitale : « Il fut l'un
Initiateurs du surréalisme, mais il
plus classique », dit
Petit « est une situa-
« peinture métaphysique »
le Peintre Laurens 1961 corrige
« Précurseur du surréalisme, il
Vient ensuite le surréalisme pastiche
l'art classique. » Nuance.
Qu'il s'agit, de A à Z, d'un
Larousse et que, nous aussi,
nous sommes en mesure de
perception d'un monde en mouvance
perpétuelle, nous sommes

JEAN-MARIE DUNoyer

JEAN-MARIE DUNOYER.
★ « Le [nom] [nom] témoin de
[nom] temps, tel [nom] [nom] [nom]
l'exposition organisée par la biblio-
thèque publique d'information au
Centre Georges-Pompidou, du [nom] au
[nom] septembre prochain [nom]
ments d'archives [nom] une [nom] d'au-
tenthénie.

UN FILM DE MIZOGUCHI

LA RUE
DE LA
HONTE

Nef Diffusion

■ La troupe Tupac ■ ■ ■ ■ ■
■ une représentation ■ ■ ■ ■ ■
■ son spectacle : la Maison ■ ■ ■ ■ ■
■ mémoire ■, au profit d'Amnesty ■ ■ ■ ■ ■
■ International, ■ 8 septembre 1988, ■ ■ ■ ■ ■
■ 20 h, 45 ■ au ■ Théâtre Fontaine. ■ ■ ■ ■ ■

théâtres

[illegible]

Document de la Commission (378-44-45),
II B : **Il y a un dialogue plus**
monstrueux, le dialogue est plus
possible. (609-10-38), **II B :**
Vidéo Ane.

[illegible]

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes de cet atelier
- LE MONDE Informations Spectacles
704.70.20 (num. groupées) et 777.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Dimanche 1^{er} septembre

Dannon (251-88-14). U. L. : Fed
at at [redacted] Jamaica.

Caff de la Mue (278-52-51), 21 h. :
Steve Lacy et Steve Potts.
Chapelle des Lombards (236-65-11),
20 h. 30 : J.-L. Chauvemp.
D. Hamair, F. Jeannet,
J. F. Jenny, E. Salmeron,
E. Texier; 22 h. 45 : Les Salmeron.
Cœur (236-65-60) (542-65-60)
20 h. : Groupe Anches.
Feit-Opportun (236-61-36), 21 h.

de Paris

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre
18 h. 30 - 20 h. 00 : J. B. ...
(Sainte-Colombe ...)

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

Beaubourg (278-35-57), 15 h.
Le patrimoine cinématographique
français : Gardiens de phare, de
J. Grémillon; 17 h. : Une femme
à New-York; 19 h. : ~~Le~~
de K. Vidor.

[illegible]

V.O. : HAUTEFEUILLE - L'ESPION LINCOLN - 7 PARASITES
V.F. : BERLITZ - 3 NATION - GAUMONT CONVENTION

DANS TOUTES LES SALLES
DU
CIRCUIT "PARAFRANCE"
CINÉMAS "PARAMOUNT" et "PUBLICIS")

PRIX REDUIT : 14 FRANCS
POUR TOUS LES SPECTATEURS
LUNDI : TOUTE LA JOURNÉE
et
MARDI - MERCREDI - JEUDI - VENDREDI
DE 14 HEURES A 19 HEURES

LE BAR DU TELEPHONE
CAN'T STOP THE MUSIC
UNE SEMAINE DE VACANC
TAXI-DRIVER
LES BERETS VERTS
GOLDFINGER
LA PETITE SIRENE
LES DOIGTS DU DIABLE
AMERICAN GIGOLO
LA MALEDICTION DE LA VALLEE DES RO
etc... etc...

[illegible]

L'ARBRE AUX SABOTS (IL., V.S.) :
Bonaparte. 8e [REDACTED]
L'ARGENT DE LA VILLE (IL.,
V.D.) : A. [REDACTED] 13e (337-74-39).

26-80).
 LES AVENTURES DU CAPITAINE
 SLOOD (A. v.o.) : Action. 18 (32-
 72-70).
 RABBY LONDON (A. v.o.) : Studio.
 15 (32-72-70).
 S (32-32-80) ; Imperial, 2 (72-
 72-52).
 LES ROBERTS VERTS (A. v.o.) :
 Paramount-Opera, 5 (72-32-31) ;
 Paramount-Montparnasse, 14 (32-32-
 30-80).
 ROAD TO WIZ (A. v.o.) : Studio.
 2 (Bertrand, 7) (73-34-50).
 LES ROCHES (A. v.o.) : DE LA
 BOURGEOISIE (Fr.) : Forum-
 Cinema, 11 (32-37-34).
 S (32-32-80) ; Gaumont.
 S (32-32-80) ; Milyon Film Show.
 2 (32-27-29).
 LA DERNIERE FEMME (A. v.o.) :
 Les Dames de France, 15 (32-52-50).
 LES DAMES DE FRANCE (A. v.o.) : Gaumont.
 S (32-52-50) ; Milyon Film Show.
 15 (32-52-50) ; Pathé, 15 (32-52-
 50-74) ; Cameraphone, 13 (72-42-
 42-30).
 LES DIX COMMANDEMENTS (A. v.o.) :
 U.G.C. Danton, 6 (32-42-30) ;
 Milyon, 5 (32-42-30) ;
 Cameraphone, 13 (32-42-30) ;
 50-10) ; Athina, 13 (72-35-01) ;
 Pathé, 13 (32-40-74) ; Milyon,

FRANÇOIS TRUFFAUT, 14-Juillet-
Parnasse, ■ (328-58-00) : les
tre Cents Coups.

MERCI A LA PRESSE...

dont l'action [redacted]
a permis de présenter ce film
attendu depuis cinq ans...

PASTORALE
de OTAR IOSSELIANI

Vente géorgienne, S.T. français

A partir du mercredi 3.

COSMOS 76, rue de Renne

14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h

**Amateurs de suspense:
tous les lundis, une réduction
à vous couper le souffle.**



Un bon film, c'est idéal pour bien commencer votre semaine. Vous profiterez la réduction ■ lundi. ■ ■ ■ ■ ■ moins 30 % pour tous, dans toutes les salles. Et il ■ ■ ■ ■ ■ également d'autres tarifs préférentiels. Renseignez-vous aux caisses.

LE CINEMA DU LUNDI, C'EST MOINS 30%.

مكتبة من الأصول

MARDI 2 SEPTEMBRE • FESTIVAL DE VENISE
MERCREDI 3 SEPTEMBRE • SORTIE PARIS

BURT LANCASTER
SUSAN SARANDON
MICHEL PICCOLI

ATLANTIC CITY

Un film de
LOUIS MALLE

D'un côté
elle a fait
ce dont il avait
toujours rêvé
un amour
un instant
un homme
riche,
et...



GABRIEL BOUTANI et DENIS HEROUX présentent
BURT LANCASTER • SUSAN SARANDON • MICHEL PICCOLI

dans "ATLANTIC CITY" Un film de LOUIS MALLE

Scénario de JOHN GUARE • Musique de MICHEL LEGRAND • Editeur PEER SOUTHERN CINEMA

Avec HOLLIS MAC LAREN • ROBERT JOY et KATE REID dans le rôle de GRACE

Produit par SELTA FILMS - ELIE KFOURI et CINE NEIGHBORS INC. - Réalisé par LOUIS MALLE



SPECTACLES

parade-Patla, 14 (322-10-23) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

DRAMA DE LA JALOUSIE (T.V.) : 14 (327-57-47).

LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LES ENFANTS DU PARADIS (T.V.) : 14 (327-57-47).

GOLDFINGER (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LE GUEPARD (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

HAIR (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

HISTOIRE D'UN (T.V.) : 14 (327-57-47).

NUIT ST DEMI (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LE TRAIT D'UN (T.V.) : 14 (327-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

ANTHRAKITE, film français d'Edouard Metzinger, 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LA BANQUIÈRE, film français de Francis Girard, 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LE NUL, film américain de Jim Sheridan, 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LE BAR DU TÉLÉPHONE, film français de Claude Barrois, 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LE DÉSERT (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

JEUNE ET INNOCENT (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

JOHNNY GOT HIS GUN (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LE CHÂTEAU (T.V.) : 14 (327-57-47).

LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (T.V.) : 14 (327-57-47).

LAWRENCE D'ARABIE (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LULU (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

MA FEMME EST UNE MORTUÈRE (A.V.) : 14 (322-37-41) : Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) : Clichy-Patla, 14 (322-37-41) : Gaumont-Gambetta, 14 (322-10-96).

LE TRAIT D'UN (T.V.) : 14 (327-57-47).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 1^{er} septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h Une femme, une époque : Marilyn Monroe.

19 h 30 Caméra au poing. Le retour aux îles Galapagos.

19 h 45 Série : « Frigide ». 20 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30 C'est la vie.

19 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

20 h Journal.

20 h 30 Magazine : Question de temps.

21 h 30 C'est la vie. Un reportage sur la vie quotidienne en France. Les problèmes religieux dans ce pays. D'autre part, seront diffusés des interviews en direct de Moscou, Washington et Caracas.

21 h 40 Série : « Pan-West ». Après « Two Shirts », chronique de la vie quotidienne dans deux villes américaines, et « Sundance », relatant les tribulations de deux jeunes hommes à la recherche d'un emploi.

22 h 30 Documentaire : Des villes festives. Reportage sur le Festival de film américain.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Jeune pratique. Le premier emploi.

13 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

13 h 45 Série : « L'homme qui revient de loin ».

14 h Hong-Kong Fou-tou. Le voleur de télévisions.

15 h 30 Croque vacances. Les vacances au 17 h 30. Vidéo la lapin.

18 h 30 Série : « Frigide ». 20 h Journal.

20 h 30 Série : « Mathias Sandorf ». D'après J. Verne, adapt. G. Deshayes, réal. J.-P. Decourt. Avec J. Butron, J. Spéidel.

21 h 30 Série documentaire : « Les Français de tout le monde ».

22 h 30 Documentaire : « Les Français de tout le monde ».

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

13 h 30 Série : « Une affaire pour Manelli ».

14 h Aujourd'hui, madame. Semblables et différents : Les malades mentaux.

15 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

16 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

17 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

18 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

19 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

20 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

21 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

22 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h Une femme, une époque : Marilyn Monroe.

19 h 30 Caméra au poing. Le retour aux îles Galapagos.

19 h 45 Série : « Frigide ». 20 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30 C'est la vie.

19 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

20 h Journal.

20 h 30 Magazine : Question de temps.

21 h 30 C'est la vie. Un reportage sur la vie quotidienne en France. Les problèmes religieux dans ce pays. D'autre part, seront diffusés des interviews en direct de Moscou, Washington et Caracas.

21 h 40 Série : « Pan-West ». Après « Two Shirts », chronique de la vie quotidienne dans deux villes américaines, et « Sundance », relatant les tribulations de deux jeunes hommes à la recherche d'un emploi.

22 h 30 Documentaire : Des villes festives. Reportage sur le Festival de film américain.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Jeune pratique. Le premier emploi.

13 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

13 h 45 Série : « L'homme qui revient de loin ».

14 h Hong-Kong Fou-tou. Le voleur de télévisions.

15 h 30 Croque vacances. Les vacances au 17 h 30. Vidéo la lapin.

18 h 30 Série : « Frigide ». 20 h Journal.

20 h 30 Série : « Mathias Sandorf ». D'après J. Verne, adapt. G. Deshayes, réal. J.-P. Decourt. Avec J. Butron, J. Spéidel.

21 h 30 Série documentaire : « Les Français de tout le monde ».

22 h 30 Documentaire : « Les Français de tout le monde ».

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

13 h 30 Série : « Une affaire pour Manelli ».

14 h Aujourd'hui, madame. Semblables et différents : Les malades mentaux.

15 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

16 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

17 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

18 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

19 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

20 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

21 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

22 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h Une femme, une époque : Marilyn Monroe.

19 h 30 Caméra au poing. Le retour aux îles Galapagos.

19 h 45 Série : « Frigide ». 20 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30 C'est la vie.

19 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

20 h Journal.

20 h 30 Magazine : Question de temps.

21 h 30 C'est la vie. Un reportage sur la vie quotidienne en France. Les problèmes religieux dans ce pays. D'autre part, seront diffusés des interviews en direct de Moscou, Washington et Caracas.

21 h 40 Série : « Pan-West ». Après « Two Shirts », chronique de la vie quotidienne dans deux villes américaines, et « Sundance », relatant les tribulations de deux jeunes hommes à la recherche d'un emploi.

22 h 30 Documentaire : Des villes festives. Reportage sur le Festival de film américain.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Jeune pratique. Le premier emploi.

13 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

13 h 45 Série : « L'homme qui revient de loin ».

14 h Hong-Kong Fou-tou. Le voleur de télévisions.

15 h 30 Croque vacances. Les vacances au 17 h 30. Vidéo la lapin.

18 h 30 Série : « Frigide ». 20 h Journal.

20 h 30 Série : « Mathias Sandorf ». D'après J. Verne, adapt. G. Deshayes, réal. J.-P. Decourt. Avec J. Butron, J. Spéidel.

21 h 30 Série documentaire : « Les Français de tout le monde ».

22 h 30 Documentaire : « Les Français de tout le monde ».

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

13 h 30 Série : « Une affaire pour Manelli ».

14 h Aujourd'hui, madame. Semblables et différents : Les malades mentaux.

15 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

16 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

17 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

18 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

19 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

20 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

21 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

22 h 30 Pauline. « L'aventure » sur bout de la route.

PARIS 1980

La Ville de Paris présente le

18^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS

en co-production avec

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

Hommage à Igor Stravinski

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Du 10 au 21 Septembre (1)

THE NEW-YORK CITY BALLET

TROIS PROGRAMMES DIFFÉRENTS

ORCHESTRE COLONNE

Du 6 au 12 Octobre (2)

TWYLA THARP

DANCE FOUNDATION

Du 18 au 22 Novembre (3)

BALLET DE L'OPERA DE PARIS

ORCHESTRE COLONNE

SOIRÉES 20h30 • MATINÉES 14h30, 14, 21 SEPT - 12 OCT - 23, 30 NOV

MATINÉES 15h, 13, 20 SEPT - 11 OCT - 22 NOV

RELACHE LES 15 SEPTEMBRE, 10 OCTOBRE, 24, 27 NOVEMBRE

THÉÂTRE LE PALACE

Du 11 au 15 Novembre (4)

BOWYER AND BRUGGEMAN

DANCE COMPANY

SOIRÉES 20h30 • RELACHE LE 9 NOVEMBRE

Théâtre, Agences, par Téléphone 225 44 36 et par Correspondance

HISTOIRE

L'acte de reddition de von Choltitz ne fut pas signé dans l'ancienne gare Montparnasse

M. Pierre Bourget, auteur de « Paris 1940-1944 » (éditions Plon), nous écrit :

C'est avec surprise que j'ai lu dans le Monde, à propos de la reddition de von Choltitz, commandant des forces allemandes de Paris, au général Leclerc, le 25 août 1944, que l'acte de reddition fut signé dans la vieille gare Montparnasse, aujourd'hui disparue, le 25 août à 16 heures, en présence du général de Gaulle.

Rien n'est moins conforme à la réalité des faits, qu'il convient de rappeler que le 25 août, c'est vers 15 heures que le général de Gaulle, accompagné de son état-major, est allé à la gare Montparnasse, où il a rencontré le général Leclerc, commandant des forces françaises de Paris, et le général von Choltitz, commandant des forces allemandes de Paris.

La signature a eu lieu dans la salle de billard de l'appartement de von Choltitz, au 14, boulevard du Palais.

De là, Choltitz fut transporté à bord d'un véhicule blindé de la 2^e D.B. à la gare Montparnasse, où était établi le P.C. du général Leclerc. C'est dans un bureau de la gare que le général allemand

signa une quinzaine d'ordres particuliers aux « points d'appui » fortifiés encore tenus par ses soldats dans la capitale, leur enjoignant de cesser « immédiatement » le combat ; ces ordres furent portés aux Allemands qui tenaient encore ces points fortifiés par des officiers allemands porteurs du drapeau blanc des parlementaires, accompagnés d'officiers français. Après quoi, Choltitz signa un dernier papier, une lettre de protestation au commandement allié : « Les bagages personnels avaient disparu après sa capture à l'hôtel Meurice. Indiquons au passage que l'unique photographie de Choltitz est son paraphe sur un papier dans un bureau de la gare Montparnasse, l'acte de reddition présenté comme tel, portant la signature de sa reddition, en fait, montre précieusement que Choltitz se livrait à des activités, le colonel Rol, chef des F.F.I. de l'île-de-France, appuyé par MM. Chaban-Delmas et Kriegel-Valrimont, obtenait du général Leclerc qu'il appose aussi sa signature sur l'acte de reddition de Choltitz, la possession du commandant de la 2^e D.B. L'en-tête de ce texte fut alors modifié manuellement par un officier de la 2^e D.B., le lieutenant-colonel de Guillebon, pour devenir : « Conventions de reddition entre le colonel Rol, commandant des F.F.I. de l'île-de-France, et le général von Choltitz, commandant des forces allemandes dans la région de Paris, d'autre part. » C'est fait, Rol signa sur la feuille de papier dactylographiée la droite de Choltitz, le général allemand n'ayant pas été informé de cette modification apportée à l'acte de reddition. Quand il arriva à la gare de Montparnasse après cet ajout au texte de la reddition allemande, le général de Gaulle fit une observation à Leclerc :

« D'abord, cela n'est pas exact. D'autre part, vous êtes dans l'obligation de préciser le plus exact possible, par conséquent, seul responsable. Mais, surtout, la réclamation que vous a conduite à admettre ce libellé procède d'une tendance inacceptable (1) : les faits sont les faits, et il ne faut pas, surtout, la plaque de marbre apposée place du 18-Juin-1940 et fleurie chaque année le 25 août.

(1) Charles de Gaulle. Mémoires de guerre. Paris 1966. Tome II, pages 305-306.

Porto OFFLEY

Distribué par St-Raphaël

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Départ en retraite précoce et allocation de chômage

Mme B... sur son départ en retraite depuis quelques jours. Elle a une impatience une réponse à son ASSEDI (1). Elle vient de son anniversaire, employée à la banque, elle a 55 ans, elle est en retraite, comme tout le personnel atteignant cet âge, le régime de retraite des banques est particulièrement défavorable. Elle cotise au régime général comme tout un salarié et a un régime complémentaire.

Mme B... en régime complémentaire ne peut pas obtenir une pension au prorata du temps de cotisation. Elle a cotisé 15 ans, elle a droit à une pension de 42 % de son salaire de référence. Elle a cotisé 15 ans, elle a droit à une pension de 42 % de son salaire de référence. Elle a cotisé 15 ans, elle a droit à une pension de 42 % de son salaire de référence.

Mme B... qui a travaillé pendant vingt-cinq ans dans la banque, a obtenu une pension de 42 % de son salaire de référence. Elle a cotisé 15 ans, elle a droit à une pension de 42 % de son salaire de référence. Elle a cotisé 15 ans, elle a droit à une pension de 42 % de son salaire de référence.

Mme B... qui a travaillé pendant vingt-cinq ans dans la banque, a obtenu une pension de 42 % de son salaire de référence. Elle a cotisé 15 ans, elle a droit à une pension de 42 % de son salaire de référence. Elle a cotisé 15 ans, elle a droit à une pension de 42 % de son salaire de référence.

SPORTS

Sources sur la voie publique : quelles autorisations ?

Il n'est pas rare que des épreuves sportives soient organisées sur la voie publique, notamment les courses à pied, les cyclismes, les triathlons, etc. Ces épreuves sont soumises à des autorisations de la part des services de la police et de la gendarmerie.

Les épreuves sportives sont soumises à des autorisations de la part des services de la police et de la gendarmerie. Les épreuves sportives sont soumises à des autorisations de la part des services de la police et de la gendarmerie.

ECHecs

Le championnat de France

VICTOIRE DE LOUIS ROOS JEAN-LUC SERET ET THIERRY MANOUCK

Le cinquième championnat de France masculin a été remporté par Louis Roos, Jean-Luc Seret et Thierry Manouck. Les trois joueurs ont obtenu la victoire à la fin d'une compétition très disputée.

Le cinquième championnat de France masculin a été remporté par Louis Roos, Jean-Luc Seret et Thierry Manouck. Les trois joueurs ont obtenu la victoire à la fin d'une compétition très disputée.

JEUX

SOLUTION DU PROBLÈME N° 27

Les logogripes croissants et décroissants

1) Logogriphe croissant. I. A (l'ère) pour symbole : a. II. Ra. III. Ars (du latin armus, « épaule d'animal »). IV. Mars (espèce de papillon diurne). V. Mares. VI. Marées. VII. Mariées. VIII. Mariages. IX. Amariées (acceptation la plus usuelle d'amarié : habitude de mer).

2) Logogriphe décroissant. X. Lanterne. XI. Lanterne (amuser, à entre autres, le sens d'occuper, distraire, en fait, perdre le temps). XII. Lanterne. XIII. Lanterne. XIV. Lanterne. XV. Lanterne.

CIRCULATION

LES CONTRAVENTIONS PLUS CHERES

Ce lundi 1^{er} septembre entrent en vigueur les nouveaux barèmes des contraventions. Les augmentations les plus fortes concernent le stationnement dans les zones de circulation, les dépassements de la vitesse autorisée et les retards de priorité.

Pour les autres amendes électorales, la hausse est plus modérée. Les amendes pour stationnement dans les zones de circulation passent de 120 à 150 F, de même que les amendes pour dépassement de la vitesse autorisée.

Ces amendes pour stationnement dans les zones de circulation passent de 120 à 150 F, de même que les amendes pour dépassement de la vitesse autorisée.

CONCOURS

RECRUTEMENT D'INSPECTEURS DE LA POLICE NATIONALE

Le ministère de l'Intérieur organise, les 6 et 7 janvier 1981, un concours de recrutement d'inspecteurs de la police nationale. Le concours est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme de bachelier ou d'un diplôme équivalent.

Le ministère de l'Intérieur organise, les 6 et 7 janvier 1981, un concours de recrutement d'inspecteurs de la police nationale. Le concours est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme de bachelier ou d'un diplôme équivalent.

CARNET

Mariages

Le directeur de l'école normale supérieure et Mme Jean BOUSQUET ont le plaisir de faire part du mariage de leur fille.

Décès

M. et Mme Yves Blondel, de leur fille, ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Anniversaires

M. et Mme Pierre Lohner ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Messes commémoratives

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Communications diverses

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Reouverture demain

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Le Monde

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LES RÉFUGIÉS

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Le Monde

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LES RÉFUGIÉS

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Le Monde

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LES RÉFUGIÉS

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

Le Monde

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LES RÉFUGIÉS

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

M. et Mme Henri Piatier ont le plaisir de faire part du décès de leur fils.

La France et l'Italie utilisent mieux leur énergie que l'Allemagne et le Royaume-Uni

هكذا من الأصل

ÉCHANGES AVEC DES PAYS TIERS

Le nouvel accord de Belgrade avec la C.E.E. Un coup de fouet pour la Yougoslavie?

L'ACCORD commercial entre la Yougoslavie et la Communauté européenne, signé au début de cette année à Belgrade, est entré en vigueur le 1^{er} juillet. L'accord est valable pour cinq ans et peut être prolongé un an avant son expiration. Il s'agit d'un accord de type "à la carte", c'est-à-dire qu'il n'entraîne pas de nouvelles obligations économiques de la Yougoslavie ou des partenaires de l'Europe occidentale.

A Belgrade, on parle d'une nouvelle étape dans les relations entre la Yougoslavie communiste, mais non alignée, et les pays de l'Europe occidentale, membres de la Communauté européenne. Différentes déclarations de dirigeants politiques yougoslaves et de hauts fonctionnaires de l'économie laissent entendre que, à l'avenir, Belgrade voudrait encore renforcer sa coopération avec la Communauté européenne. Pour les deux côtés, il est évident qu'il s'agit d'une coopération et d'un accord particuliers : car leurs systèmes économiques et sociaux sont fondamentalement différents.

La Yougoslavie, plus que d'autres pays communistes, a adopté dans son système certains éléments de l'économie de marché. Le niveau d'évolution de la Yougoslavie, notamment de ses républiques et provinces du Sud et de l'Est, ne peut guère être comparé à celui de l'Europe occidentale. La Communauté européenne a expressément accepté la position de la Yougoslavie comme "pays européen méditerranéen non aligné". Pour la Yougoslavie, l'accord avec la C.E.E. — un accord avec la C.E.E. a été simultanément signé — signifie un accès plus facile aux marchés de la Communauté. Pour plus de 70 % des produits d'exportation de la Yougoslavie, la C.E.E. a supprimé les taxes douanières et les contingents.

Pour les produits agricoles, toutefois, un système combiné de taxes douanières de protection reste en vigueur. Des restrictions subsistent également pour des produits qui pourraient menacer les producteurs des pays membres de la C.E.E. Pour protéger son propre marché, la Yougoslavie peut lever des taxes sur les produits de la C.E.E. qui ne font également pas partie de son développement. En même temps, la Yougoslavie a obtenu la classe du pays la plus favorisée.

Une chance

L'accord représente pour Belgrade une chance considérable d'élargir ses échanges avec l'Europe occidentale et de diminuer le déficit commercial chronique avec les pays de la C.E.E. La Yougoslavie a subi une inquiétude depuis longtemps les spécialistes yougoslaves de l'économie et a finalement conduit à la récente dévaluation du dinar. Les exportations yougoslaves vers les pays de la C.E.E. ont diminué de 35 %, en 1972, à 22 % en 1978. Sous le signe de ce déficit et d'une inflation de plus en plus forte, la coopération économique entre la Yougoslavie et les pays de l'Europe occidentale n'arrivait plus à dépasser un certain seuil.

De plus, il est apparu que le système économique yougoslave n'offrait pas de stimulants particuliers pour l'exportation — notamment pour des exportations en direction de l'Ouest. Des firmes occidentales, qui avaient signé des accords de coopération avec des partenaires yougoslaves, se plaignaient souvent de leur faible productivité au travail et de leur manque d'efficacité.

Le système yougoslave d'auto-gestion avec ses structures compliquées et sa tendance aux discussions sur les lieux de travail contenait également des éléments défavorables à l'exportation. Déjà, la durée habituelle du travail en Yougoslavie, de 7 heures du matin à 14 heures, était trop longue pour permettre aux travailleurs, après leur travail, un "job" par rapport à l'industrie occidentale, dans une position difficile. Les tentatives pour y remédier ont jusqu'à présent échoué à cause d'une très forte opposition des intérêts et des syndicats yougoslaves. En outre, les Yougoslaves, au cours des dernières années,

ont appris à connaître les bienfaits de la modernité développée. Or ils ne peuvent pas, à la longue, produire plus que ce qu'ils produisent.

L'économie yougoslave — divisée en entreprises d'auto-gestion — en organisations du travail — s'intéressait plus à l'importation qu'à l'exportation. Lorsque les clients des ventes à l'étranger étaient plus faciles vers l'Union soviétique et l'Europe de l'Est qu'en direction de l'Occident, l'U.R.S.S. avait souvent un intérêt important pour les produits yougoslaves. Des représentants de l'Union soviétique étaient prêts à acheter d'avance les productions yougoslaves, sans avoir vu auparavant les produits. Pour les Yougoslaves, ce n'était pas une vue de l'esprit : la Yougoslavie, comme elle le sait, prend cette voie. Il y aura également des répercussions sur le climat général du pays.

Les Yougoslaves comprennent maintenant qu'ils ont, au cours des années passées, été jetés trop vivement dans l'ivresse euphorique de la consommation, sans voir l'envers de la médaille, c'est-à-dire que le niveau de vie, qui est le nôtre, est copié de l'Europe

occidentale, n'a été par la seule consommation, en premier lieu, la production et la consommation.

Pour une Yougoslavie sans Tito, l'accord de la C.E.E. a également des aspects qui touchent l'économie et la politique intérieure. Le pays qui signe un tel accord se doit de rendre son économie compétitive sur le marché de l'Europe occidentale. Les modèles de planification de type soviétique ne lui ont pas aidé, pas plus qu'une économie planifiée en général. Il doit s'exposer au souffle rude du marché et de la concurrence. Il doit pouvoir offrir des produits de qualité impeccable avec une production massive, et pour cela il a besoin de la technologie occidentale, du marketing, en un mot : d'une économie basée sur le rendement et non sur une vue de l'esprit.

La Yougoslavie, comme elle le sait, prend cette voie. Il y aura également des répercussions sur le climat général du pays. Les Yougoslaves comprennent maintenant qu'ils ont, au cours des années passées, été jetés trop vivement dans l'ivresse euphorique de la consommation, sans voir l'envers de la médaille, c'est-à-dire que le niveau de vie, qui est le nôtre, est copié de l'Europe

occidentale, n'a été par la seule consommation, en premier lieu, la production et la consommation. Il apparaît maintenant, également, de nombreuses entreprises yougoslaves, jusqu'à présent, n'avaient pas su se présenter avec une image étrangère. Quelques-unes d'entre elles ont même trop insisté sur leur "exotisme" à l'extérieur.

Il faut aussi comprendre que la conception orientale du travail qui existe encore dans certaines parties de la Yougoslavie est un obstacle sérieux, — mais serait-il un grand pas en avant, tant économique que politique.

Cela sera la grande tâche de la C.E.E. et des immigrants yougoslaves travaillant, en peut-être qu'ils ont été efficients lorsqu'ils poursuivaient un but tangible. Ce sont les ouvriers recherchés et appréciés en Europe occidentale. Si, dans quelques régions de la Yougoslavie, il y a un grand pas en avant, apparemment, de l'économie.

KARL GUSTAF STROEHM.

UNE CURIEUSE HISTOIRE DE CHAMPIGNONS

L'ombre de Pékin gêne le commerce de Taiwan avec la C.E.E.

M. YI-TING WONG, vice-ministre de l'économie de la République de Chine, Taiwan, dans la République occidentale, se livre à un débat au sujet de la Communauté européenne : « Nous sommes déçus », dit-il à propos de l'Europe. Et immédiatement il cite un exemple. Taiwan, jusqu'à présent le principal fournisseur de l'Allemagne en champignons, du premier au dernier choix, les garnissaient allégrement de leurs champignons et leurs produits. Mais les relations économiques entre Taiwan et la C.E.E. sont en difficulté.

En 1978, le volume des échanges commerciaux entre l'Europe et la République de Chine s'élevait à 1,2 milliard de dollars. L'Allemagne enregistrait une balance commerciale positive d'un montant d'environ 400 millions de dollars. Pour l'ensemble du commerce avec la République de Chine, Taiwan, les 10 milliards de dollars représentaient une part de 12,23 %. L'Asie avec 32,97 % y tient le premier rang, mais le commerce, bien que Washington entretienne également des relations avec Pékin.

Les échanges entre la C.E.E. et Taiwan, qui ont constamment augmenté depuis 1961 (montant : 10 millions de dollars), ont une exception : en 1979, la C.E.E. dans l'ensemble du commerce avec Taiwan a diminué.

Comment les Européens se partagent le gâteau de Taiwan ? La République de Chine d'Allemagne, 34 %, mais toujours le plus gros acheteur, mais une tendance à la baisse. En 1971, les échanges représentaient encore 42 %. Les Français agissent le plus souvent, ils ont augmenté leur part de 4 % en 1971 à 7,7 %, et la C.E.E. se poursuit.

Les accords commerciaux sont en faveur de Taiwan, et la Lufthansa veut organiser des vols vers Taipei à partir de 1981, étant donné que les échanges politiques et la route de Pékin ne lui ont apporté que des déceptions.

Du point de vue économique, les échanges de la C.E.E. pour Pékin ne sont pas payants. En 1978, neuf importations de la Chine ont dépassé le montant d'un milliard de dollars, de Taiwan pour 1,8 milliard de dollars, des appareils électroniques et des produits chimiques. En revanche, le continent représentait un meilleur marché pour l'Europe avec 1,9 milliard de dollars.

En outre, Taiwan, rapidement de la zone des pays à bas salaires. D'autres, surtout les Philippines, prennent sa place. Taiwan, on attache l'importance à un haut niveau technologique, à une plus-value, à une faible dépense énergétique, aux ouvriers qualifiés et à une bonne capacité de travail. La région industrielle de Kaohsiung, Grand et Taichung sont en compétition afin de procurer les ouvriers qualifiés pour la production d'appareils de télévision, ce qui entraîne une augmentation des rémunérations.

Malgré cette évolution, la République de Chine a une expansion élevée avec 12,7 % en 1979, contre 12,5 % de l'Asie et 8,5 % en Thaïlande.

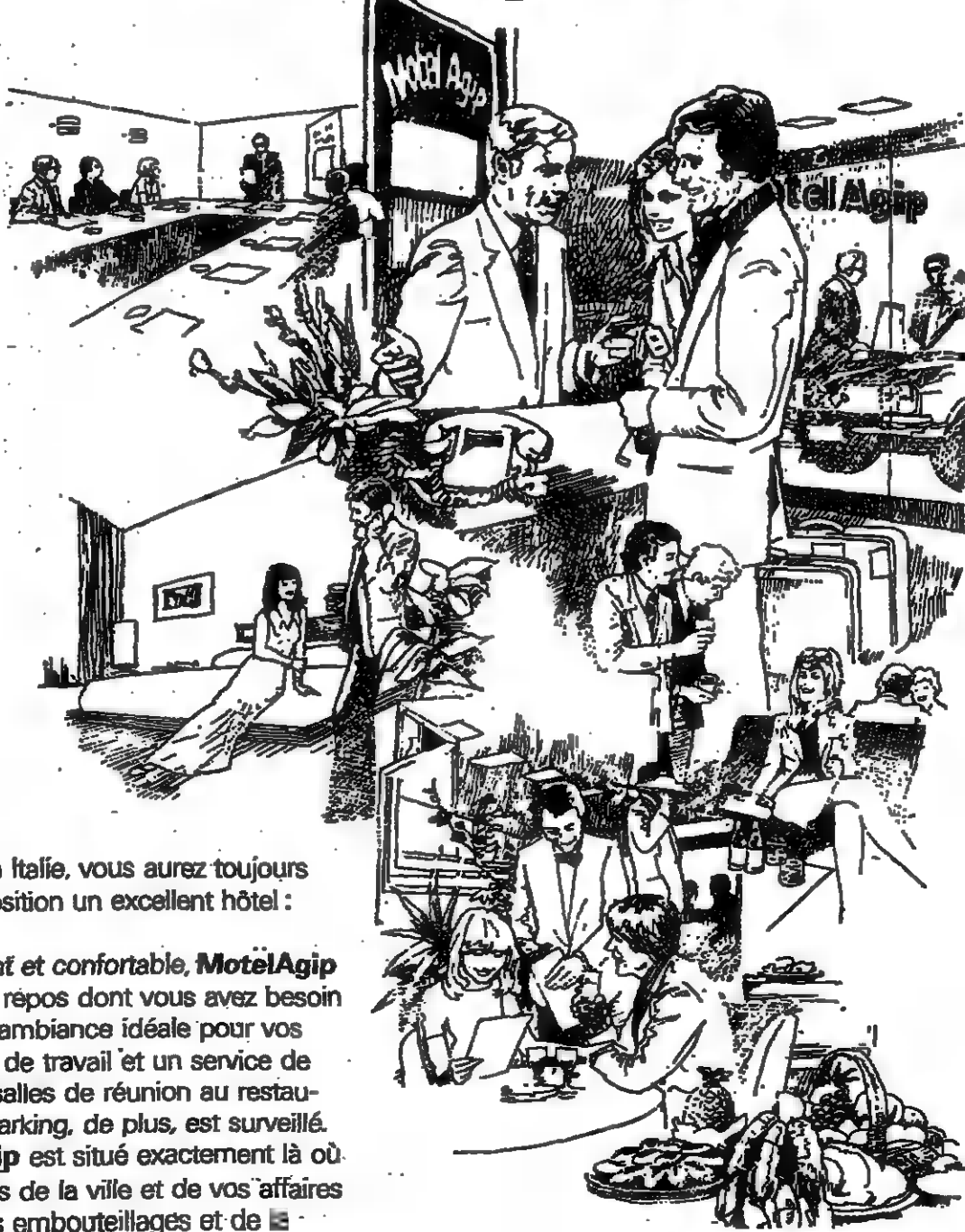
M. Yi-Ting Wong, qui a sept revers consécutifs à la C.E.E. :

- 1) aux échanges commerciaux multinationaux ;
- 2) à la libération de la C.E.E. ou d'allègements fiscaux les produits en provenance de la République de Chine ;
- 3) suppression des contingents d'importation ;
- 4) préférences pour Taiwan ;
- 5) échange d'informations sur les conditions économiques et sociales ;
- 6) meilleure représentation des producteurs et commerçants ;
- 7) délivrance plus rapide et plus sûre des visas pour Taiwan.

La délégation, qui rendra prochainement visite à la C.E.E., pourra-t-elle obtenir quelque chose ? Il s'agit là d'une question difficile. Mais il y a un point qui devrait savoir : le commerce entre les ennemis chinois s'accroît. Malgré les démonstrations de force, Pékin et Taipei sont très intéressés à ce que Taiwan prospère. Car Taiwan est la vitrine de la Chine. Lorsque dix-sept millions d'hommes accomplissent de telles performances économiques, que ne pourraient-ils obtenir de millions d'hommes, lorsque les conditions s'améliorent pour eux ?

HANS-HERBERT HOLZMAYER.

Partout en Italie sur votre route, Motel Agip lieu d'étape idéal.



Partout en Italie, vous aurez toujours à votre disposition un excellent hôtel : Motel Agip.

Accueillant et confortable, Motel Agip vous offre le repos dont vous avez besoin ainsi qu'une ambiance idéale pour vos rendez-vous de travail et un service de qualité, des salles de réunion au restaurant ; notre parking, de plus, est surveillé.

Motel Agip est situé exactement là où il le faut : près de la ville et de vos affaires mais loin des embouteillages et de la confusion de la circulation.

Motel Agip vous offre beaucoup d'avantages et offre gracieusement à ses clients la "Fidelity Card".

Ancona - Bari - Bologna - Brescia - Cagliari - Catania - Catanzaro - Caserta - Cremona - Firenze Nord - Grosseto - Livorno - Macerata - Matera (MC) - Modugno (NU) - Monforte (MI) - Milano Ovest (Tang) - Milano Sud - Modena Nord - Montalto di Caserta (VI) - Muccia (MC) - Napoli - Nuoro - Palermo - Pescara - Pistoia (PT) - Roccapietra (AQ) - Roma Ovest - Sarzana (SP) - Sassari - Savona - Siracusa - Spoleto (PG) - Torino (Sestima) - Tortona - Trento - Trieste - Udine - Varese - Verona - Vicenza.

Pour toute documentation s'adresser à SEM - P.zza E. Mattei 1 - Roma - tel. 5796307 - 61627

Motel Agip
offre toujours plus d'avantages

M. CLAUDE VILLAIN : lutter sur deux fronts

M. ROBERT Mc

EUROPE
U R O P
EUROPA

Jacqueline
Garza
Stampa
Walter Sp
Réda
Grepin.
Publicis
Monde
Stampa
Dietrich
Coordonne
Copyright

MAMARA : de l'

réduction : Pierre Drouin,
Grapin (« Le Monde »,), Pierre
Gilli, Mario Fasanotti (« la
John Greig, Marc Spanier
men »,), Ingeborg Scherwoll,
Wegel (« Die Welt »),
on : Jacqueline

Yves Morvan (« le
Dino Secchia («
Bryan Todd (« The Times »),
Windberg (« Die Welt »),
eur : Eric Wolfenschn.
« Le Monde ».

100

La volonté logique aux désillusions

[illegible]

■ ■ ■ *l'énergie morale* ■ ■ ■

CLAUDE JULIEN.

7

CH

« Impressionnante inamovibilité (laquelle ne l'a pas empêché de servir le monde) », principal, poste élevé dans la hiérarchie bruxelloise. De quoi est-il fait ? Plus de deux ans d'intenses pourparlers quotidiens pour aboutir à l'Acte final de la C.S.G.E. (accords sur la sécurité et la coopération en Europe) qui a été signé à Helsinki par la Communauté en août 1973. Plus significatif encore, les négociations en vue de la conclusion d'un accord entre la Communauté et l'Union soviétique ont commencé voici deux ans.

relations entre la Communauté et le Cosecon; que, compte tenu du prix qu'attachent les Russes, un accord doit absolument être signé si l'on veut éviter une détérioration des relations à peu près normales, avec beaucoup des pays d'Europe orientale.

« Bien sûr, ces événements — comme l'invasion de l'Afghanistan — n'ambroient pas le climat politique. Mais cependant, nous nous marchons vers le normal, et le lancement se poursuivra. En juillet, M. Kawan rencontrait, dans une nouvelle fois, les interlocuteurs du Cosecon à Genève.

C'est, on s'en rend compte, le

contrainte d'une négociation à l'usage a été signé en juillet. FH. L.

(Page 19 du livre 19.)

En privé, nous sommes publicités. Il est très facile de nous faire passer pour user de son prestige et de son argent à des fins humanitaires, qui ne sont que des responsabilités. Il y a quelque chose de mystérieux

à propos de qui, pendant vingt ans, au Pentagone puis à la Banque, a eu des prières et des plus graves problèmes de l'humanité. Mais comment qu'il soit, le bien de la Banque est plus simple à analyser que le bien personnel des hommes qui l'a si longtemps menée à son accomplissement.

membres de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), dont l'idée publique au développement n'atteint pas le monde arabe, et les pays du tiers-monde, auxquels il est interdit de participer aux politiques de développement, afin d'éviter d'attirer

A travers l'histoire et l'actualité de McNamara s'esquisse une vision assez représentative du monde : « Les aspects particuliers de certains groupes d'intérêt au sein des pays riches, l'emportent sur ceux de la vision des hommes et des choses pays pauvres, que les pays

EUROPE
UR
OP
OP
EUROPA

réduction : Pierre Drozin,
Jacqueline Gropin (« Le Monde »), Pierre
Gazzaroli, Mario Fazzonotti (« la
Stampa »), John Greig, Hans Spanier
(« Times »), Ingeborg Schewohl,
Walter Spiegel (« Die Welt »).
Rédaction : Jacqueline
Gropin.
Publié : Yves Morvan (« le
Monde »), Daniel Seccin (« la
Stampa »), Bryan Todd (« The Times »),
Diatrich Windberg (« Die Welt »).
Coordonnateur : Eric Wolfensahn.
Copyright « Le Monde ».

■ ■ ■ l'énergie morale

CLAUDE JULIEN.

relations entre la Communauté et le Cosecon; que, compte tenu du prix qu'attachent les Russes, un accord doit absolument être signé si l'on veut éviter une détérioration des relations à peu près normales, avec beaucoup des pays d'Europe orientale.

« Bien sûr, ces événements — comme l'invasion de l'Afghanistan — n'ambroient pas le climat politique. Mais cependant, nous nous marchons vers le normal, et le lancement se poursuivra. En juillet, M. Kawan rencontrait, dans une nouvelle fois, les interlocuteurs du Cosecon à Genève.

C'est, on s'en rend compte, le

contrainte d'une négociation à l'usage a été signé en juillet. FH. L.

TOT
Compagnie Française
COST-COM

Des ingénieurs
Carrière hors
ordres battus...

TEDEBANQUE

OFFRES D'EMPLOI	La Type	La Type T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	37,00	87,03
IMMOBILIER	14,00	18,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ENCADRÉS	Le m/m est.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

UN INGÉNIEUR POUR CRÉER ET DIRIGER NOTRE FILIALE EN EXTRÊME-ORIENT

Groupe industriel français de dimensions internationales, nous créons une filiale en Extrême-Orient. Chargée aussi bien de représenter nos intérêts dans la région que d'assurer sur place les productions industrielles nécessaires à nos activités, cette filiale doit compter à terme une vingtaine de collaborateurs (ingénieurs et techniciens) et gérer un budget de 200 à 300 Millions de francs.

Le profil idéal des candidats intègre une solide expérience (10 ans minimum) de montage d'unités industrielles « clé en main » à l'export, en pétrochimie, sidérurgie, etc. si possible dans une entreprise américaine d'ingénierie.

L'anglais est naturellement indispensable. Les dossiers seront traités avec une totale discrétion. Ils sont à adresser, sous réf. 79799 MAMLE, à HAVAS CONTACT, 158, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

TOTAL Compagnie Française des Pétroles

La Direction Développement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION, recherche des

COST-CONTROLLER

Intégrés dans une équipe de projet de construction d'installations pétrolières ou pétrochimiques à terre ou en mer, leur mission sera de :

- actualiser en permanence le coût des projets en se fondant sur les données techniques fournies par les bureaux d'ingénierie et les entreprises.
- vérifier l'évolution des coûts des fournisseurs et prestataires de services, analyser les écarts par rapport aux estimations d'origine et proposer des actions correctives quand il en paraîtra nécessaire.

Ingénieurs de formation, les candidats, âgés de 25 ans minimum, doivent posséder de solides notions de planning, d'actes, de contrats et une pratique de quelques années du « Cost-Control » de chantier et d'ingénierie dans le secteur pétrolier ou pétrochimique si possible.

La maîtrise courante de la langue anglaise est indispensable et des connaissances de base en informatique sont appréciées.

Des missions à l'étranger et des expatriations en famille sont à envisager.

Si ces perspectives vous intéressent adressez lettre manuscrite + C.V. + photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16 sous référence DM002

Création de poste

180 000 F+, et logé (y compris avantages expatriés)

PLANT AND EQUIPMENT MANAGER

Jeune Ingénieur - A.M. - I.C.A.M. Spécialité : diesel - hydraulique

Important groupe français international, spécialisé dans les travaux pétroliers on shore, offre à un jeune ingénieur, libéré des obligations militaires, une très intéressante perspective de carrière.

MISSIONS : Il devra, après une période de formation de quelques mois en France et aux U.S.A., prendre progressivement en charge la responsabilité de la gestion du très important parc d'équipements spécialisés employés sur les chantiers de la Société en Afrique du Nord : grues de capacité - engins de Travaux Publics - groupes générateurs et compresseurs - grues lourdes - barges de transport et de stockage - remorqueurs etc... valeur 45 millions de francs. Dépendant du Directeur de la Société, il aura tout d'abord un premier temps des missions d'organisation, de planification et d'optimisation des coûts. En ce qui concerne les responsabilités techniques, il devra veiller à l'expérience et de l'appui du Chef mécanicien de la Société, responsable de l'entretien du parc d'équipements.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat d'excellent potentiel ayant un intérêt technique marqué pour un matériel moderne, organisateur, gestionnaire et capable d'assumer rapidement d'importantes responsabilités. Très bonne connaissance de la langue anglaise écrite et parlée. Formation complémentaire en gestion appréciée. Voiture de location à disposition.

Lieu de travail : base grande ville d'Afrique Noire.

sélé CEGOS Adressez votre manuscrite, C.V. et photo sous référence 73532/M, à M. Clère, 33, quai Gallieni, 92152 Suresnes.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

New position

Salary: US Dollar 70,000+, housing expenses (This includes expatriate compensation package)

PROJECT MANAGER MARINE WORKS

A major offshore construction company, located in West Africa, is looking for the manager of its "marine and river works" division.

JOB OBJECTIVES: This manager will report directly to the Managing Director and will be the leader of this fast growing activity. He will in particular:

- manage and supervise contracts awarded to the company
- develop new activities

Successful candidates should be "Entrepreneur" minded professionals, capable of taking over personally if necessary and having a good field experience of derrick-barge works (3 years minimum experience required).

An Engineer Degree is required.

Fluent French and English.

Location: operating base in Port Harcourt (Nigeria) - frequent local travelling

sélé CEGOS Please mail handwritten, current resume and your I.O. picture to: M. Clère, 33, Quai Gallieni, 92152 Suresnes (France) sous référence 73532/M.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

COLAS

Jeunes ingénieurs: une carrière hors des sentiers battus...

L'expansion continue du Groupe COLAS (100 Agences françaises, implantations en Afrique, en Amérique en Europe et au Moyen-Orient) s'est accrue et accélérée au cours des premiers mois de l'année 1980 par une large diversification de ses activités vers le Génie Civil et par les nouvelles implantations à l'étranger, notamment aux U.S.A. et en Amérique Latine.

Nous recherchons des ingénieurs intéressés par l'innovation et par la mobilité qu'ils impliquent.

Nous nous adressons à de futurs hommes d'affaires, concrets, dynamiques, au tempérament d'entrepreneurs qui veulent leur vie professionnelle et qui aiment tout dans leur métier: non seulement l'aspect technique mais les responsabilités humaines, commerciales et de gestion. Ils auront bien des managers dans l'âme, en plus de l'étroite collaboration avec leurs collègues après quelques années de chantier, la direction d'affaires (agences, filiales, gros chantiers) de plus en plus importantes.

Depuis longtemps, nous recrutons et formons des débutants. Nous continuons dans cette voie et désirons intégrer une quinzaine dans les mois à venir. Si vous voulez en faire partie, adressez-nous votre lettre de motivation au Service du Recrutement 39, rue de Colbe - 75015 PARIS.

CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (Convention ACP-CEE - Luxembourg) à Bruxelles, engage :

INDUSTRIELS EXPÉRIMENTÉS

Il s'agit de recruter :

- Pour les cadres : d'ingénieurs en techniques industrielles ou en gestion d'unités industrielles ou économiques ou industrielles.
- Pour les cadres moyens : d'ingénieurs en techniques industrielles ou en gestion d'unités industrielles ou économiques ou industrielles.
- Pour les cadres supérieurs : d'ingénieurs en techniques industrielles ou en gestion d'unités industrielles ou économiques ou industrielles.

En outre :

- pour les cadres : d'ingénieurs en techniques industrielles ou en gestion d'unités industrielles ou économiques ou industrielles.
- pour les cadres moyens : d'ingénieurs en techniques industrielles ou en gestion d'unités industrielles ou économiques ou industrielles.
- pour les cadres supérieurs : d'ingénieurs en techniques industrielles ou en gestion d'unités industrielles ou économiques ou industrielles.

Expérience de 15 ans minimum dans le secteur du développement industriel, avec des préférences 10 ans d'expérience pratique dans l'industrie.

avoir une solide expérience des fonctions de responsabilité ;

avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans les pays ACP ou CEE.

Activités du Centre : promotion industrielle, organisation de la formation, assistance aux industries ACP, études et informations industrielles, technique et marketing.

Les rémunérations du CDI sont intéressantes par rapport aux normes européennes, et la durée éventuelle des contrats est de 4 ans.

Adressez dossier de candidature avant le 30 septembre 1980 à :

La DIRECTION - Centre pour le Développement Industriel, avenue Georges-Henri 11 - 1050 BRUXELLES

Les candidats ne remplissant pas les conditions requises et descriptives du poste ne seront pas retenus.

GRUPE BANCAIRE à vocation multinationale souhaite proposer à un

JURISTE DE BANQUE

pouvant attester de 5 à 10 ans de carrière réussie dans la profession, de participer à son expansion. Conseiller permanent des exploitants, il devra également avoir des qualités de négociateur et être disponible pour des missions à l'étranger.

Adressez C.V. manuscrite sous référence 8894/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS Discretion d'usage assurée.

emplois internationaux emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Société internationale allemande, leader européen sur son marché, recherche pour son siège en

ALLEMAGNE SON ASSISTANT au directeur administratif et financier Membre du Directoire

Le candidat devra apporter assistance, notamment dans les domaines suivants :

- le controlling,
- le suivi des affaires spéciales (acquisitions, investissements, etc.),
- le suivi des tableaux de bord etc...

Il s'agit d'un poste à responsabilité et à occuper un poste hiérarchique de premier plan dans la filiale française (ou autre) du Groupe.

Il est nécessaire de pratiquer couramment l'anglais et/ou l'allemand.

Adressez C.V. et présentations sous référence MB/02 à :

COGEPLAN SELECTION

Tour de Lyon - 135, rue de la République - 75012 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

Importance Compétence

DAKAR recherche

Compétences Possibilité de stage

Adressez C.V. et présentations sous référence MB/02 à :

COGEPLAN SELECTION

Tour de Lyon - 135, rue de la République - 75012 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

Importance Compétence

DAKAR recherche

Compétences Possibilité de stage

Adressez C.V. et présentations sous référence MB/02 à :

COGEPLAN SELECTION

Tour de Lyon - 135, rue de la République - 75012 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

CHAMBRE SYNDICALE INTERNATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

	La semaine	Le mois	T.T.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03	
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	15,46	
IMMOBILIER	39,00	45,86	
AUTOMOBILES	39,00	45,86	
AGENDA	39,00	45,86	
PROP. CAPITALAUX	123,00	123,46	

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	Le mois	T.T.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80	
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,40	
IMMOBILIER	25,00	28,40	
AUTOMOBILES	25,00	28,40	
AGENDA	25,00	28,40	

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Le Groupe MARIE BRIZARD

Directeur marketing export

Le Groupe MARIE BRIZARD, C.A. 270 millions, en expansion poursuit politique de diversification.

Il cherche le Directeur Marketing Export qui lui proposera un plan de marketing adapté à ce nouveau contexte et prendra la responsabilité de sa réalisation. Ce poste, hiérarchique au niveau (déjà effectives dans 100 pays), est rattaché à la Direction Générale. Son titulaire est membre du Comité de Direction.

Profil souhaité : Formation commerciale supérieure - expérience du marketing et ventes à l'exportation pour produits de grande marque - pratique de l'anglais et si possible de l'allemand et de l'espagnol.

Rémunération : Fixe + intéressement + bénéfices.

Résidence : Bordeaux.

Sélé CEGOS Adresser manuscrite, C.V. détaillé, référence 23563/M, à J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

VOUE ÊTES A LA RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI

ou possédez une première expérience

vous êtes d'un niveau BAC - DUT - BTS ou LICENCE, dégagé obligations militaires et souhaitez faire une

CARRIÈRE TECHNICO-COMMERCIALE

Après une FORMATION RÉMUNÉRÉE de plusieurs mois qui vous a permis d'acquérir une THÉORIE et une PRATIQUE, vous aurez à conseiller et à vendre des pneumatiques de demain à une clientèle de PROFESSIONNELS sur un territoire correspondant le plus souvent à un département.

Selon vos goûts et vos aptitudes, l'expansion et l'importance de notre groupe pourront permettre une ÉVOLUTION en FRANCE ou à l'ÉTRANGER.

Adresser candidature et C.V. détaillé à :

MICHELIN
Service du Personnel - 33/9020 B
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

Télé

Groupe C.G.E.

VOUS SOMMES LES PREMIERS EN TÉLÉPHONIE PRIVÉE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS. NOUS DÉVELOPPONS TRÈS RAPIDEMENT AU NIVEAU INTERNATIONAL.

Nous recherchons un

RESPONSABLE ACHATS ÉLECTRONIQUES

Mission : Mener une prospective marketing à long terme sur le marché des composants électroniques, en vue d'élaborer les nouveaux projets d'études. Négocier et traiter les commandes de composants utilisés par l'entreprise. Établir et entretenir des relations avec les plus grands fournisseurs de composants (Américains, Japonais, Allemands...).

Profil : Agé de 30 ans minimum. Ingénieur diplômé d'une école d'Électronique. Parle anglais. Possède une expérience technique dans le domaine des composants, ou commerciale (ventes ou achats). Ayant une grande aptitude aux contacts et entretiens techniques et économiques ainsi qu'une capacité d'adaptation.

Lieu de travail : STRASBOURG.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Envoyer C.V., photo et présentations à LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - 100 rue de Colmar - BP 57 - 67000 STRASBOURG CEDEX.

directeur commercial et de marketing Rhône-Alpes Sud

Filiale d'un groupe européen, notre entreprise (200 salariés, 60 MF de C.A.) fabrique et distribue des produits alimentaires de luxe.

Sous l'autorité du PDG, le directeur que nous cherchons sera responsable du développement en France et à l'étranger et dirigera une force de vente (37 représentants) et d'un chef de ventes.

Diplômé d'une grande école de commerce, âgé de 35 ans au moins, il aura aujourd'hui une expérience commerciale/marketing, de préférence chez un fabricant de produits de luxe.

Notre consultant, R. BEROU, vous aidera de lui-même (réf. 569 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - NICE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

STATION TOURISTIQUE DE LA CÔTE AQUITAINE

recherche son

DIRECTEUR

Agé de 35 ans environ, il aura à mettre en place et à gérer les services communs de la station (publicité, relations publiques, centrale de location, transports en commun, foyer de personnel, etc.).

Cette responsabilité pourra être assurée par un candidat ayant une expérience réussie dans la gestion de services communs similaires, une connaissance importante du tourisme social et international et le sens de la négociation.

Une formation supérieure et une bonne connaissance de l'anglais sont une réelle atout.

La rémunération sera fonction de son expérience.

Adresser C.V. à ROBERT TROUPEL n° 1 000 M, 85 bis, rue Méunier, 75006 PARIS.

HAUTE-NORMANDIE

directeur du service foncier aménagement

Donner une vraie mesure à votre talent et à votre expérience, cela suppose de rejoindre une entreprise performante, en expansion et qui a les moyens.

Ce que nous vous proposons : le poste de Directeur du service foncier aménagement sur ROUEN.

Vous organiserez et planifierez la prospection foncière, participerez aux montages des opérations en secteurs groupés et assurerez différents contacts à haut niveau (DDE, collectivités locales, Mairie, notaires...).

Agé de 30 ans, de formation juridique supérieure (Licence en Droit...), vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'immobilier, une forte personnalité et le sens affirmé de l'animation d'une équipe.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez C.V., photo et présentations sous réf. 6197 à GROUPE MAISON FAMILIALE - Direction Régionale - 15, rue de la République - 75008 Paris.

GROUPE MAISON FAMILIALE

SOPRA

Ingénierie et systèmes d'information, pour les Départements automatisés et systèmes de gestion situés à distance :

2 CHEFS DE PROJET

6 à 10 ans d'expérience

qui, dans leur domaine, sont responsables de l'analyse, la réalisation et la mise en service à partir du cahier des charges. Ils participeront aussi à l'animation du développement.

Profil : Un ingénieur en automatisme (réf. 109 A) qui a occupé les fonctions techniques dans les domaines industriels ou des communications, connaît parfaitement un ou plusieurs langages informatiques, adaptés à ces applications.

Un ingénieur électronicien (réf. 109 E) qui a occupé les fonctions techniques dans la réalisation de systèmes utilisant des modules à micro-logique, ou des fonctions analogiques et, éventuellement, des micro-processeurs.

Les applications d'application et l'expérience de la société leur permettront d'évoluer vers des fonctions plus élevées.

Votre candidature sera adressée à Paris. Veuillez envoyer lettre manuscrite et C.V., sous réf. choisie, à Recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE REPRÉSENTATION NATIONALE

Secteur Alimentaire

recherche pour son unité principale de conditionnement (située dans les Vosges).

ingénieur chef de projet

A.M. OU ÉQUIVALENT

Il sera du département "Études et développement" (Innovations, Bâtiment, emballage, diversifications techniques, T.N.J. son sera celui d'un ingénieur chef de projet rigoureux, capable d'organiser une équipe et de promouvoir la réalisation des projets.

Ce poste est réservé à un ingénieur débutant ayant une première expérience.

Anglais : M.B.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à Monsieur KOEHRER sous réf. 40M122

Centre de Psychologie Appliquée 68, rue de la République 75006 PARIS. Partenaire pour la France de Consult-Eur

GRANDE BANQUE PRIVÉE

recherche pour sa succursale de LYON un

CADRE COMMERCIAL

Clientèle d'entreprises

C'est un homme de terrain qui a le goût des contacts. Pour occuper ce poste, il faut avoir :

- une formation supérieure
- une expérience bancaire de 2 à 4 ans
- une bonne pratique en matière de prospection et de gestion d'un portefeuille de clientèle d'entreprises
- un bon sens du risque.

Il est aussi indispensable de bien connaître la région et le marché lyonnais.

Les candidats sélectionnés sur dossier, seront convoqués pour un entretien à Lyon.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 6197 à PLAIN CHAMPS 5, rue du Helder 75009 Paris qui transmettra.

مكتبة الأمل

OFFRES D'EMPLOI	Le fige	Le fige L.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,30	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	122,46

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	Le m/m col.	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	33,00
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,00
IMMOBILIER	29,40	29,40
AUTOMOBILES	25,00	25,00
AGENDA	25,00	25,00

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

1 ingénieur système débutant

BURROUGHS - Usine de Villers-Ecalles recherche un ingénieur système débutant pour prendre en charge la maintenance du logiciel de base de son système informatique.

Missions : 28 6700 - 4200 KB
300 terminaux de télétransmission
Télétransmission et base de données

Ecoles souhaitées : INSA, ENSIMAG, ENSEEIHT, Anglais indispensable.

Formation complémentaire assurée.

Pour plus de candidatures, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions de salaire à M. B. LAHON B.P. 5 VILLERS ECALLES 76360 BARENTIN.

Burroughs

Dans le cadre du développement important de leurs activités, les filiales régionales

Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées

de l'UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS DE BATIMENT G.O. souhaitent renforcer leur potentiel cadres et envisagent d'engager plusieurs

CHEFS de SECTEUR et CHEFS d'AGENCE

Il s'agit d'INGENIEURS agés d'environ 35 ans, ayant acquis à l'occasion de leurs premières expériences, et dans les domaines travaux, études de prix et/ou commercial, LE SENS ET LE GOUT DE L'ENTREPRISE.

Il leur sera confié la responsabilité totale d'un volume de travaux de l'ordre de 60 M.F. (T.C.E.).

Il s'agit là de l'opportunité de prendre en charge SA PROPRE AFFAIRE.

Si cette offre attire votre attention et suscite votre intérêt, adressez le document qui nous convaincra de vous rencontrer sous référence 13213 à COFAP 40 rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra



pour sa division recherche

UN INGENIEUR

ou UNIVERSITAIRE PHYSICIEN ayant de bonnes connaissances en physique du solide et en magnétisme ainsi que des notions de informatique et en traitement du signal. Anglais indispensable.

C.V., prétentions et références à CROUZET, Service RH Personnel, B.P. 1014, 20010 VALENCE 4/67, 26 174.

recherche : T.F. rég. RHONE-ALPES

INGENIEUR

pour le poste de chef de projet pour le suivi technique du produit

Il s'agit de la mise en œuvre d'un produit matériel, logiciel et de la connaissance de l'allemand et de l'anglais. Expérience industrielle de 3 ans minimum.

Envoyer manuscrite + C.V. + photo + prétentions à M. B. LAHON B.P. 5 VILLERS ECALLES 76360 BARENTIN.

SOCIETE BIENS D'EQUIPEMENTS

recherche

pour son département Bâtiments clés en main

INGENIEUR Grande Ecole

(poste A)

pour diriger les études de plans (500 MF) et la réalisation (100 MF) TCE de bâtiments industriels. Il devra piloter le réseau commercial sur le plan technique et assurer le développement des moyens (20 personnes). Il aura une expérience d'une dizaine d'années dans le domaine concerné et l'habitude d'une approche globale.

RESPONSABLE du Service Achats et Expéditions Exportation

(poste B)

pour consulter les fournisseurs et les traitants, négocier et passer les marchés suivant la politique commerciale d'achats qu'il aura contribué à définir. Montant des affaires traitées : 100 MF annuels. Il aura une expérience d'une dizaine d'années dans au moins l'une des deux fonctions concernées (achats et/ou expéditions). Il parle anglais.

Lieu de travail pour ces deux postes : SAINT AMAND LES EAUX (59). Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste à N. 343 - PUY-LEZ-LEZ - 59122, 90 Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE MATERIELS DE MANUTENTION

1 Milliard de Francs C.A.

pour sa direction marketing

CHEF DE MARCHE

Rattaché au Directeur de Marketing il participe à l'ELABORATION DE LA POLITIQUE MARKETING de l'entreprise par la connaissance qu'il aura acquise de son Marché.

Pour cela il AURA A REALISER DES ETUDES TANT AU PLAN NATIONAL QU'INTERNATIONAL SOIT PERSONNELLEMENT, SOIT EN ANIMANT DES CHARGES D'ETUDES INTERNES OU DES CABINETS EXTERIEURS.

Une pratique de plusieurs années dans le secteur des matériels de manutention et une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables.

Lieu de travail : LYON.

Adresser C.V., photo et prétentions à CONTEXTE PUBLICITE 74, rue Bechevelin 69363 Lyon cedex 2.

SOCIETE METALLURGIQUE

REGION SUD-EST (450 personnes)

INGENIEUR DEBUTANT

LIBRE O.M.

Mission : par analyse de la production du matériel, dégager solutions propres à optimiser les performances.

Poste : A la Direction Technique de l'entreprise.

A pourvoir courant 1981.

Adresser : manuscrite, C.V., photo et prêt. à 20010 VALENCE 4/67, 26 174.

La communication directe n'a pas de secret...

Ni pour vous : Conseil et réalisations en Publicité Directe, gestion informatique de fichiers d'adresses, déduplication et personnalisation au laser, location d'adresses, routage... Vous êtes un vendeur, agité, RESSONNEUR ou écrivain, avec le sens des négociations à haut niveau et pour être une première expérience dans ce domaine.

Ni pour nous : CIERA, Société de Conseil et Services en Information de Gestion et Direct-Marketing, affiliée à un Groupe Industriel International, implantée à Paris, Lyon, Amboise.

Pour une création de poste d'ATTACHE COMMERCIAL à LYON, présentez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à CIERA, Service du Personnel, 2 rue du Mont-Blanc, 74150 RUMILLY.

Sud-Ouest - Aéronautique Directeur d'Usine

L'entreprise - 4 500 personnes - appartient au secteur aéronautique mécanique, petites et moyennes séries, faisant appel à une technologie avancée, 85 % de ventes à l'export et occupe une position de leader européen sur un marché à la croissance.

Pour consolider cette position, elle recherche un INGENIEUR GRANDES ETUDES - 35 ans minimum - parlant anglais, pour prendre la direction d'un de ses établissements de 1 500 personnes, ayant une expérience industrielle de ses produits et d'être responsable de la fabrication de pièces et le montage de sous-ensembles.

Pour son rôle dans le cadre d'une production décentralisée qu'il convient de développer, cet ingénieur doit pouvoir justifier d'une expérience de Production ou d'Usine dans moins de 500 personnes dans un secteur industriel requérant une solide expérience des fabrications mécaniques.

L'homme recherché a surtout le profil d'un leader aux qualités incontestables de méthode, de jugement et de commandement, ainsi qu'un cœur de responsable de collaborateurs, d'un gestionnaire apte à l'élaboration de programmes et à la mise en œuvre de ceux-ci et d'un technicien sachant optimiser les relations avec son siège.

Les candidats intéressés par ce poste basé dans une très agréable ville de province et présentant un réel intérêt professionnel sont priés d'adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions sous réf. 2260 M à OCS qui leur garantira le plus rapide traitement.

Conseil en Recherche
37 Quai Richelieu
93004 BORDEAUX cedex

Ingénieur Travaux Neufs et Entretien

Rattaché aux ACIERIES DU MANOIR, groupe de 800 personnes, active à proximité de la mer, prévoit pour les prochaines années un important programme d'investissement. Nous recherchons notre RESPONSABLE TRAVAUX NEUFS ET ENTRETIEN.

Rattaché au Directeur de Production, il prend en charge :
- les études d'implantations et d'installations des matériels neufs et de leurs évolutions,
- les négociations et le suivi des commandes de matériels,
- la livraison des pièces en échange,
- les interventions de dépannage,
- le suivi de l'entretien préventif.

Il aura une cinquantaine d'années, une formation AM, IDN ou équivalente, âgé de 30 ans minimum et justifiant d'une bonne expérience dans des industries métallurgiques en sidérurgie, fonderie ou grosse mécanique.

Facilité de logement. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 80111 à Michel BARBEY qui traite confidentiellement nos recherches.

13 rue Henri Monnier 75010 PARIS

EMPLOI centor

PRODUCTION recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

200 000 F +

PARIS

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Direction générale commerciale

Société commerciale française, nous sommes filiale d'un Groupe Industriel Européen renommé. Notre objectif: la commercialisation de biens d'équipement industriels sophistiqués. Nous avons une excellente image de marque sur le marché français, notre position y est prépondérante. Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école - mécanique, électromécanique - qui, sur base d'un objectif négocié chaque année, devra assurer:

- le développement de nos ventes;
- l'animation commerciale d'une équipe - vente et après-vente - efficace;
- la gestion de notre filiale qui regroupe une vingtaine de personnes.

Cette fonction peut convenir à un ingénieur, 35 ans au minimum, très bon négociateur, ayant une expérience de la commercialisation de biens industriels - machines-outils appréciée - et de l'animation d'une équipe. La connaissance de l'anglais est très souhaitable, celle de l'italien peut valoriser une candidature. Déplacements à prévoir. Voiture de fonction.

Séle CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo ss réf. 71560/M à R. Verdet, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
C.A. + 1 milliard de francs
LEADER DE SA PROFESSION
recherche pour ses agences de Paris et Provinces

INGENIEURS DE VENTE

- Formation écoles supérieures ou écoles supérieures de commerce.
- Débuts ou ayant quelques années d'expérience.
- Pour exercer activité commerciale sur le terrain.
- Evolution possible dans filière commerciale ou autres branches d'activité.
- Stage d'intégration + formation continue.

73.000 F + (et participation aux résultats).

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à **Soderhu** Dept. Recrutement, 11, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Nous garantissons que chaque candidat sera traité confidentiellement et recevra réponse.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
recherche pour son secteur administration du personnel

JEUNES DIPLOMÉS

MAÎTRISE DE MATHS

pour participation aux études sur la gestion professionnelle du personnel.

Envoyer C.V. références et prétentions à M. B. L. 30, Contesse Publ., 30, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Ingénieurs

Grandes Ecoles ou Universitaires

Option Informatique

Cimsa

Filiale de THOMSON-CSF INFORMATIQUE, CIMS - Compagnie d'Informatique Médicale, Spéciale et Aéronautique - est spécialisée dans l'informatique appliquée en environnement médical. Dans le cadre de son activité «SYSTÈMES TEMPS REEL» CIMS offre actuellement d'intéressantes opportunités à des INGENIEURS.

Informaticiens

2 Types de Postes

1. Spécification, réalisation et maintenance de LOGICIEL temps réel. Connaissance MITRA 128 et LTR souhaitée. (RÉF. IELA/4)
2. ETUDES liées à la définition, à l'exploitation et à la maintenance d'ordinateurs TEMPS REEL. (RÉF. IELA/5)

Une expérience de 3 à 5 ans dans une activité analogue serait appréciée.

Chargés d'Affaires

(RÉF. CA/II LM)

Responsabilités TECHNIQUE, INDUSTRIEL, ADMINISTRATIVE d'une affaire.

Missions:

- assister techniquement les ingénieurs commerciaux au niveau des propositions;
- assurer la gestion de l'affaire et l'interface technico-commerciale avec la clientèle;
- effectuer le lancement et le suivi technique de la réalisation des matériels;
- préparer et animer les réunions d'avancement.

Quelques années d'expérience dans ce domaine sont NÉCESSAIRES.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant la réf. choisie à **DACQUAY**, Service Emploi-Formation de CIMS - 10/12, Avenue de l'Europe - B.P. 44 - 78140 VESY.

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

IMPT GROUPE ÉLECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEUR II

Diplômé grande école électronique
Expérience du développement de prototypes électroniques embarqués.

Adresser C.V., photo (retournée) et prétentions, à M. B. L. 30, Contesse Publ., 30, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

PARIS Société de Construction d'appareils électriques
Filiale d'un Groupe Français International recherche

INGENIEUR METHODES

AM. ECAM. ICAM ou équivalent

Missions: les candidats seront chargés de:

- réorganiser l'action d'un service;
- réaliser la mise en place d'une analyse des coûts;
- développer l'automatisation;
- promouvoir l'implémentation de projets industriels à l'étranger.

Nous résumons ces missions à: est indispensable d'avoir acquis quelques années d'expérience dans les METHODES, de préférence au sein d'une entreprise fabriquant du petit matériel en grande série.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser C.V. et prétentions au CPA Recrutement à Monsieur KOEHLER, 69, rue de Valenciennes, 75013 PARIS, sous pli fermé.

Partenaire pour le P. Consult-Ex

Directeur Export
250 000

Notre groupe (chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions dont plus de 30% à l'exportation) a une division qui distribue des marques connues de biens de grande consommation dont les clients sont les centrales d'achat, les négociants spécialisés et l'hôtellerie. Vous êtes devenu un spécialiste de la grande distribution France et Export. Votre réussite vous permet d'envisager maintenant une fonction commerciale plus globale.

Nous vous proposons, dans un premier temps, de prendre en charge notre réseau à l'étranger (nous sommes actuellement présents dans tous les pays d'Europe, en Afrique, Moyen-Orient et Amérique du Nord) et vous pourrez ensuite accéder à des fonctions de Direction Commerciale Générale.

L'anglais est indispensable.

La connaissance de l'allemand serait un atout précieux.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Quelques déplacements de courte durée sont à envisager.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence 001111 (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par:

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75203 Paris Cedex 05
MEMBRE DE SYNTAC

Combien gagne une directrice de marketing?

BIBA

Numéro spécial: le salaire des femmes.

Société en pleine expansion, filiale de BURMAH OIL LTD, spécialisée en lubrifiants et produits pétroliers, recherche pour ses usines situées en YVELINES et en SEINE MARITIME:

un responsable du planning

Il aura pour mission:

- de planifier les activités de production;
- de réguler les charges de production.

Le candidat devra:

- être titulaire d'une formation supérieure;
- avoir 10 ans d'expérience réelle de planification moderne en usine, par exemple dans l'industrie du montage d'ensembles;
- maîtriser la langue anglaise.

Si vous remplissez ces conditions, n'hésitez pas à adresser votre curriculum vitae avec photo et lettre de motivation à: BURMAH FRANCE S.A., Service du Personnel, B.P. 9 - 78200 LE PÉCQ qui assure réponse et discrétion.

Convention collective du Pétrole; Restaurant d'Entreprise et autres avantages.

LE PÉCQ.

Nous sommes une société française, en relations d'affaires avec plus de 120 pays. Notre département industriel renforce ses structures et recrute des ingénieurs et cadres. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire intervenant à l'échelon international, ils auront pour mission d'étudier sur le plan technique la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la société est actuellement engagée une responsabilité financière. Nous recherchons des candidats dont la spécialité correspond à l'un ou plusieurs des domaines suivants:

- Ingénieur montage *% mise en route
- Ingénieur contrôle qualité

Expérience acquise auprès de sociétés d'ingénierie ou d'assemblage industrielles - Allemands Indispensables.

Expérience acquise dans le domaine de gros équipements industriels - Anglais Indispensable.

Cadre de formation juridique

Bonne expérience problèmes industriels, intéressés par les problèmes de responsabilité civile - Une formation scientifique de base serait appréciée - Anglais Indispensable.

Les différents postes proposés, à la fois techniques et commerciaux, impliquent des déplacements courts mais fréquents à travers le monde entier.

Nous vous recommandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 40724, à Nicole Martinez, 1 Rue de Béri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntac

VOLVO
DIVISION VEHICULES INDUSTRIELS
recherche

Directeurs de région

Pour faire face au développement important des ventes en France, nous recherchons Directeurs de Région: Représentants de la Direction Générale dans leur région, ils auront à animer les concessionnaires, à former et les aider à atteindre leurs objectifs dans le cadre de la politique de la marque.

Ils devront maîtriser le marché correspondant au territoire attribué et développer en nombre et qualité la place de Volvo. Ils coordonnent les relations entre les concessionnaires et les différents départements de la Division afin de leur apporter l'assistance nécessaire dans le domaine du marketing, du service et du contrôle de gestion.

Ces postes s'adressent à des hommes d'envergure, capables d'aborder les problèmes commerciaux, humains et de gestion avec le dynamisme et la diplomatie nécessaires dans un travail d'équipe.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) sous la réf. 1500 M

VOLVO FRANCE - Direction du Personnel
49 avenue d'Iéna 75116 Paris

Pour compléter son équipe d'auditeurs

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

études possibilité EXOTIS, recherche

UN AUDITEUR INTERNE

DEBUTANT ou ayant première expérience de

- Il devra participer au contrôle des sociétés françaises du groupe.
- Il doit être de formation supérieure (I.E.C. - S.E.S.O. - Ecole supérieure de commerce, etc.).
- Il aura de sérieuses connaissances comptables et il sera apprécié des connaissances informatiques.

Lieu de travail: parisienne. Déplacements provinciaux.

Adresser C.V., prêt et photo à M. B. L. 30, Contesse Publ., 30, av. Opéra, PARIS-17, qui transmettra.

Un groupe de presse leader sur les marchés technologiques recherche

UN RESPONSABLE

INGENIEUR DE FORMATION (OU EQUIVALENT)

pour lui assurer l'animation d'un magazine à plein développement aux automatismes industriels

animé par la perspective d'exercer une activité passionnante (la presse) sur un marché explosif, et maîtriser parfaitement l'expression écrite, fondamentalement technique.

LE CANNIOT RETENU SE VERRA CONFIER RAPIDEMENT

D'IMPORTANTES RESPONSABILITES

Une bonne pratique de l'anglais ainsi qu'une culture générale également requises.

En cas d'urgence, sous référence 69092, lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée à: CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra PARIS Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



LEADER DU CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE INDUSTRIEL

recherche

POUR FAIRE FACE À SON DÉVELOPPEMENT

DES INGÉNIEURS ayant une solide formation technique jointe à une expérience industrielle. Après avoir fait leurs preuves, ils prendront la DIRECTION DE SERVICES techniques principalement en MÉC., ÉLECTRICITÉ, THERMIQUE.

CHEF SERVICE MÉTHODES

(réf. 1 A)

responsable de 6 personnes (préparation de méthodes) il analysera les temps, les postes, les circuits et améliorera la productivité, la qualité et les coûts pour les fabrications de petites et moyennes séries. Capable de dialoguer avec les informaticiens, il assurera les liaisons et charges qui leur permettront de réaliser sur ordinateur les gammes et nomenclatures en vue d'une optimisation de la préparation et d'une gestion informatique de la production.

CHEF BUREAU ÉTUDES

(réf. 2 A)

adjoint du Directeur Technique, il sera chargé de diriger les études de standardisation des produits existants et de l'élaboration des nouveaux produits de fabrication des nouvelles familles de produits.

INGÉNIEUR DE RECHERCHE

(réf. 3 A)

homme de grande culture scientifique, sachant allier une analyse rigoureuse à une action pragmatique, chargé d'expérimenter de nouveaux composants et procédés pour les éléments constitutifs de bases d'alliages minéraux et d'alliages réfractaires.

CHEF SERVICE TECHNICO-CIAL

(réf. 4 A)

adjoint du Directeur Commercial, il animera une équipe et devra orienter et contrôler les actions ainsi que les plans marketing.

CHEF DE PRODUITS

(réf. 5 A)

responsable particulièrement des études techniques du marché industriel pour les applications de chauffage électrique et la régulation de température dont il assurera la promotion par la formation technique des agents du service de l'information et de la clientèle.

Manuscrit avec photo et prétentions à adresser au Chef du Personnel

MÉTANIC S.A. - DÉPARTEMENT VULCANIC

Chenoux - 48, rue Louis Ampère - BP 30 - 93330 NEUILLY-SUR-MARNE

chef du service administratif et financier

La filiale française industrielle d'un groupe multinational leader dans sa branche recherche son Chef du Service Administratif et Financier. Sous l'autorité du Directeur Général il devra : prendre en charge le reporting complet en anglais (chiffres hebdomadaires, bilans, CEG mensuels) ; la gestion comptable analytique ; le contrôle de gestion de l'entreprise (budgets), faire progresser l'informatisation du système comptable, assurer la gestion du personnel et les rapports avec les partenaires sociaux et assister la Direction Générale dans tous les domaines administratifs, financiers et comptables. Le candidat, âgé d'environ 35 ans aura une formation à la gestion acquise en Ecole Supérieure de Commerce, des notions précises d'informatique de gestion (matériel et logiciel), l'expérience de responsabilités analogues en P.M.E., une expérience internationale, une pratique parfaite de l'anglais parlé et une disponibilité pour des déplacements à l'étranger (poste basé au Sud de la Région Parisienne).

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous réf. 80.67-M aux Conseils du Département d'EUREQUIP chargés de l'analyse des candidatures.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 PUTEAUX

Jeunes Commerciaux Aidez les chefs d'entreprise à financer leurs investissements

L'UFB-LOCABAIL est un établissement financier spécialisé dans le financement à court et moyen terme des investissements des petites et moyennes entreprises.

De 18 à 25 ans, 2 années d'études supérieures (commerciales, comptables ou juridiques) les JEUNES COMMERCIAUX que nous recherchons auront en outre une bonne disponibilité, la sensibilité de la négociation et l'esprit d'analyse.

Après une période de formation technique et pratique de 3 mois (produits - méthodes - étude du risque), ils feront partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des MISSIONS DE REMPLACEMENT DU DE RENFORCEMENT auprès de nos 70 agences.

Leur rôle sera de CONSEILLER et de VENDRE la meilleure formule de financement (en crédit ou leasing) aux responsables d'entreprise.

Pour ces postes formatifs et évolutifs, l'UFB-LOCABAIL offre un salaire motivant + primes + logement, de nombreux avantages et le remboursement des frais.



Manuscrit avec photo et prétentions à adresser sous réf. 451 à

compagnie bancaire

Service Orientation - Recrutement
6, Avenue d'Alsace - 75008 PARIS

Cii Honeywell Bull

dans le cadre de l'extension de ses activités nouvelles recherche

CHEF DU SERVICE VLSI MICROELECTRONIQUE

Réf. 158 M

Il aura la mission de développer, en liaison avec les sous-traitants (fabricants de composants) et avec la Compagnie, les composants spécialisés nécessaires aux produits de packaging leur mise en œuvre (CPB et différents supports possibles).

CHEF DU SERVICE ELECTRONIQUE ET TRANSMISSIONS

Réf. 158 M

Il aura la responsabilité du développement des composants nécessaires aux produits développés par la Direction Bureau Technique et les Nouvelles (alimentations, vers les lignes de transmissions, intégration de composants VLSI, moniteurs d'écrans à base de microprocesseurs).

Il aura la formation Grandes Ecoles ou équivalent auront acquis une expérience de plusieurs années dans les domaines correspondants et posséderont une maîtrise de l'anglais.

Lieu de travail : Versailles (78).

Adresser C.V. photo et prétentions sous référence correspondante (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull, ACLES - 61-63, rue d'Avron - 75960 PARIS CEDEX 20.

BUREAU VERITAS
pour Centre de calcul à Paris
recherche

UN INGENIEUR SYSTEME

formation Ingénieur, grandes Ecoles, Maîtrise.

Expérience 2 à 3 ans IBM VM/CMS + DOS/VS.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Expérience 2 à 3 ans COBOL (PLI apprécié).

Envoyer CV détaillé et prétentions sous réf. n° 41

Direction du Personnel BUREAU VERITAS

31, rue Henri Rochefort, 75017 PARIS.

Le Directeur des Ventes d'une importante entreprise française, secteur électro-métallurgique, leader sur son marché, recherche

un Attaché à la Direction des Ventes

Intéressé par les problèmes de GESTION et d'ORGANISATION COMMERCIALES

pour développer et moderniser la logistique d'un réseau dynamique réparti en 17 centres de profits régionaux.

Formation supérieure commerciale ou technique

Age minimum 25 ans

Base Paris de fréquents déplacements et séjours en Province.

Adresser lettre et CV manuscrits + photo et prétentions à notre Psychologue Conseil Mr JUSTET 18 rue des Grottes 81000 AVIGNON

jeune gestionnaire

(NIVEAU DUT GESTION ou LICENCE SCIENCES ECO)

La jeune Gestionnaire est responsable d'une activité d'activités, il (elle) sera principalement chargé(e) d'élaborer et d'analyser des tableaux de bord, statistiques, et tout document susceptible d'être utilisé par les services commerciaux de la branche.

vous prie d'adresser C.V. et prétentions à M. Mathieu Allianz - 10 rue de la Poste 75761 Paris Cedex 12.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

recherche

pour son Siège Social implanté en Banlieue SUD-OUEST

CADRE COMPTABLE D.E.C.S.

chargé de l'ensemble de la comptabilité de son filiale

Le candidat possèdera une première expérience et devra avoir une bonne maîtrise de l'Anglais.

Les dossiers de candidats débutants seront examinés avec intérêt.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 99629 M à :

BLEU PUBLICITE

17, rue du Général Lebel 94300 MARSEILLE

chef des ventes vidéo « entreprises »

SONY.

Notre département « Entreprises » poursuit son développement avec un taux de progression annuel de 30 % en volume. Nous avons besoin d'un collaborateur pour prendre en charge la direction des ventes du matériel vidéo, sur le territoire national, auprès des entreprises et administrations.

Celui-ci sera chargé d'animer et d'élargir le réseau de revendeurs, de renforcer la force de vente de Sony-France destinée à négocier les grandes affaires nationales ; il collaborera étroitement avec le directeur du département, auquel il est rattaché, et participera à la définition de la politique commerciale.

Nous confierons ce poste à un homme ayant une pratique de la vente à haut niveau et bien équipé par son expérience d'encadrement d'une équipe commerciale. La connaissance du matériel vidéo est bien sûr un atout.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Si votre proposition vous intéresse, nous vous demandons de bien vouloir adresser votre dossier sous références 53180 M à notre Conseil - 61 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBER

Un poste exceptionnel est offert à

UN EXCELLENT CHEF DE PRODUITS

Filiale Française d'une grande Société Américaine réputée pour la qualité de son marketing et son leadership mondial dans plusieurs classes de produits de grande consommation, nous avons conçu cette position de leader en France dans la distribution spécialisée.

Aujourd'hui notre objectif est de développer notre implantation dans la grande distribution (FOOD et FMMP). Des moyens très importants - produits et budgets - seront mis en œuvre, car la concurrence est très vive et la distribution exigeante.

Pour mener à bien ce développement, nous recherchons un Chef de produits performant Responsable envers un Directeur Marketing, secondé par un Assistant très qualifié, appuyé par une Force de Vente spécifique et expérimentée. Il devra impérativement avoir : une formation supérieure de Grande Ecole Commerciale ; une expérience marketing de 4 ans minimum acquise dans une Société réputée de produits « consumers » vendus en Food ; une très bonne pratique de l'anglais écrit et parlé.

Compte tenu de la valeur que nous donnons à la fonction et de l'importance stratégique de l'objectif, il va de soi que le candidat retenu, s'il réussit dans cette mission, sera en position idéale pour progresser rapidement dans notre organisation.

Le poste à pourvoir est situé en région parisienne.

Envoyer C.V., photo (retournée) et prétentions à No

CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra

75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

مكتبة الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
livrant usines et installations dans le monde entier
et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français,
recherche pour son siège à PARIS,
dans le cadre de la mise en place de son informatique de gestion
utilisant les matériels IBM 4331 puis 4341 DOS/VSE

ANALYSTE

EVOLUTION CHEF DE PROJETS

DIPLOME INGENIEUR GRANDE ECOLE MAITRISE D'INFORMATIQUE

- Expérience d'environ 10 ans en entreprise
- Ayant déjà participé à la réalisation d'applications utilisant IBM 4331 et 4341 DOS/VSE
- Ayant une bonne pratique du langage COBOL et la programmation structurée.

C.V., photo et prétentions à no 68.832 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Raychem

Fabrique et commercialise des polymères irradiés pour l'industrie électronique.
La Raychem est l'originalité de nos produits garantissant notre taux de croissance.
Aussi prévoyons-nous nos effectifs actuels (500 personnes) tripleront les 5 années à venir. Il nous faut donc recruter et nous croyons en l'importance de la fonction « Relations Humaines » que nous devons renforcer par :

un(e) adjoint(e) au chef du personnel

à qui nous confierons comme première mission le recrutement à tous niveaux. Ensuite votre développement ira de pair avec celui de notre Société où les opportunités ne manquent pas.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, nous demanderons une formation supérieure acquise dans une Ecole de Commerce, une bonne maîtrise de la langue anglaise et une première expérience de 10 ans dans une Société de préférence industrielle.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à Johan LEYS - Société RAYCHEM B.P. 738 - 95004 CERGY PONTOISE CEDEX

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE
commerce international

TROIS CADRES OPERATIONNELS UN CADRE DE GESTION

- Age 30 ans minimum - Formation supérieure
- Maitrise parfaite de l'anglais
- Postes à pourvoir :
- 1) UN poste portefeuille NEGOCIE INTERNATIONALE
- 2) UN poste portefeuille NEGOCIE FRANCE
- 3) UN poste portefeuille NEGOCIE INDUSTRIE
- 4) UN poste GESTION COMMERCE EXTERIEUR

C.V., photo et lettre à no 68.832 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Acheteurs d'engineering

Paris

La Société, premier engineering et constructeur français, en main, ils seront chargés de préparer, négocier et suivre la réalisation d'importants contrats d'achats de matériels (équipements chaudronnés, tuyauteries, robinetterie, systèmes de manutention, électricité etc.).
Le développement rapide de nos activités en France et à l'étranger, plusieurs postes, à nos niveaux II ou IIIA (Convention de l'Union de l'Industrie) comportent en outre des missions d'encadrement, de prospection, de mise en approvisionnement d'engineering sidérurgiques, pétrochimiques, de machines thermiques ou nucléaires, etc... L'expérience et la maîtrise de l'exportation, ainsi qu'une bonne connaissance des langues étrangères, constitueront un atout supplémentaire.
De larges perspectives d'évolution sont offertes au sein de notre entreprise.
Merci d'adresser votre candidature et CV sous réf. 7100 M. à nos bureaux, 64, rue de la Boétie, 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

pour
LE SERVICE JURIDIQUE
DE SON SIÈGE SOCIAL SITUÉ
à PARIS

UN JEUNE CADRE

Maitrise + D.E.A. droit privé
ou droit des affaires
ayant eu une expérience d'1 ou 2 ans
Adm. lettre manuscrite C.V. et photo à no 68.754
CONTEXTE PUBLICITE
20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

responsable études, système?

Ne balancez plus, devenez les deux.

Filiale française (Paris-Est) d'un groupe pharmaceutique anglo-saxon, nous disposons d'un service informatique de taille moyenne (15 p.) équipé d'un 4331 et abordons les bases de données comme le téléphone.
Vous instaurerez, d'une part, un dialogue constructif avec les utilisateurs et animerez une équipe de 5 analystes et programmeurs; d'autre part, vous maintenez le système (DOS-VSE, DLI, CICS) et le faites évoluer.
Vous avez une formation supérieure, la pratique du système DOS et l'expérience de la conduite de projets et souhaitez prendre une dimension d'études sans lâcher la technique. Sachez que l'anglais est notre langue de travail.
Notre consultant, Mlle A.M. PICTET vous remercie de lui écrire (réf. 3849 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NICE - NANTES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



aérospatiale

Division Systèmes Balistiques,
et Spatiaux.
Etablissement MUREAUX (Yvelines)
recherche

ingénieurs grandes écoles

(CENSA6 - ECP - ENST - ESE - ENSAM - ENSMA - ENSTA - IPG etc.)

- débutants ou ayant une première expérience (2 à 3 ans) intéressés par les domaines d'activité suivants :
- guidage, pilotage,
- aérodynamique,
- performances,
- propulsion,
- calcul de structures,
- mécanique des fluides,
- électronique, électricité, électromécanique,
- informatique scientifique et systèmes,
- application aux composites,
- pyrotechnie.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à no 68.832 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LE BUREAU D'ETUDES GENERALES

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING DE TOUT PREMIER PLAN A VOCATION INTERNATIONALE

Ventes d'usines dans le monde entier :
pétrole-chimie, métallurgie, cimenterie, papeterie, conserverie.

JEUNES INGENIEURS

spécialisés en

- 1) GENIE CHIMIQUE
- 2) UTILITES

Les postes impliquent la participation aux négociations techniques des contrats. Ils sont basés à Paris.

EXCELLENTE POSSIBILITE D'EVOLUTION AU SEIN D'UN TRÈS GRAND GROUPE

Adresser C.V. à CONTEXTE PUBLICITE, no 68.754, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra. DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

SPERRY UNIVAC

recherche pour son Agence PARIS/EST

1 ingénieur commercial

- Formation supérieure,
- 3 ans d'expérience minimum résultats prouvés,
- formation sur équipements
- mission : la prospection et le développement de la clientèle petite et moyenne.
- Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec photo, sous référence SPERRY UNIVAC - Direction du Personnel - 3, rue Bellini 92206 PUTEAUX. (réponse et discrétion assurées).

SLIGOS

l'informatique au service de la gestion

Pour renforcer notre activité
MINI-SYSTEMES
(réalisation de systèmes conversationnels de gestion d'entreprises petites et moyennes), nous recherchons plusieurs

Jeunes ingénieurs

grandes écoles, MIAGE, débutants ou 1 à 2 ans d'expérience intéressés à la fois par les techniques de la mini-informatique et par la gestion d'entreprise, et capables de prendre assez rapidement la responsabilité complète d'affaires importantes en tant que chefs de projet.

Analystes et programmeurs

débutants ou expérimentés recherchant une ambiance de travail stimulante au sein d'équipes réduites dans lesquelles l'analyse et la programmation (Gap II, Basic, etc.) ne sont pas séparées de la conception.

Lieu de travail : PUTEAUX (quelques déplacements de courte durée en province). Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature sous réf. DP8 (avec C.V., photo et prétentions) à SLIGOS, 91, rue Jean-Jaurès, 92007 PUTEAUX.

SLIGOS est une CA en 1979. Développement annuel moyen du Groupe de 15% depuis 1979. 1 500 personnes et plus de 100 emplois créés en 1979. Principales implantations : Puteaux (Siège), Athis, Bessancourt, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Marseille, Rouen, Saint-Valéry, Valenciennes, Cote d'Ivoire.



THOMSON-CSF

Division Télécommunications

INGENIEURS

GRANDES ECOLES A VOCATION ELECTRONIQUE

Pour participer à la CONCEPTION et aux ETUDES de SYSTEMES complexes et d'EQUIPEMENTS modernes de communication, ils utilisent les techniques les plus pointues en signal, micro et mini-informatique.

De larges perspectives d'évolution de carrière sont assurées aux candidats de valeur au sein de la division ou du groupe pour Paris et la Province.

C.V. et photo à : M. POTUS - B.P. 156 92231 GENEVILLIERS CEDEX

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre du développement de ses activités radar

ingénieurs électroniciens

Débutant quelques années d'expérience

- soin d'équipes chargées de l'étude et la réalisation de systèmes faisant appel aux techniques les plus avancées
- Définition et conception de systèmes
- Etude et développement de systèmes de micro-informatique

techniciens d'études électroniques

Débutants ou quelques années d'expérience de micro-informatique, sous la direction d'un ingénieur

Pour ces postes : Nationalité Française exigée - Déplacements épisodiques à l'étranger possible - Connaissance de la langue anglaise appréciée - C.V. précisant la référence du poste à no 68.832 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



Société en pleine expansion, filiale de BURMAH OIL LTD, spécialistes en lubrifiants et produits spéciaux.

UN INGENIEUR

Il sera chargé :
- de l'adaptation continue des lubrifiants aux exigences des équipements industriels;
- des relations et des négociations avec les commissions professionnelles techniques et les industries;
- la définition des lubrifiants.

La candidate devra :
- avoir une formation chimiste,
- avoir 5 ans d'expérience en application des lubrifiants industriels,
- maîtriser parfaitement l'anglais.

Si vous remplissez ces conditions, nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae et photo sous référence à : BURMAH FRANCE S.A. 78230 LE PECQ

qui assure réponse et discrétion.

Convention Collective du Pétrole, Restaurant d'Entreprise et avantages sociaux.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

pour la
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
PARIS

UN CADRE

(SPECIALISTE DROIT DU TRAVAIL)

Chargé au sein du Département réglementation générale du personnel de :
- participer à l'élaboration des réglementations relatives au statut général du personnel;
- définir les modalités d'application des réglementations;
- participer à l'assistance au personnel de la direction des relations humaines dans les domaines de l'application du droit du travail.

PROFIL :
- formation juridique supérieure
- première expérience en fonction personnel
- connaissance souhaitée des conventions collectives de la métallurgie.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions à no 68.832 CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

مكتبة المجلد

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

VALEO (FERODO)

recherche

INGENIEUR LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Dans le cadre du développement de nos activités d'équipements automobiles mécaniques et thermiques nous créons ce nouveau poste au sein de la Direction Organisation.

Vous serez chargé de projets d'organisation logistique (diagnostic, propositions et mises en œuvre de systèmes) en recherchant la plus grande synergie entre les divisions françaises et étrangères de ce secteur d'activités.

Nous recherchons un ingénieur diplômé grande école ayant une expérience de 5 ans et susceptible de pouvoir potentiel de créer et développer son service.

Poste à St-Ouen (93).

Réf. 38073/1

INGENIEUR D'AFFAIRES

diplômé grande école d'ingénieurs mécaniciens

Pour la ligne de produits "automobiles" vous animerez les relations techniques et commerciales (de la négociation du cahier des charges au contrat commercial) entre la construction automobile française d'une part et notre division Embayages d'autre part.

Ce poste correspond à un ingénieur ayant environ 4 ans d'expérience d'études ou essais mécaniques et souhaitant évoluer vers une fonction commerciale.

Poste à St-Ouen (93).

Réf. 38073/2

INGENIEUR ELECTRONIQUE DE MAINTENANCE

Membre filiale SOMA à St-Etienne (2000 personnes) crée son service électronique au sein du Département maintenance industrielle. Dans un contexte de développement de l'utilisation d'équipements électroniques et du développement de machines C.N. vous créerez et organiserez la maintenance électronique de l'ensemble de ces équipements.

Nous recherchons un ingénieur diplômé ayant une très bonne compétence en électronique de puissance, logique, C.N., microprocesseurs acquis sur un équipement de machines C.N. (après vente, essais...) dans une fonction similaire.

Poste à St-Etienne (42).

Réf. 38073/3

INGENIEUR D'ETUDES INDUSTRIALISATION

diplômé grande école d'ingénieurs, 2 à 3 ans d'expérience en bureau d'études ou en méthodes.

Au sein de l'équipe responsable du développement des équipements de chauffage et climatisation automobile vous rechercherez et réaliserez les améliorations technologiques (mécaniques et électromécaniques) permettant d'obtenir les conditions techniques et économiques optimales de fabrication des moteurs électriques de grande série utilisés dans ces équipements.

Poste à La Verrière (78).

Réf. 38073/4

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DANS LE MILIEU.

Adresser CV, présentations et photo en précisant la référence exacte du poste choisi à VALEO Service Recrutement 43, rue Bayen - 75017 Paris.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER

BANLIEUE SUD

Notre client, une société industrielle en pleine expansion, recherche son futur directeur administratif et financier pour lui confier l'ensemble de la comptabilité générale et le contrôle de gestion de l'entreprise.

La personne recrutée devra aussi mettre en place une comptabilité analytique, superviser le service informatique, et gérer la trésorerie. Les fonctions administratives incluront des tâches de secrétariat général, assurances, conseil d'administration, etc.

Pour ce poste, une expérience de minimum 5 ans en milieu industriel et des diplômes en comptabilité (DECS ou équivalent) sont indispensables.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant si possible le numéro de téléphone où l'on puisse vous joindre rapidement, à M. MARTIAL, pour référence, 6 avenue Marceau, 92 PARIS.

Importante Société d'ingénierie
recherche pour Paris

Ingénieur Electricien

Diplômé Grande-Ecole

possédant de 2 à 5 ans d'expérience en conception et suivi de réalisation de réseaux électriques de distribution industriels et d'automatisation du processus de fabrication.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. photo, prétentions sous réf. 4916 à S.C.S. Jonction 9, rue des Halles 75001 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



POUR ASSURER
SON DEVELOPPEMENT
LA SOCIÉTÉ DES
CENTRES COMMERCIAUX

propose les postes suivants

Chef de Publicité

Il contribue à l'élaboration du plan annuel de promotion/publicité des centres commerciaux. Il définit les politiques de développement qui lui sont définies. Il suit activement l'application de ce plan et intervient au conseil pour la mise en place des actions depuis la conception jusqu'à l'achat.

Il convient à un candidat (H ou F) pouvant faire preuve d'une expérience analogue, acquise en agence ou en tant qu'annonceur ; il doit connaître les médias, la négociation d'achats d'espace, être disponible pour des déplacements en province, et s'imposer par sa compétence.

Assistant de Direction de Centre Commercial

Il s'agit de jeunes diplômés de formation D.U.T., marketing ou techniques de commercialisation, ou A.T.C., ayant acquis une première expérience de gestionnaire, par exemple dans la distribution, et fortement motivés pour apporter une contribution active au développement de la gestion de centres commerciaux en région parisienne.

Adresser C.V. avec manuscrite, photo, prétentions et références au responsable du Personnel, Avenue Charles de Gaulle - 92143 LE CHESNAY.

GRUPE ALIMENTAIRE
DE DIMENSION EUROPEENNE
Nous recherchons un

Ingénieur technico-commercial INA, ENSIA

Agé au minimum de 25 ans, vous êtes titulaire d'un diplôme technique supérieur, INA ou ENSIA, vous justifiez d'une expérience de plusieurs années dans l'industrie alimentaire.

Intéressé par le fabricant des produits alimentaires, vous avez le goût des contacts, le sens du service client.

Consulter nos clients pour l'utilisation des produits que nous fabriquons.

Leur apporter une assistance technique et réglementaire (transport, livraison, stockage...).

Ce poste à caractère évolutif est à pourvoir à Paris. La rémunération annuelle sera de l'ordre de : 110 000 F.

Notre Client vous remercie de lui faire parvenir votre manuscrite, CV et photo, sous référence I.A. 5751.

Jean Pierre Tricard Sélection
37-39 avenue de Cléby - 75017 Paris.

TRINDEL

Société d'ingénierie électronique et d'informatique industrielle recherche pour son département « INFORMATIQUE INDUSTRIELLE » basé à SAINT-DENIS (93) (métro Carrefour Pleyel).

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

pour installation et maintenance de systèmes temps réel à base de mini-calculateur (matériel DEC, IBM, etc.). Une expérience similaire ou quelques années de formation en électronique, sont nécessaires.

Formation en électronique, avec diplôme de technicien supérieur.

Permis de conduire exigé ;

Véhicule de service ;

Préférence pour un candidat de valeur ;

Intéressez-vous à ce poste.

C.V. avec photo, prétentions, à M. TRINDEL, 10 rue de la République - 93200 SAINT-DENIS.

responsable audit interne

Banlieue Sud-Ouest 170.000 F

Nous recherchons pour le compte de notre client, une importante filiale d'un groupe américain, un responsable de l'audit interne. Le candidat retenu sera responsable de l'efficacité du contrôle interne, de respect et de la régularité des procédures et méthodes administratives et comptables. Il sera à l'écoute pour son département en plan général d'audit de groupe (bilan, bilan, situation financière et fiscale globale) et sera appelé à collaborer avec les auditeurs extérieurs de notre client. Dans la mesure où le candidat retenu aura fait preuve de ses qualités professionnelles et personnelles, des possibilités d'évolution de carrière seront envisagées à moyen terme vers une fonction opérationnelle. Le candidat retenu sera une solide formation de base (DEC, ESC, ISG, IGC) avec une expérience d'au moins 4 ans acquises en cabinet ou dans une entreprise industrielle. Les hommes sérieux de la langue anglaise sont privilégiés.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant si possible le numéro de téléphone où l'on puisse vous joindre rapidement, sous la réf. 4916, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. - 10, rue d'Alsace - 75010 PARIS

VALEO (FERODO)

C.A. 6 milliards, 31 000 personnes

pour développer son potentiel humain et dans le cadre de sa politique de gestion prévisionnelle des Cadres

DES INGENIEURS DEBUTANTS

diplômés grandes écoles d'ingénieurs

Nous vous proposons de débiter votre carrière dans un grand groupe industriel français en prenant au sein de nos opérations ou fonctionnels des responsabilités croissantes, après formation, dans l'un des postes suivants :

— Techniques de Fabrication à Nogent-le-Rotrou (28) et à Condé-Sur-Noireau (14)

Ingénieur mécanicien vous serez chargé de la conception et de la mise en œuvre de ces importantes usines, vous serez chargé de concevoir, de réaliser et d'améliorer les produits de fabrication industrielle de nos produits de grande série afin d'obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production.

Réf. 38071/1

— Etudes et Développement de Produits à La Verrière (78)

Ingénieur vous serez chargé de la mise en œuvre de ces équipements de chauffage et de climatisation automobile, vous serez chargé d'étudier et de concevoir les produits de grande série portant sur la conception de nouveaux produits et sur l'amélioration des produits existants.

Réf. 38071/2

— Informatique et Calcul Scientifique à St-Ouen (93)

Ingénieur, option informatique scientifique vous serez chargé de la mise en œuvre d'une approche pluridisciplinaire des études menées dans ce secteur de recherches avancées, vous contribuerez à l'approfondissement des phénomènes physiques étudiés par les chercheurs de l'entreprise en prenant en charge la conception et le développement des programmes de calcul scientifique et de simulation de la mise en œuvre de ces programmes.

Réf. 38071/3

— Contrôle de Gestion Industrielle à La Verrière (78) et à St-Ouen (93)

Ingénieur vous serez chargé de la mise en œuvre de la gestion de l'IAE. Au sein de ce service de gestion informatique vous prendrez progressivement des responsabilités opérationnelles qui vous permettront d'une part de maîtriser les techniques de gestion de l'IAE et d'autre part d'appréhender concrètement la gestion économique d'importantes Divisions industrielles. Pour exercer ces responsabilités vous serez en contact direct avec les services de votre Division.

Le poste à St-Ouen comporte l'animation d'une petite équipe de techniciens.

Réf. 38071/4

— Organisation Informatique de l'Entreprise à Paris 17ème

Ingénieur vous serez chargé de la mise en œuvre de l'informatique en gestion. Nous vous proposons d'acquies une bonne connaissance du fonctionnement de l'Entreprise en étant chargé pour différentes fonctions (gestion, personnel, commerce, ...). Les projets d'organisation feront appel à des solutions informatiques.

Adresser à la Direction Informatique, une manuscrite, une formation vous permettant de prendre en charge les projets complexes, la définition des tâches des charges avec les services utilisateurs et la mise en place des systèmes.

Réf. 38071/5

A partir de l'un de ces postes des possibilités d'évolution existent dans toutes les divisions du Groupe.

Adresser CV, présentations et photo en précisant la référence exacte du poste choisi à VALEO Service Recrutement 43, rue Bayen - 75017 Paris.

JURISTE DROIT PRIVÉ

L'intéressé sera plus spécialement chargé, au sein d'une équipe de spécialistes, des opérations de recouvrement concernant notamment des dossiers complexes. Ses attributions couvriront la totalité du traitement de ces dossiers jusqu'à leur solution.

De bonnes connaissances dans la matière des mesures conservatoires, des voies d'exécution, des procédures collectives de règlement judiciaire et de liquidation des biens sont nécessaires.

Une expérience acquise chez un avocat ou syndic ou dans un service contentieux d'entreprise est indispensable.

Adresser candidature avec CV mentionnant les prétentions de salaires sous réf. 79566 M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Hausmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

Auditeur interne confirmé

Notre groupe, 1 dans son secteur (fabrication et commercialisation de biens industriels), structure et tend vers son Département Audit Interne au niveau mondial. Objectif : couvrir, en plus de l'audit comptable et financier, l'audit informatique et l'audit fonctionnel.

Le poste convient à un auditeur ayant déjà 2 à 4 ans d'expérience (Cabinet d'audit international pour le compte d'importantes sociétés industrielles ou, entreprise industrielle) - et souhaitant accéder, à moyen terme, à d'autres fonctions opérationnelles au sein du groupe en France et à l'étranger. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. (Seconde langue appréciée).

La formation supérieure, complétée par les techniques comptables et financières (DECS minimum), il va couvrir la filiale française (plus de 1000 personnes) et pourra, occasionnellement, être des missions dans d'autres unités de production en Europe, (Grande Bretagne, Allemagne, Italie). Basé à Paris, il effectuera des déplacements dans les autres filiales (environ 100 jours par an).

Capable d'analyser et de développer des techniques informatiques et statistiques comme outil d'audit, il reportera à la Direction Audit Europe, à laquelle il proposera des améliorations de procédures et systèmes de gestion.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 7143 à HAVAS CONTACT 64 rue la République - 75008 PARIS.

SONY évolue, son Informatique aussi...

En raison de l'expansion de son réseau de vente, l'implantation d'une usine à Bayonne et de l'introduction prochaine d'un IBM 4531 dans le 2, SONY FRANCE crée plusieurs postes et recherche des candidats de valeur possédant une expérience en GAP II et COBOL ou COBOL, CICS et PL/I.

— ANALYSTE PROGRAMMEUR

Il aura la responsabilité complète des projets de développement d'applications.

— PROGRAMMEURS CONFIRMES

Ils participeront également, de manière active, à la mise en œuvre du plan de développement informatique.

Si un de ces postes vous intéresse, envoyez rapidement votre manuscrite, CV, photo et prétentions à MICHEL OFFNER - SONY FRANCE - 19, rue de Valenciennes - 92115 CLICHY, qui transmettra.

SONY

et recherche fait la différence

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INGÉNIEUR DE VENTE

La Société CHEMIVIRON spécialisée dans le secteur des produits chimiques, recherche un ingénieur de vente expérimenté pour le développement de la vente de produits chimiques de haute technologie dans le traitement des eaux, dans la lutte contre la pollution et dans la purification industrielle.

FORMATION INGÉNIEUR CHIMISTE

Elle recherche un homme expérimenté dans le secteur industriel. Il aura à développer les marchés et négocier les contrats avec une clientèle de haut niveau. Il pourra travailler en liaison étroite avec le département technique chargé de la production et de la distribution des produits commerciaux et du suivi des affaires.

CHEMIVIRON

10, rue Louis-Philippe - 92290 Nanterre-sur-Seine.

UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS INTERNATIONALES DE CONSEIL EN ORGANISATION ET EN INFORMATIQUE

INGÉNIEURS CONSEILS (Grandes écoles : A. et M. Centrale, E.N.I. ...) peuvent justifier dans un domaine d'expertise d'une expérience concrète en :
— GESTION DE LA PRODUCTION
— ORDONNANCEMENT
— MÉTHODES

La fonction implique la gestion de projets importants ayant des prolongements informatiques et d'analyse des données.

Perspectives de carrière très ouvertes dans un groupe en pleine expansion.

Envoyer C.V. et photo et références à Mme ALICE, 21, rue de la Boétie, 75008 Paris.

analystes analystes-programmeurs et programmeurs expérimentés et débutants

pour travailler au développement de systèmes informatiques utilisant des bases de données et le télétraitement.
• Formation complémentaire assurée.
• Langage utilisé : COBOL sous OS.
• Matériel utilisé : IBM sous OS.
• Un 3033 - 8 000 K.
• Un 370/168 A - 8 000 K.
• 1000 terminaux de télétraitement.

Envoyer C.V. sous référence 10100 en précisant le poste choisi à :

GIE Services du Personnel, 11, rue de la Boétie, 75008 Paris.

LABORATOIRE DE RECHERCHES DU C.N.R.S. UN DESSINATEUR PROJETEUR

Niveau B.T.A. ou équivalent diplômé de l'O.M. pour études d'appareillages expérimentaux (systèmes à ultra vide, techniques optiques et mécaniques fines).

Toute expérience sera appréciée.

Envoyer C.V. et photo au responsable pour candidatures, 200 C, Université Paris Sud, 91400 Orsay Cedex. Téléphone : 941-83-70, p. 604.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEUR

pour assurer la responsabilité de la conception et de la réalisation d'installations d'automatisation et d'instrumentation appliquées au domaine du pétrole. Sous l'autorité directe du chef de service, cet ingénieur devra organiser et conduire des études de projets, et assurer les liaisons clients et fournisseurs.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V., photo, références sous réf. : 1753 M & PUBLISCOPE JUNIOR 11, rue Royale - 75008 PARIS (qui transmettra).

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Option génie chimique.
• Justifiant de 3 à 5 ans d'expérience.
• Pratique courante de l'anglais nécessaire.

Envoyer curriculum vitae et références : à l'attention du Service du Personnel, 2, avenue Robert-Schuman - 75007 Paris.

CITI 205.24.83

Centre International de Traitement Informatique

commercial et logiciel

FORMATION LOGICIEL

recherche

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

1 poste : Expérience 2 ans minimum, et possible sur 18 à 24 mois.

1 poste pour débutant B.T.A. O.M.

Métier D.U.T. minimum. Connaissance COBOL.

Lieu de travail : Tour Parifit, porte de la Vierge.

Env. C.V. et références à : RAS SAVOYE Service du Personnel, B.P. 129 92202 NEUILLY.

SEPTIÈME recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX et TECHNICIENS

diplômés supérieurs, 2 ans exp. Connaissances en :
— gestion commerciale
— I.B.M. et/ou mini-ordinateurs
— E.C.R. 21 de l'Arrivée, 75049 Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Env. C.V. et photo à :

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

Paris Cedex 15 ou tél. 339-65-29.

RECHERTE - JUNG

recherche

UN INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation : Métallurgie - Équivalent pour la diffusion de microscopes et d'appareils de préparation métallographique.

SECTEUR : REGION PARISIENNE et NORMANDIE

Frais + commissions + frais DIRECTION ASSURÉE

Ce poste pouvant évoluer vers une fonction de Chef Produit.

Envoyer C.V. et photo et références à :

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 110, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

RECHERTE - JUNG - Service du Personnel, 11

TRANSPORTS

Une page d'histoire technique et archéologique

Sept semaines après le début du conflit de la pêche industrielle, à Boulogne-sur-Mer, vingt jours après que les pêcheurs artisans de Port-en-Bessin eurent bloqué le port du Havre, le trafic commercial est redevenu normal sur l'ensemble des ports français. Le mouvement de grève lui-même commence à s'essouffier. En Bretagne, de nombreux pêcheurs ont décidé de reprendre la mer, comme à Saint-Pierre de Luz (Pyréénées-Atlantiques) de Port-Judice (Gers) ou d'Orléans-les-Andelys. A Marseille, les bateaux de pêche ont déjà largué les amarres. Ceux des artisans bloqués près de Boulogne, doivent le soir de ce lundi soir, alors qu'ils attendent les premiers ardeurs à renoncer à sortir en mer.

Tout n'est pas terminé pour autant. A Sète comme à La Rochelle, aux Sables-

A BOULOGNE-SUR-MER

« La poudrière est de la poudre »

De notre correspondant

LILLA. — A Boulogne-sur-Mer « la poudrière est désamorcée », a affirmé M. Louis Coppin, secrétaire national de l'Union française C.P.D.T. en s'adressant, samedi 30 août, aux marins-pêcheurs réunis en assemblée générale qui venait de décider la levée du blocus du port et de la ville. Il a dénoncé « les manœuvres des mureyeurs et des transporteurs qui voudraient nous faire croire que nous sommes tous morts et/ou le gijou ». La ville est donc libre, le port a fonctionné normalement dimanche et les marins-pêcheurs n'ont pas pour autant renoncé et sont décidés à employer de nouvelles formes d'action si on ne renonce pas à l'embargo. Distribus des tracts en

valentines, route du port d'Arzac. Les marins-pêcheurs ont accepté à ce que le matin d'aujourd'hui, ils aient vu la ville. Reste la destruction des infrastructures de la ville et du port. Les marins-pêcheurs ont décidé de continuer à bloquer le port et la ville. Les marins-pêcheurs ont décidé de continuer à bloquer le port et la ville. Les marins-pêcheurs ont décidé de continuer à bloquer le port et la ville.

M. Joël Le Theule, ministre des transports, dans une interview accordée, lundi 1^{er} septembre au *Matin*, affirme que le conflit de pêche est devenu un différend de portée internationale. « Pour la France, cette convention ne peut avoir de sens en dehors de la Communauté. L'Europe, ses peuples, ses intérêts sont en jeu », déclare-t-il. « Les faits », indique le ministre des transports, « Ce conflit, poursuit-il, a révélé l'extraordinaire distorsion entre les prix de vente des poissons en France et ceux des consommateurs. Ce problème ne peut être résolu en 24 heures.

un conflit
pêcheurs-
sur-
bloqué
des ports
leur liti-
En Bre-
à déci-
de (de
mentales),
ont déjà
artisans
sont le
à un
per à un.

stant : A
Sables-

E - SUR-MER

st désamorcée »

Les Big

correspondant

ralentissent le trafic sur l'axe routier du Nord (A1) au sud d'Arcas.

Les artisans dijalois après avoir accepté samedi de ne plus bloquer le chemin ont décidé ce lundi matin d'arrêter leur grève et de revenir à leur vie de soit même.

Reste le conflit de la pêche industrielle. La semaine qui vient dira si les marins-pêcheurs ont gagné la même victoire d'abandonner la grève et si les armateurs tiennent aussi fermement à leur position.

A Bonlogne-sur-Mer, on attend le retour de pêcheurs de Paris pour débloquer la situation.

La chambre de commerce a déjà dressé le bilan du conflit. Son président, M. Pierre Hennon, estime que la grève a coûté à cette pour le port à six mois

Samedi 11 août, le pays bigouden ne vote à bulletin secret contre 418, présence 418.

Quel est l'impact de la décision dans le pays breton, ce principal cœur de la pêche artisanale de cette région ?

« J'ai senti que la décision n'était pas vraiment concernée par la décision », dit le président du conseil municipal, sur 86, ils ont eu qu'ils entendaient ne pas la grève, alors même que les pêcheurs châtillais optaient, pour le mouvement l'ont fait les pêcheurs du Guirizac, ce qui les artisans du pays.

Ce n'est pas un

sonnes ont dû être mise en chômage technique dans soixante entreprises. Pour ce qui concerne le trafic trans-Manche, la suspension des liaisons avec la Grande-Bretagne a fait perdre à Boulogne, par rapport à août 1979, le transit de plus de deux cent mille passagers et de quelque trente-cinq mille véhicules.

GEOFFREY SUEUR.

● La C.G.D.T. ne s'associe pas à la grève des marins du commerce... Le syndicat des marins du commerce a décidé de ne pas suivre le mot d'ordre de grève lancé par la C.G.T. pour le mercredi 9 septembre afin de critiquer l'intervention de la marine na-

vis industriels sont
d'été, les marins de
hommes travaillant
minés à Lorient.
C.F.D.T., les marins
l'unanimité de por-
grève et les barages
pêche pendant l'été.
C.G.T. a été la ma-
ment majoritaire,
envisagé d'atteindre
de la réunion de la

tionale à Antiter et
C.F.D.T. regrette qu'
ad l'arrêt des ma-
concerné, que cette
grève constituerait
sans armateurs ». Il
ganiser une collecte
équipages du commerce
des marins-pêcheurs

les difficultés conjoncturelles rencontrées par les pêcheurs artisans. A Boulogne-sur-Mer, le désaccord entre marins et armateurs reste ce qu'il était il y a deux mois. Il faudrait que la législation sur place de M. Jean de Bange, chef du service des pêches au ministère de la Pêche, soit considérablement évoluée les esprits pour que la réunion de mardi à Paris aboutisse à un accord.

La solution n'est pas simple. A Paris, par exemple, on a pu voir d'éloges sur les armateurs de Lorient qui pour réduire ses frais de main-d'œuvre débarque son poisson en Ecosse, près de la zone de pêche (« Le Monde » du 23 août). Or, depuis mercredi, les pêcheurs de Lorient ont interdite l'entrée de leurs ports aux chalutiers français...

BRETAGNE

Jeans de nouveau en mer

Après une semaine de grève, les pêcheurs bretons ont repris le travail hier. Les négociations pour la détermination d'un nouveau contrat collectif ont été interrompues.

Le conflit, qui avait débuté le 22 août, a pris fin à 10 heures, après une dernière séance de négociations. Les pêcheurs bretons ont décidé de reprendre le travail à 11 heures.

Le conflit, qui avait débuté le 22 août, a pris fin à 10 heures, après une dernière séance de négociations. Les pêcheurs bretons ont décidé de reprendre le travail à 11 heures.

Le conflit, qui avait débuté le 22 août, a pris fin à 10 heures, après une dernière séance de négociations. Les pêcheurs bretons ont décidé de reprendre le travail à 11 heures.

saumer des petits metiers ». En France, il n'y a pas de petits metiers, mais il y a de petits patrons, de petits entrepreneurs. « On nous demande de faire partie d'un groupement de producteurs, mais il n'y a pas une organisation de ce genre pour les couteuxiers (crabes, crevettes). Les petits producteurs ne pourront pas se défendre. On nous dira, comme on l'a dit à Morlaix, il n'y a pas de groupement du tout. Il faut donc faire sauter ce verrou. »

Les revendications insatisfaites « ne manquent pas » non plus. Les prix garantis sont jugés « trop bas », les prix libres « trop élevés ». La législation en matière de congés payés « est satisfaisante ». D'autre part, les taxes perçues par les organismes gestionnaires pour l'aménagement et l'équipement des ports sont qualifiées de « intolérables ».

En cet été 1894, il y a quatre-vingts ans, le 15 août, ont commencé la première ligne de chemin de fer à port de l'Anvers à la porte Maillot (actuellement ligne 104 bis). Un acte de géant pour l'amélioration des transports urbains à cette époque : aujourd'hui la règle est : régime sur les transports de lignes à métro, les lignes de banlieue, les lignes de voyageurs transportés sur jour de la capitale.

Cet événement majeur de l'histoire ne fut pas perçu par les habitants de la ville. « Ni lieu, ni bruit, ni fureur officielle, ni discours, ni consigne générale. Rien que les gardiens de la paix aux postes de leur poste, les employés de la compagnie des tramways, les cochers, les employés polis, courtois, empressés ». Jusqu'à la grande parade du 20 juillet 1900. L'intransigeant du 21 juillet soulignait : « Pendant la nuit, l'heure où il y a toujours une foule de métropolitains a transporté 5 000 personnes, il n'y en avait que 20 000 ».

« classe ». En 1889, Paris fut l'exemple d'une ville qui, à l'instar de plusieurs capitales ou de grandes villes étrangères, avait, en 1889, inauguré la première ligne de la Métro-
politan Railway; New-York qui avait construit en 1890 la première ligne du Elevated; Chicago qui avait inauguré en 1892 l'électro-tramway; Budapest qui ouvrit le premier tronçon de son métro en 1896.

à l'heure de construire un édifice
 à l'heure de construire loin.
 jusqu'en 1995, les années de
 demeurer vains, les années
 de la Métropolitain
 entravée par un
 antagonisme
 l'Etat la Ville Paris. L'Etat
 donner un
 général au qui
 n'aurait eu pour que de
 relier entre les gares
 S.N.C.F. La ville, en revanche,
 attendait tout de la ré-
 ponde mais la po-
 pulation parisienne, à ce
 que ce chemin de fer souterrain,
 construit à frais, et sans
 dissimuler la plus illustre
 de la capitale à la tour
 de la Bastille, l'une des
 aujourd'hui
 aquare boulevards
 Henri-IV, jusque la
 Une plaque dédicatoire
 du tunnel, rappelle, an-
 1900, l'emplacement de cette
 Ainel construisait les premiers
 mètres. Elle fut exploitée
 alors par les trains
 voitures, les sapeurs
 calas de bois, les
 tirant remorques.
 JEAN PERRIN.

100

2

A VINCENNES

CORRESPONDANCE

Le développement de la ville de Mâcon

Vincennes est par terre, tes
ferailles tordues, gâtée par
chiens. Aout à Paris : mois des
mauvais coups, de la mauvaise
conscience. L'an dernier le
14 août, le permis de démolir les
abat-toirs de la Villette, comme
vingt ans avant dans du béton et
ou massif, était publié : le chan-
tier s'est ouvert, cet été. En 1971
en sont encore, on abat-tait, aux
Haïes, les premiers pavillons de
Balard. On pouvait que l'on dit
conservateur, ne cesse de gâchier
l'héritage d'abattoirs même
qu'il a édifié.

Vincennes est par terre. L'absurde fait accompli n'empêche

CIRCULATION

« Un automobiliste qui poursuit
par la nuit les voitures de jazz », dem-
G.R.S. l'ayant photographié lors d'un
d'un contrôle radar a été débouté
vendredi 29 avril par les cinquante
chambre du tribunal de la Seine-
et-Oise, qui a déclaré le témoin
M. Michel Charmont, architecte à
Lyon, se plaignait d'avoir été pho-
tographié de nuit et d'avoir été
arrêté. Mais, lui qui lui avait
fait perdre momentanément le
contrôle de son véhicule. Il estimait
qu'il s'agissait là d'un abus de
pouvoir et qu'il avait perdu l'inté-
grité physique des individus
dans, et de « voies de fait ». Le
tribunal n'a pas eu à se pronon-
cer sur M. Charmont et l'im-
munité des fonctionnaires de police
comme aux dépens, précisant
que les fonctionnaires de police
« agissant en un lieu où les ci-
toyens sont fréquemment ar-
rêtés et qu'ils ont le droit de pousser
leurs voitures de jazz ».

pas de poser encore quelques questions. Qui, de l'Etat ou de la ville est responsable de cet immense gaspillage ? Juridiquement, c'est assez clair. Le bail consenti il y a douze ans par la ville, propriétaire du bois, précise, selon le recteur de Paris, que les terrains doivent être vendus « nus ».

Pourtant, les bâtiments étaient construits pour durer, et plusieurs universités de la région parisienne fonctionnent dans des édifices somptueux. Il aurait suffi que les dix parisiens, autres que M. Georges Messmin, député U.D.F., qui prit la peine de les visiter, souhaitent les transformer.

pour qui l'Etat passe des sommes énormes et que nous ne pouvons pas éliminer une bonne centaine de millions d'aujourd'hui.

S'il la ville n'est pas directement responsable, elle est au moins franchement complice : le ministre de l'intérieur, M. Chénod, attendait à Paris de M. Chirac pour donner le coup d'éventail aux pelles mécaniques ?

Le maire a fait savoir qu'une « enquête ordonnée par le maire » avait permis d'évaluer à « trente millions de francs les travaux de sécurité nécessaires », et que M. Chirac avait décliné la responsabilité de « mauvaise utilisation s'étant imposée, de laisser démarrer, comme prévu ».

Avec les panaches du général, il y a eu aussi ceux du colonel. On trouve plusieurs fois dans ce monde s'en moquant, mais la démonstration aurait été faite et le casse-tête sauté. Il faut se rassurer en se disant que si M. Chirac a dit cela, c'est qu'il était sûr de lui.

Chacun sait qu'un sérieux « débarras » de Vincennes était nécessaire, car si le ministère n'avait peut-être pas accusé les services de la ville de ne pas avoir eu soin de prendre la sécurité en charge jusqu'en 1930 juin, mais personne ne pourra plus vérifier les chiffres lancés en guise de justification ou d'intimidation.

cor, trop grand, trop vite publié dans notre supplément sur la Bourgogne (le Monde daté 2-9 juin), M. Charles Marceau, secrétaire général honoraire de la ville de — président du comité départemental H.L.M. de Saône-et-Loire — qui était absent lors de la purgation de ce texte.

pour l'ins-
militaire,
manège
matériel
« n », la
ministère
ance nette-
ce ! C'est
lequel les
un jour

étroite, intime et confiante avec tous les conseillers municipaux qui se sont succédés jusqu'en 1879.

Durant cette période, M. Mison a vu la commune passer de dix-neuf mille à plus de quarante mille habitants. Il a donc fallu préparer les conditions d'un tel développement avec des équipements publics de toute sorte. De même qu'il fallait, sur le plan de l'équipement général et de l'urbanisation, rattraper un retard de près de deux siècles pendant lequel la ville est restée anémiée et stérilisée.

Quelle est la ville qui, dans le cadre de la région, peut s'engouffrer de tels résultats ?

Cette action rigoureuse répondait non seulement au désir du travail de quelques hommes, mais aussi et surtout à la volonté générale de la population.

Vous me pardonneriez de constater que l'enquête sur Mafion repose sur deux thèmes seulement :

- L'ambition des Mafionais d'en faire un « Miami de Seine-et-Oise » avec le souci de tran-

présente des administrateurs H.M. parfaitement au
travail, réduits à une dizaine de personnes de travail
intériorité l'on n'a pu prouver
documentaire. Nous sommes de la
ce qu'était Mason il y a trente
ans, et dans une transforma-
tion avec l'actuel, nous
avons les mêmes et les
transformation. (...)

vous
trivez, les opérations de construc-
H.I.M. importantes ne
as à l'écart, c'est à
e périphériques ;
l'avenue E.-Berriot (plus
mille logements), dégren-
suffisamment ; mais
une bonne
arie de l'est nord, des

[illegible]

s'attachent aux exportations de tout prix de l'étranger, en faveur de la création d'emplois. On ne compte pas en moins de vingt-cinq pays et par des exportations qui se sentent pressées pour la vente, vingt-cinq millions de tonnes par an, et une décision d'assainir et de réorienter l'opération « piston » de la région, (...) l'un de qui était connu historiquement et architecturalement variable et des

198

o-
le
ful
of-

4-
 e-
 rie
 al-
 de,
 es
 on
 tif
 re
 il
 o-
 s-
 es,
 es
 re,
 re,
 e
 es,
 re
 es
 il
 02
 0-
 il
 or
 es,
 on
 bré
 il
 ul
 re
 x-
 et
 co
 de
 si-
 es,
 és,
 se-
 si
 al-
 ne
 u-
 de
 t-
 ti).

L'argent par la fenêtre

Accusé « enquêteur » sérieux ne prend d'ailleurs une telle responsabilité. M. Denis Beaudouin, directeur de l'information à la mairie, a refusé de nous préciser quelles « personnalités » avaient pu dire à M. CARRA « combien cela contristerait » M. Louche » (sic) pour faire de Vincennes un « souvenir de la grande

MICHELE CHAMPENOIS

LE MONDE
 met chaque jour à la disposition de
 ses lecteurs des milliers d'articles
 et de documents.
LA MAISON
 que vous recherchez

ETAGNE

LEURS TROUVE
sont décidés
le gouverneme

LE PROJET DE BUDGET POUR 1981

L'aide publique à l'investissement visera à empêcher une rechute des dépenses d'équipement des entreprises

Des mesures de soutien durable à l'investissement seront décidées par le gouvernement au cours du conseil des ministres du 10 septembre et intégrées au projet de loi de finances pour 1981 qu'arrêtera le même conseil.

M. Barre et Papon hésitent encore sur la forme et la durée de cette aide à l'investissement. Trois formules sont à l'étude. La première consisterait à prolonger le système actuel de déduction sur les bénéfices imposables de 10 % de l'accroissement des investissements en biens amortissables de façon dégressive. Cette formule, qui expire à la fin de l'année, aura coûté environ 2 milliards de francs à l'Etat pour 1979 et 1980. La

gouvernement pourrait évidemment décider de majorer le pourcentage de déduction.

Deuxième formule possible : le système proposé par le C.N.F.P. (patronat) qui consiste « grosso modo » à permettre aux entreprises d'effectuer des provisions à leur bilan pour renouvellement d'investissements, ce qui diminue la aussi l'impôt sur les bénéfices.

Troisième formule enfin : reprendre le système ancien d'aide à l'investissement appliqué il y a une quinzaine d'années, et qui consistait à permettre de déduire des sommes dues au titre de la T.V.A.

une partie des sommes consacrées à l'investissement, quelles que soient ces sommes. Ce système, qui s'appliquerait pendant plusieurs années — peut-être même pendant les cinq années du VIII^e Plan — semble avoir la préférence de M. Barre et Papon.

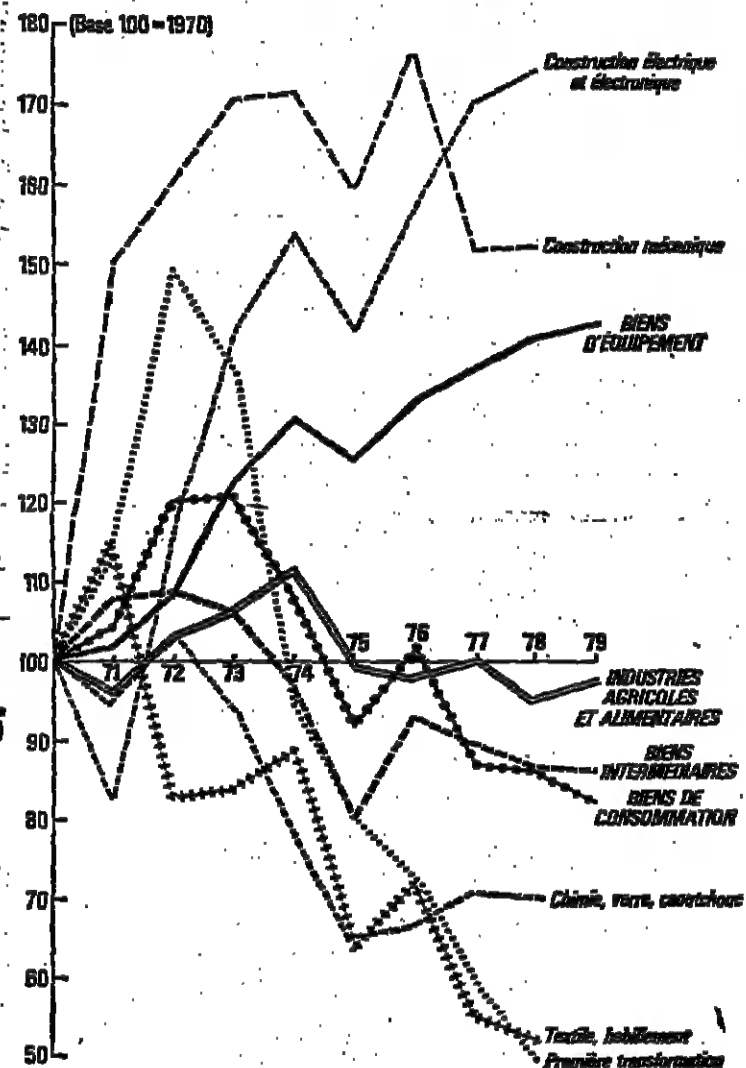
La chute de l'investissement industriel constatée en France entre 1973 et 1978 est l'une des retombées les plus inquiétantes de ce que l'on appelle communément la « crise ». Quelle a été l'ampleur de cette chute ? Quels ont été les secteurs les plus touchés ? Qu'en est-il de la reprise observée depuis 1979. C'est à ces questions que répond une étude publiée dans « le Bulletin du crédit national ».

D'entrée de jeu, une constatation : le montant total des investissements bruts réalisés en France (formation brute de capital fixe, F.B.C.F.) s'est élevé en 1979 à 517,3 milliards de francs et a représenté 21,3 % du produit intérieur brut contre 22,4 % en 1978. Ce pourcentage, l'un des plus élevés du monde — seuls le Japon et l'Irlande ont fait mieux — amène à conclure que la crise n'a pas pesé trop lourdement sur l'effort d'équipement du pays.

Si l'investissement global est resté une évolution heurtée. En augmentation régulière de 1970 à 1978 (+ 4,1 % par an), ces dépenses ont en effet de 15 % en 1974 et 1975, puis, après une reprise en 1976, baissé à nouveau en 1977 et 1978. Globalement, de 1973 à 1978, la formation brute de capital fixe de l'industrie a diminué de 1,9 % en moyenne par an et de 10,7 % sur l'ensemble de ces années.

L'ÉVOLUTION PAR SECTEURS

(Variation de la formation brute de capital fixe, en volume)



donc resté fort honorable, il n'en va pas de même de celui de l'industrie privée, qui, en 1979, avec 77,4 milliards de francs, ne représentait plus que 15 % de la F.B.C.F. contre 20 % en 1970, alors que dans la même année la part des entreprises nationales dans la F.B.C.F. passait de 8,3 % à 12 % et celle des ménages de 23,3 % à 27,1 %. On mesure mieux encore le recul de l'investissement industriel, privé en constatant qu'en volume il a à peine retrouvé en 1979 son niveau de 1970.

On peut parler d'une véritable cassure du rythme de l'investissement à partir de 1973. Le taux annuel moyen de progression des achats d'équipements, qui était de 8,5 % entre 1970 et 1973, fait place à une baisse moyenne de 6,5 % entre 1973 et 1979. Par rapport au niveau atteint en 1970, la chute des investissements dans ce secteur atteint en volume 19 % en 1979. Dès lors, on peut se demander, comme le font certains experts du Plan, si la faible propension à investir des entreprises de certains secteurs ne peut pas être attribuée à une résignation à l'effacement progressif de

la France sur les marchés des biens de consommation courante. Les industries intermédiaires, également touchées, l'ont cependant moins été. L'investissement en 1979 dans ce secteur est inférieur de 19 % au niveau élevé atteint en 1973 et de 14 % à celui de 1970. Il faut cependant noter que, dans ce secteur où les équipements sont lourds, le caractère cyclique de l'investissement est particulièrement marqué et que les cycles sont longs. Un effort d'équipement ayant été réalisé entre 1970 et 1971, il n'est pas étonnant que les entreprises aient limité leurs dépenses dès 1974, face à une baisse de la demande. La pause dans ce secteur n'est donc pas trop inquiétante et se trouve confirmée la reprise des investissements constatée au début de 1980.

Toutefois, différente apparaît la situation des industries de biens d'équipement qui, après avoir massivement investi au début de 1970, ont poursuivi, à un rythme ralenti bien sûr, leur effort après le choc de 1973, sans doute parce qu'elles étaient « tirées » par la demande étrangère. Une analyse plus fine permet de constater que la construction

électrique et l'automobile ont été, après la crise, les deux principaux moteurs de l'accroissement de l'investissement dans ce secteur.

Faut-il tirer une conclusion pessimiste de cette analyse ? Oui, sans doute, en ce qui concerne certaines industries de consommation, dont la faiblesse apparaît de plus en plus criante dans le déficit de la balance commerciale. Pour le reste, la prudence s'impose. Comme le souligne l'étude du Crédit national, « la baisse du flux annuel des investissements (...) dissimule l'effort important de modernisation et de rééquipement » entrepris dans la plupart des secteurs.

C'est parler d'un tant il est vrai que l'investissement a changé de nature et qu'aujourd'hui sa qualité, et non plus sa masse, doit prioritairement être prise en considération. Les indicateurs relatifs (F.B.C.F. notamment) ne permettent pas, il est vrai, de bien rendre compte de la mutation en cours de l'appareil productif. Le qualitatif, réalité essentielle en économie, échapperait-il aux mesures quantitatives des experts ?

A LILLE, du 2 au 4 Octobre 1980

Le Monde

vous donne rendez-vous à



Stand PB

FOIRE INTERNATIONALE DE LILLE

Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing

pour rencontrer les entreprises performantes du Nord

3^e Salon des services et du conseil aux entreprises

Institut de Gestion de Personnel

RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 80-82

- un programme spécialisé d'insertion professionnelle
- deux années d'études en alternance (entreprises-école)
- une formation technique de haut niveau en liaison avec les milieux professionnels pour

25 TITULAIRES D'UN D.U.T. OU D.E.U.G.

- faire carrière dans la fonction humaine et sociale
- acquérir les techniques essentielles d'un métier passionnant
- s'entraîner à la pratique de relations dynamiques et efficaces dans l'entreprise

renseignements et inscriptions
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-I^{er}, 75008 PARIS

RECRUTEMENT IMMÉDIAT

FAITES DE L'ARGENT AVEC VOTRE ARGENT.

Vous êtes maintenant bien installé et équipé. Vos revenus l'emportent sur vos dépenses. Vous voici donc en mesure d'épargner et de faire de l'argent avec votre argent. En prévision de votre retraite ou pour aider vos enfants, par exemple.

Le Crédit Lyonnais peut vous conseiller et choisir avec vous, parmi les nombreux investissements, ceux qui sont le mieux adaptés à votre situation ou à vos désirs :

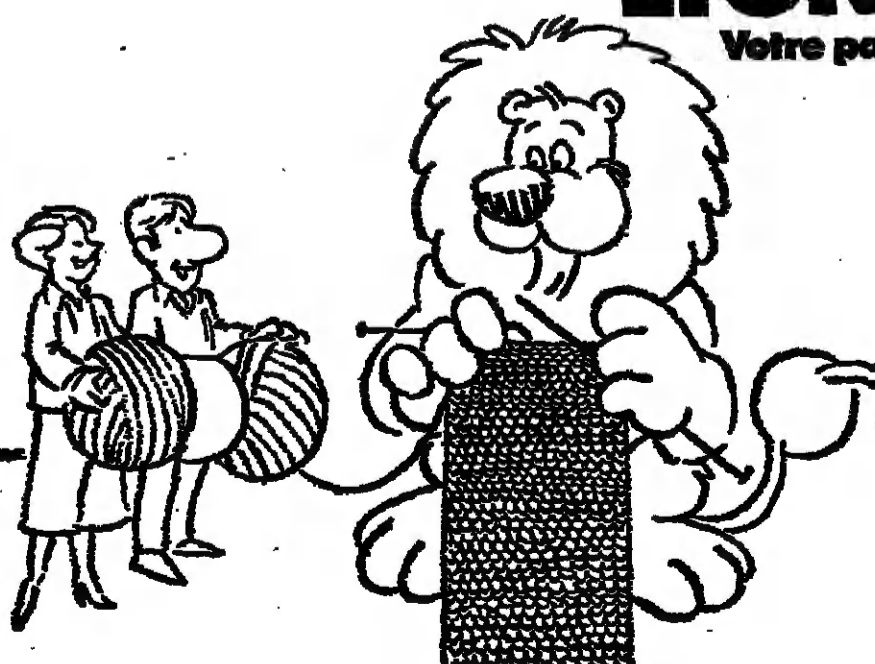
— Vous rêvez d'un placement à court terme, mais avec un bon rendement.

— Vous avez en main un vrai capital et vous souhaitez qu'il garde sa valeur.

— Vos revenus atteignent les tranches supérieures d'imposition et vous recherchez des intérêts exonérés d'impôt.

Rien ne remplace un contact personnel lorsqu'il s'agit d'argent ; alors venez nous voir, nous en discuterons ensemble.

CREDIT LYONNAIS
Votre partenaire.



AVIS D'APPEL D'OFFRES

L'Imprimerie Nationale du Rwanda, Ministère des Finances de la République Rwandaise lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture et l'installation des machines, appareils et matériel offset à feuilles.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu à la Direction de l'Imprimerie Nationale du Rwanda, B.P. 351 à Kigali-Rwanda ou auprès des chancelleries des ambassades du Rwanda contre paiement de 5.000 FRW.

La date limite de dépôt des soumissions est fixée au 30-9-1980 à 7 h. G.M.T., jour et heure d'ouverture des plis par le Président du Conseil des Adjudications ou Ministère des Finances à Kigali, B.P., 158, boulevard de la Révolution.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,1375 4,1425	— 20 + 5	— 30 + 10	— 150 + 60
\$ Can.	1,9025 1,9075	— 15 + 10	— 25 + 10	— 65 + 135
DM	2,3125 2,3225	+ 45 + 10	+ 105 + 135	+ 370 + 440
FFr.	11,1250 11,1350	+ 15 + 10	+ 30 + 30	+ 150 + 160
F.B. (1000)	14,1250 14,1350	+ 15 + 10	+ 30 + 30	+ 150 + 160
F.S.	2,3125 2,3225	+ 45 + 10	+ 105 + 135	+ 370 + 440
£ (1000)	4,8425 4,8525	+ 700 + 200	+ 1650 + 1350	+ 3900 + 3570
¥	9,9425 9,9525	+ 495 + 390	+ 930 + 760	+ 3900 + 1770

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 1/32	9 1/64	9 1/128	9 1/256
DM	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128
\$ E.-U.	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128
FFr.	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128
F.B. (1000)	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128
F.S.	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128
£ (1000)	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128
¥	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/128

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

UN LIVRE SUR LA DÉMOGRAPHIE Le vieillissement de la campagne française

La France vieillit. Malgré les vingt ans de « boom démographique » de l'après-guerre, les personnes âgées de soixante-cinq ans et plus représentaient en 1975, lors du dernier recensement, 14,3 % de la population totale alors qu'elles n'en constituaient que 8 % dans les pays comme le Canada ou le Japon. La progression de ce vieillissement reste globalement lente, car ce sont des générations des classes creuses qui franchissent actuellement le cap des soixante-cinq ans. Pourtant le phénomène a pris une ampleur impressionnante dans toute une partie des campagnes françaises où la baisse de la fécondité s'est ajoutée à l'exode rural.

Le document que vient de publier l'Institut national d'études démographiques, sous la direction de M. Paul Palliat, chef du département de démographie sociale, et de M. Alain Farant, avec la collaboration d'universitaires de Caen, Lille et Nice, est particulièrement éclairant. Les auteurs ont analysé, à l'aide des résultats des recensements de 1962, 1968 et 1975, l'évolution démographique des cantons exclusivement composés de communes rurales : il y en avait 1 572 en 1962 sur un total général de 3 052 ; il en restait 1 265 en 1975 à avoir ce caractère strictement rural. Ils regroupaient 6,4 millions d'habitants, soit 3 millions de moins qu'en 1962, alors que dans le même temps la population totale de la France (villes et campagnes) avait augmenté de 3 millions d'habitants.

« Un phénomène en soi »

Ne prenant en compte que la population des ménages ordinaires, à l'exclusion des personnes vivant dans des collectivités (maisons de retraite, hôpitaux, etc.), les auteurs ont constaté que le nombre des cantons dont la population était composée pour plus de 20 % de personnes âgées avait été multiplié par quatre entre 1962 et 1975, passant de 173 à 714. Dans 175 cantons, les personnes âgées sont plus nombreuses que les jeunes de moins de vingt ans ; il n'y en avait que 11 dans ce cas en 1962. Dans 92 cantons, au lieu de 2, treize ans plus tôt, la proportion des plus de soixante-cinq ans est supérieure à 28 %, soit le double de la moyenne nationale.

Le Limousin, la Bourgogne, le Languedoc-Roussillon, le Midi-Pyrénées,

LES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS SONT GÊNÉES PAR LE MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE

L'activité des travaux publics en France s'est établie au second trimestre 1980 à un niveau supérieur à ceux des trimestres précédents, indique l'INSEE dans son enquête trimestrielle, datée du 18 août. Le nombre d'entreprises ne pouvant augmenter leur activité est resté stable. Par rapport à l'année dernière, note l'INSEE, les entreprises de travaux publics ressentent moins l'insuffisance de matériel et davantage le manque de personnel.

« Les commandes reçues depuis trois mois ont permis le maintien des chantiers, la croissance des ordres en provenance des entreprises publiques et privées compensant le léger recul des commandes des administrations », note encore l'INSEE. Les perspectives d'activité étant assez bonnes jusqu'à la rentrée, notamment pour les travaux effectués pour le compte des entreprises privées, les prévisions d'embourgeoisement sont positives.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES SOCIÉTÉ ANDRÉ BORIE

FUSION PAR ABSORPTION DE SAETEP PAR BORIE

Le Directoire de la Société des entreprises de travaux publics André Borie convoque le 30 septembre 1980 une assemblée générale à caractère mixte extraordinaire et ordinaire pour objet l'approbation : — D'un projet de fusion-absorption par Borie de SAETEP (Société auxiliaire d'entreprises d'équipement et de travaux publics). Cette fusion-absorption se traduira par une augmentation du capital de Borie de 2 millions de francs par création de 10 000 actions de 200 F attribuées aux associés de SAETEP à raison de une action Borie pour quatre parts de SAETEP, et la création d'une prime de fusion de 2 millions de francs. — Du changement de la dénomination sociale, qui deviendra « Entreprises de travaux publics BORIE-SAP » avec pour sigle « BORIE-SAP ».

SAETEP, filiale de la Société auxiliaire d'entreprises, a été créée en 1978. La Société Borie est elle-même rattachée au groupe de l'Auxiliaire d'entreprises depuis quelques mois. La fusion projetée a pour objectif le renforcement des moyens de Borie et de sa position sur le marché des travaux publics en France et à l'étranger.

SOGINTER, SOGINCO

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Les conseils d'administration des Sociétés Soginter et Soginco ont décidé, au cours de leurs réunions respectives des 28 et 29 août 1980, de soumettre à l'approbation des assemblées générales extraordinaires des deux sociétés le traité de fusion-absorption de Soginter par Soginco, sous la condition suspensive de l'autorisation du ministre de l'économie.

Rappelons que Soginter et Soginco ont été créées toutes deux à l'initiative de la Société Générale et de la Banque de Neuchâtel, Schumacher, Maliet, la première en septembre 1964 et la seconde en septembre 1968.

Elles gèrent des portefeuilles diversifiés orientés vers les placements internationaux, avec toutefois, pour Soginco, l'obligation de détenir un minimum de 50 % de portefeuille en valeurs françaises. Leurs orientations, leurs objectifs à moyen terme et leurs gestions étaient très proches, il est apparu, aux conseils des deux sociétés, qu'il était opportun de réunir sur une seule et même expérience et leurs moyens.

Les actionnaires de Soginter recevront des actions Soginco selon une quotité qui résultera du rapport existant entre la valeur liquidative par action de Soginter (à titre indicatif la quotité d'échange actuelle serait d'environ 0,2854 action Soginter pour une action Soginter).

Toutefois, Soginter ne reprendra pas l'engagement de Soginco de détenir au moins 50 % du portefeuille en valeurs françaises, la Société Générale et la Banque de Neuchâtel, Schumacher, Maliet, offrent, jusqu'au 31 octobre 1980, aux actionnaires de Soginter qui désireraient conserver une part de leur portefeuille de 50 % de valeurs françaises, de faire reprendre leurs actions et de réinvestir au taux réduit de 1,50 % dans l'obligation pour la Société Générale et Gestion Mobilière pour la banque de Neuchâtel, Schumacher, Maliet.

Les assemblées générales extraordinaires devront se réunir en décembre prochain : elles auront à approuver le traité de fusion-absorption et à fixer la date du calcul de la part d'échange sur les conseils d'administration sous le contrôle des commissaires aux comptes.

ISTH

Centre AUTENT. Depuis 1952 Centre TULBIAC

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

SC.P.O

PREMIÈRE PRÉPARATION PARISIENNE ENSEIGNEMENT ANNUEL COMPLET

Octobre à Juin ou Janvier à Juin

Entrées en A.P. 17 à 22 h hebdo

Reposant en Méthodologie et 2 langues vivantes

Contrôles écrits hebdomadaires

Succès importants confirmés

Centre 6, Av. Léon Heuzey 75016 Paris Tél. 224.10.72 - 288.52.69

Centre 83, 87, Av. d'Italie 75013 Paris Tél. 588.59.35

COMPAGNIE BRITANNIQUE

meubles en pin, 8, rue Lapeyrière 75005 Paris

OCDE

Vient de Paraître
dans la Série 1980 des «ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE», les études suivantes :
■ FRANCE (mai 1980) ■ ALLEMAGNE (mai 1980)
Juillet 1980. Chaque étude : F 14
■ Abonnement à la Série (20 à 22 études en cours de parution) : F 240

- PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 27
Donnent un aperçu général de l'évolution économique récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives pour l'ensemble de l'OCDE et chacun des vingt-quatre pays Membres jusqu'à mi-1981. Une section spéciale examine l'impact du pétrole sur l'économie mondiale. Juillet 1980, 178 pages, F 35
- Abonnement (N° 27 et N° 28 à paraître en décembre) : F 70
- CHANGEMENT TECHNIQUE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE.
La science et la technologie dans le nouveau contexte économique et social. Août 1980, 196 pages, F 50
- INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTREPRISES MULTINATIONALES. RESPONSABILITÉ DES SOCIÉTÉS-MÈRES DU FAIT DE LEURS FILIALES. Juin 1980, 139 p., F 26
- INVESTISSEMENTS DIRECTS INTERNATIONAUX : Politiques, procédures et pratiques des pays Membres de l'OCDE. Février 1980, 52 p., F 17
- TENDANCES DES MARCHÉS DES CAPITAUX N° 14 (avril 1980). Juillet 1980, 64 p., F 28. Abonnement (5 numéros) : F 120
- OFFRES À PRIX EXCEPTIONNELS ET AUTRES PRATIQUES COMMERCIALES ANALOGUES. Mai 1980, 66 p., F 24
- PROTECTION DES CONSOMMATEURS DANS LE DOMAINE DES VOYAGES À FORFAIT AÉRIENS. Juillet 1980, 48 p., F 16
- L'IMPACT DU TOURISME SUR L'ENVIRONNEMENT. Rapport général. Mai 1980, 188 p., F 38
- POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT POUR LES ANNÉES 1980. Mai 1980, 130 p., F 36
- LES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LE BRUIT. (Conférence sur ... 7-9 mai 1980). Juillet 1980, 320 p., F 64
- «Études du Centre de Développement» :
■ LES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT. Quatre études de cas, par Winifred Weekes-Vagliani avec la collaboration de Bernard Grossat. Avril 1980, 366 p., F 54
- LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET LES POLITIQUES D'IMMIGRATION. LE CAS DE LA FRANCE, par Carlene Kennedy-Brenner. Mars 1980, 118 p., F 24
- LES ÉCHANGES EST-OUEST DE PRODUITS CHIMIQUES. Mars 1980, 36 p., F 18
- Série «Politiques d'information, d'informatique et de communications» :
■ N° 3 — INCIDENCES, AU PLAN DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE, DE L'ÉVOLUTION DES RÉSEAUX DE DONNÉES DANS LA ZONE DE L'OCDE. Mars 1980, 234 p., F 50
- RADIOÉCOLOGIE MARINE. Compte rendu du 3ème Colloque de l'AEN, Tokyo, 1^{er}-5 oct. 1979. Mars 1980, 418 p., bilingue (angl./frang.), F 65
- CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et BROCHURE D'INFORMATION SUR LES ABONNEMENTS SÉLECTIFS AUX PUBLICATIONS DE L'OCDE (versions française ou anglaise) ; gratuite

NOM _____
ADRESSE : _____
(Préciser d'écrire en CAPITALES)
Date _____ Signature : _____

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16 (Dépt. L.M.)

ISTEG

l'école où on sait pourquoi on travaille !

1 ^{re} année C.F.P.	pour entrer en 2 ^e année ou pour avoir tout de suite un emploi
2 ^e année C.F.P.S. + B.T.S. (Diplôme d'État)	pour obtenir le diplôme ; pour occuper une fonction évolutive (forte demande des entreprises)
3 ^e année I.C.O.B.A.	pour s'assurer une situation agréable et plus lucrative.

ASSISTANT(e)S de DIRECTION de MARKETING ou de GESTION

ISTEG - 107, rue de Reuilly - 75012 - Paris. Tél. : 340.56.46

Établissement d'Enseignement Privé

Inscriptions sur place (BAC ou niveau équiv.) ou documentation :

Nom : _____

Adresse : _____

L.M.I.

Crédit Hôtelier Commercial et Industriel

78, rue Olivier de Serres Paris 15e 75739 Paris Cedex 15

Emprunt 1980

Garanti par l'État

taux de rendement nominal bon 14 %

مكتبة من الأصول

